

هكذا من الاجل

2 Le Monde • Mercredi 25 juillet 1990 •

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

7. Le canard à un sou

Un sou, c'est un journal : « le Petit Journal ». On se l'arrache. Et pas seulement lui : il y a à Paris quarante-six quotidiens. Et quinze pour le seul département de la Dordogne. Moins on a d'idées, plus on a de lecteurs.

« Un sou, c'est un journal », disait la sagesse des grands-mères. Pourtant, en déboursant ces cinq malheureuses centimes, les Français les plus démunis peuvent désormais s'offrir chaque jour à bon compte le pain des rêves et des indignations : les quatre pages imprimées du « petit format » qui a pris la relève des anciens « canards ». On vit l'âge d'or de la presse, avec des raffinements mis à la portée des masses : toucher du doigt l'information chaude, conforter sa propre opinion au spectacle du vaste monde. Entrer, pour tout dire, dans l'ère de la communication universelle avec l'esprit fort de Bouvard et Pécuchet.

Le sou symbolique, tiré en format géant, orne l'immeuble du 61, rue Lafayette, à Paris, qui abrite depuis un quart de siècle l'ancêtre de la formule, le *Petit Journal*. Moïse Millaud, son fondateur en 1863, ne s'embarrassait pas d'idées inaccessibles : « Ayons le courage d'être bête ! » Il avait débuté, croit-on, dans une feuille de chou de Nantes, où il avait eu l'idée de faire suivre, à la rubrique nécrologique, les noms des défunts par ceux de leurs médecins traitants : la faculté locale aux abois fit prospérer le journal en raflant chaque jour pendant plusieurs mois tous les exemplaires qui détaillaient le bitard.

Jusqu'à sa mort, en 1871, Moïse a conduit son *Petit Journal* vers la Terre promise en appliquant sa philosophie courte : rompre avec la presse d'idées, n'avoir aucunement l'ambition d'influencer le lecteur ou de former l'opinion, « exprimer ce que tout le monde pense » et « être clair jusqu'à la stupidité ». « N'essayez pas d'impressionner, ni de réaliser des tours de force, précisez-il à ses journalistes. C'est dans les autobus, dans les trains, dans les théâtres, dans la rue, que vous devez passer votre temps. Découvrez ce que pense l'homme de la rue, et puis laissez-vous guider par lui. En même temps, tenez-vous au courant de toutes les dernières découvertes, de toutes les dernières inventions. Répandez les connaissances qui restent enterrées dans les « pavés » sérieux. Votre travail consiste à rapporter ce que pensent la plupart des gens et à parler de tout comme si vous en saviez beaucoup plus long sur la question que n'importe qui. »

En partie racheté par Hippolyte Marinoni, l'inventeur des énormes rotatives que les forts tirages rendent indispensables, dirigé par Ernest Judet — l'artefact n'est pas fameux : Marinoni est un gestionnaire laxiste, et Judet commettra l'imprudence de prendre féroce contre Dreyfus — le *Petit Journal* a doublé le cap du million d'exemplaires par jour vers 1890 (un record mondial !), et se maintiendra dans ces eaux-là jusqu'en 1914. Il a réconcilié le haut-de-forme et la casquette, mordu sur la province, drainé la « réclame », lancé le Paris-Brest-Paris cycliste dès 1891 et le Paris-Rouen automobile trois ans plus tard, couvert la France de ses plaques publicitaires dont quelques-unes rouillent encore aujourd'hui sur des pignons de villages endormis. Il demeure « le porte-parole de tous ceux qui travaillent, épargnent et progressent, le soutien de tous ceux qui aspirent à

devenir capitalistes, mais aussi le défenseur de ceux qui sont déjà propriétaires ».

Sur cinq puis six colonnes à peine hachées par des filets, ses quatre pages tassées et peu illustrées (il ne passe à six qu'en 1901, poussé par la concurrence du *Petit Parisien*) appliquent les recettes du succès : surtout pas d'idées, aucun effet de style, des faits crus, des « brèves » en désordre, des « découvertes » utiles qui font chanter la vie, du sensationnel, des interviews enlevées à la hussarde, des faits divers à la pelle — avec une prédilection pour les crimes sordides, les mères héroïques et les vertus flétrées, — un bon feuillet et une généreuse distribution d'aphorismes flatteurs de la sagesse des nations. Son supplément illustré du dimanche, lancé en 1889 sur huit pages, et toujours pour un sou, dépassera souvent 1 300 000 exemplaires, au gré des soubresauts de l'actualité. Il a redoublé l'intérêt porté au quotidien : on le dévore en famille, on le conserve au grenier, on rêve sur les grandes images en couleur du premier et du dernier feuillet, on admire les coloniaux et les sapeurs-pompiers, on scrute les grands de la planète, on suit les conseils de santé et le jardin des modes. Le *Petit Journal*, incontestablement, fut le premier vecteur de « l'excitation qu'aiment les masses ».

Il a fait école. En 1888, Jean Dupuy, un ancien clerc d'avoué enrichi qui fera une solide carrière politique dans les Hautes-Pyrénées, a drainé assez de capitaux pour une relance du *Petit Parisien*. Il applique à la lettre toutes les lois du genre, fait gérer avec prudence, parvient à vendre deux exemplaires sur trois en province, bâtit un petit empire de publications annexes pour n'avoir pas tous ses œufs dans le même panier. Le résultat est excellent : son journal passe les 600 000 exemplaires en 1896, et atteint 850 000 en 1901. Le quotidien de la rue d'Enghien gagne de l'argent en misant lui aussi sur le fait divers, le sport et le feuillet. Il lance en 1903 le premier concours, qui consistait à faire calculer le nombre de grains de blé contenu dans une bouteille : il y eut un million et demi de réponses pour 25 000 francs-or de récompense au vainqueur !

Et Dupuy sait garder le cap politique en soutenant indistinctement tous les pouvoirs en place. Il minimise l'affaire de Panama, encense l'alliance russe et n'accable pas le capitaine Dreyfus : le *Petit Parisien* entend être d'abord « le régulateur des passions collectives ». « Lire son journal, dit l'éditorial du 13 octobre 1893, c'est vivre de la vie universelle. [...] L'ouvrier, pour la valeur de quelques minutes de travail, achète son journal : son esprit plane sur tout l'univers. C'est ainsi que dans un grand pays comme la France la même pensée à la même heure anime toutes les populations. C'est le journal qui établit cette sublime communion des âmes à travers l'espace. Il est par excellence l'instrument de discussion d'où jaillit la lumière. Il apprend aux hommes à réfléchir et à juger. »

Au *Matin*, par contre, le succès fut moins rectiligne. Le journal est tombé en 1884 dans les mains de son rédacteur en chef, Alfred Edwards, un Anglo-Lévantine jouisseur à passeport français,



En 1890, « le Petit Journal » est le premier à passer le cap du million d'exemplaires.

qui rêvait d'une presse d'informations « télégraphiques, universelles et vraies » à l'américaine. De fait, on y aère la mise en page, on joue le gros titre et, chaque jour, une longue chronique politique est confiée à un journaliste de couleur différente. C'était prendre des risques inutiles. Malgré les secours de quelques chantages habiles et 200 000 francs versés par la Compagnie de Panama, c'est un Edwards aux abois qui cède en 1897 son quotidien à un Auvergnat nommé Varillat, qui avait sud-américanisé son patronyme en Bunau-Varilla. Il fit du *Matin* pendant quarante-cinq ans le journal le plus extravagant de la place.

Terrorisant ses « employés », étalant au 6 du boulevard Poissonnière l'immense façade rouge du « journal le mieux informé du monde », qui « voit tout, sait tout, dit tout », achetant les meilleurs reportages à prix d'or (Gaston Leroux fait carrière au *Matin*), émergeant sur les caisses noires, avide de scoops (il publiera le fac-similé du « bordereau » qui accable Dreyfus), remplaçant les articles par de simples dépêches d'Havas piratées, Bunau-Varilla eut l'hypertrophie du moi de la grosse bête de presse. Avec, en prime, le populisme ravageur du chevalier des nobles causes : son journal lance des référendums et des campagnes d'opinion pour, tout à tour, purger la magistrature, réveiller les fonctionnaires, nettoyer les rues de leurs peaux d'orange, assainir le lait, éliminer l'absinthe, terrasser la porcnographie, lancer un sous-marin et pacifier le Sahara. Toute la panoplie du cynisme conquérant est utilisée, intimidations, procès, ragots, détournement de documents, bluffs et publicités gigantesques : le *Matin*, parti de très loin, est en flèche vers 1900, et sa nervosité plaît aux lecteurs. « Mon fauteuil de directeur vaut deux trônes », affirme son César.

Le quatrième « grand », le *Journal*, dont le premier numéro sort le 28 septembre 1892, eut une naissance plus fructueuse que sa carrière. Paris fut couvert d'affiches et de banderoles, 200 000 exemplaires furent lancés à la volée dans les rues : son patron, le minuscule Fernand Xau, l'ancien imprésario de Buffalo Bill en France pendant l'Expo de 1889, a d'entrée vu très grand. Son projet est assez proche de celui de Millaud : « La table d'hôte à prix réduit », mais avec une bonne bouchée de littérature à consommer sur le pouce pour « des petits commerçants, des ouvriers, des instituteurs, des employés ». Et, de fait, il a atteint les 500 000 exemplaires en 1900, en ayant attiré par ses contrastes mirifiques l'élite littéraire du moment : Barrès, Coppée, Millevoye, Zola, Bourget, Richpin, Lorrain, Gyp, Descaves, avec une prédilection pour les humoristes, Alphonse Allais, Tristan Bernard ou Georges Courteline, et l'impressionnisme « gazette rimée » de Raoul Pon-

chon. Moins de grands reportages mais du sourire, moins de révélations mais du chic bien parisien : le *Journal* prit rang en bécassant le *Figaro* et le *Gaulois*, en flâtant plus énergiquement qu'eux son lecteur mâle dans le sens des petites femmes et des mots d'esprit. Son génie fut d'avoir compris la remarque de Léo Claretie : « Le goût de l'information rapide, sèche, nette, est anglo-américain. Il plaît au goût français, mais ne le contente pas complètement. L'abus du journal d'information a eu pour corollaire l'apparition du journal littéraire, qui mêle aux nouvelles de l'heure présente des contes, des fantaisies, des poésies et des chansons. »

CES quatre mammoth régnaient sans partage, assurant les trois quarts des tirages en région parisienne et 40 % de ceux de la presse nationale. Leur consortium se partage le gâteau publicitaire, impose la modernisation des équipements et de la messagerie, combat les régionaux qui « montent », fait vivre une masse de petites feuilles annexes, développe la presse spécialisée (avec une belle percée pour le sport et les journaux de dames). Ils jettent des millions de braves gens dans les jouissances de la culture de masse. Mais ils ne font pas encore tout à fait l'opinion.

Car cette fin de siècle laisse, à l'autre bout de la chaîne de l'information, grande liberté à la prolifération d'organes minuscules ou moyens, souvent éphémères, qui peuvent séduire 250, 5 000 ou 100 000 lecteurs avec les moyens du bord. Ils fourmillent en province : pour le seul département de la Dordogne, examiné à la loupe par Jacques Kayser, on ne compte pas moins de quinze quotidiens. Chaque préfecture a ses trois ou quatre feuilles, expression des comités et des élus locaux, bien alignées sur l'axe droite-gauche, surveillées par le préfet, l'évêque et les gros notables, largement ouvertes aux littérateurs du cru et aux cours du bétail sur pied, parsemées d'éditoriaux ampoulés et de conflits lithipitons. A Paris, concentré de tous ces travers et de tous ces émois, on vend en kiosque et à la criée 46 quotidiens, 41 hebdomadaires politiques et 192 journaux financiers spécialisés.

On trouve partout le pire et le meilleur, du torchon à scandales au journal militant, dans la valse d'une distribution chaotique des fonds secrets des ministères ou des chèques des sociétés financières, dans le prurit de plume qui saisis tout parlementaire désirant sauver son siège ou devenir ministre : les portraits du Bel-Ami de Maupassant en 1886 ou du Racodot des *Déracinés* de Barrès en 1897 sont tout à fait de sai-

son. Les journalistes, mal payés, mal protégés, sont moins des professionnels que, souvent, de pauvres âmes tourmentées, des matamores en pantoufles ou des voyageurs de commerce de la rumeur. Pourtant, ce tissu fragile et gangréné fait circuler vaillamment un air assez démocratique. Pas de bonnes élections sans vaillants publicistes, pas de grandes actions collectives sans campagnes critiques, pas d'engagement individuel sans argumentaire ruminé noir sur blanc : la France a acquis peu à peu une gentille maturité de clocher.

Un mot encore, à la gloire du feuilletoniste. Il serait injuste de ne pas rappeler que les grands journaux vivent en bonne part des romans populaires débités en tranches quotidiennes. Les grands spécialistes du genre, Xavier de Montpin, Jules Mary, Émile Richebourg, Pierre Decourcelle, Georges Ohnet ou Charles Mérouvel, sont bien oubliés aujourd'hui. Mais ces pisseurs de copie ont entraîné dans leur sillage une large part de la grande littérature, qui fait désormais ses premiers pas au rez-de-chaussée d'un canard. On en raffole. Et c'est tant mieux.

Prochain épisode Tempêtes sur Panama

Sur France-Culture

De lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

► Mardi 24 juillet : Le canard à un sou
► Mercredi 25 juillet : Tempêtes sur Panama

Pour en savoir plus

- Histoire du plus grand quotidien de la III^e République, « Le Petit Parisien » (1876-1944), de Francine Amour, PUF, 1972.
- Histoire générale de la presse française, t. 3 (1871-1940), de Jacques Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Tarron, PUF, 1972.
- La Presse de province sous la III^e République, Jacques Kayser dir., A. Colin, 1988.
- Du capitaine Dreyfus au pôle Sud, de Gaston Leroux, UGE, « 10-18 », 1985.
- « L'Illustration » (1843-1944). Vie et mort d'un journal, de Jean-Noël Marchand, Privat, 1987.
- Le Roman quotidien : Lecteurs et lectures populaires à la Belle Époque, d'Anne-Marie Thiess, Le Chemin vert, 1984.

هكذا من الراحل

EUROPE

ROUMANIE

Le gouvernement s'efforce d'améliorer son image

Une amorce d'apaisement semble perceptible à Bucarest après le succès remporté par la manifestation du 13 juillet au cours de laquelle plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé sans le moindre incident pour réclamer la libération du dirigeant des étudiants Marian Munteanu (le Monde des 15 et 16 juillet).

BUCAREST
de notre envoyé spécial

Encore échaudée par la brutale intervention des mineurs un mois auparavant, l'opposition a commencé à surmonter sa peur et à reprendre courage. La preuve a ainsi été fournie que le mécontentement n'était pas seulement le fait d'une poignée de « voyous », ce que les autorités n'ont d'ailleurs plus affirmé aujourd'hui sous peine de se ridiculiser, mais que la grogne dépasse largement le cercle restreint des étudiants.

Cette marche pacifique et les manifestations qui ont eu lieu depuis ont fourni aussi l'occasion de protester contre les récentes hausses de prix, les difficultés persistantes d'approvisionnement, la lenteur des réformes et tout ce qui évoque encore le régime déchu. L'expression des espoirs déçus, à l'image du malaise politique, économique et social qui perdure, se retrouvait sur les banderoles : « En décembre, chair à canon, aujourd'hui en décomposition », « Non-violence enchaînée, atrocités en liberté », « Nous voulons la justice pas de procès / mise en scène », ou encore plus simplement : « A bas le communisme ».

Parer
au plus pressé

Acculé à la défensive et empêtré dans ses contradictions depuis le dérapage de la mi-juin, isolé à l'étranger, le gouvernement ne saurait ignorer l'avertissement s'il entend améliorer son image passablement ternie à l'extérieur. À la veille de son voyage privé en France, le premier ministre, M. Petre Roman, s'est félicité du

déroulement sans heurts de cette manifestation. « A mon avis, nous n'avons rien de plus positif, vers la civilisation, que d'après les textes en vigueur, le président a des pouvoirs très symboliques, le premier ministre disposant du pouvoir exécutif », d'autre part, ajoute M. Roman, M. Iliescu a été élu au suffrage universel avec une majorité écrasante, ce qui lui donne un poids plus important que celui prévu par les textes. Il est au-dessus de la mêlée et, forcément, en tant qu'exécutif, je suis plus exposé, je prends les mesures impopulaires. »

Curieusement, cependant, le même soir, lors de sa première allocution télévisée depuis son élection, le président Ion Iliescu n'a pas fait la moindre allusion à ces sujets brûlants. Sur un ton moralisateur il s'était contenté de faire la leçon à ses compatriotes, les invitant « à apprendre à travailler avec efficacité » afin de surmonter l'impasse économique actuelle. « Nous n'avons pas besoin de leçon de démocratie, nous avons besoin de respect et de compréhension pour notre peuple »,

avait-il déclaré. Y aurait-il alors des tiraillements entre le président et le premier ministre ? M. Roman rappelle que, d'après les textes en vigueur, « le président a des pouvoirs très symboliques, le premier ministre disposant du pouvoir exécutif ». D'autre part, ajoute M. Roman, M. Iliescu a été élu au suffrage universel avec une majorité écrasante, ce qui lui donne un poids plus important que celui prévu par les textes. Il est au-dessus de la mêlée et, forcément, en tant qu'exécutif, je suis plus exposé, je prends les mesures impopulaires. »

« Il est faux, poursuit M. Roman, de parler de divergences entre le président Iliescu et moi-même. Par exemple, il n'a rien eu à redire à mon discours-programme. Il m'a simplement demandé d'apporter quelques précisions. C'est M. Iliescu qui avait remercié les mineurs et qui les avait fait appeler. Sur le président pèse encore cette appréciation qu'il était un com-

muniste et qu'il l'est resté. Il faut revenir au 22 décembre. Qui était-il ? Rien du tout. Lui était l'homme sur lequel reposait l'espoir de tout un peuple. Que fait-il ce jour-là ? Il signe l'arrêt de mort du système communiste. Avec l'étoile qu'il avait alors, il aurait pu garder 90 % du système avec les anciens communistes qui l'entouraient. Or, il ne garde rien. Il décide que l'appareil du parti est mort. Il a tout de suite accepté le pluralisme politique en rejetant le système, ce qui est remarquable. »

M. Silviu Brucan, l'un des principaux figures du Front de salut national à ses débuts, remarque : « L'affaire Munteanu est caractéristique du manque de clarté du gouvernement. Dans un système démocratique on ne peut pas maintenir quelqu'un pendant un mois en état d'arrestation sans apporter des preuves sérieuses de son éventuelle culpabilité. Tout en reconnaissant qu'il est délicat de sauter

d'une économie planifiée à une économie de marché, M. Brucan estime que le gouvernement a assez tergiversé et qu'il est temps « de passer à l'action ».

Dans un pays épuisé par la dictature et à l'économie sinistrée, il ne saurait cependant y avoir de miracle. Dans un premier temps le gouvernement avait parié au plus pressé, en important des produits alimentaires et du pétrole, mais la pénurie n'a pas tardé à réapparaître et des queues sont visibles aux quatre coins de la ville. Le dimanche, à la périphérie de la capitale, un véritable « marché aux voleurs » fait office de bourse d'échanges.

Les anciens réflexes subsistent et nombre de Roumains dubitatifs restent à convaincre quant aux bonnes intentions de leurs dirigeants. « C'est la même Jeannette autrement coiffée », observe une ménagère, se plaignant de devoir à nouveau faire la queue après une passagère amélioration au début de l'année.

JEAN-CLAUDE BUHNER

Scission au sein du Parti libéral

La scission au sein du principal parti d'opposition roumain, le Parti national libéral (PNL, centre droit) a été concrétisée, lundi 23 juillet, par la création d'un nouveau parti, le PNL-jeune, dont l'objectif principal est « la création d'une opposition crédible », comme l'a déclaré lundi au cours d'une conférence de presse M. Dinu Patriciu, député de Timisoara et ancien secrétaire exécutif du PNL.

Cette scission est l'aboutissement d'une crise opposant depuis plusieurs mois de « vieux » adhérents du PNL, ayant traversé dans des conditions difficiles la période communiste, et des « jeunes », désireux de rénover le Parti libéral après son échec aux élections du 20 mai dernier, à l'issue desquelles il avait recueilli moins de 7 % des suffrages. (AFP).

Gelu Voican, « dignitaire truand »

BUCAREST
de notre envoyé spécial

« Cow-boy de la révolution », comme le caractérise un ancien membre du Conseil du Front de salut national ou « dignitaire truand », comme il se définit lui-même avec un petit sourire, M. Gelu Voican a laissé sa barbe dans ses récentes mésaventures, mais a déjà retrouvé un léger collier blanc autour du visage. Personnage énigmatique sorti de l'ombre lors des folles heures de décembre qui ont marqué la chute du régime de Ceausescu, ce géologue amateur de parapsychologie et d'ésotérisme, n'en finit pas de susciter les interrogations.

Les dernières révélations de M. Voican concernant son rôle lors des événements du mois de juin, Fureur de l'imprécision et des

contradictions des renseignements concernant la situation sur la place de l'Université, il décide de prendre les choses en main et de se rendre personnellement sur les lieux.

Déguisé
en ouvrier

Avec l'assentiment de ses pairs, ce qui devait nous confirmer le premier ministre Petre Roman, il sacrifie sa belle barbe de prophète, s'enfonce un feutre noir sur le crâne, revêt un vieux pantalon en accordéon et en compagnie d'un ami, un contre-amiral lui aussi métamorphosé pour l'occasion, il s'en va le 13 juin faire le coup de poing aux côtés des manifestants.

« Sans barbe et ainsi déguisé, précise l'intéressé, j'étais méconnaissable, me faisant passer pour un ouvrier d'une usine d'accoutrements. Rebuté par la pestilence des

lieux et par la racaille qui y avait trouvé refuge, j'ai ensuite mis la nuit à profit pour examiner coins et recoins et prendre quelques points de repère avant de revenir avec un groupe de parachutistes pour nettoyer la place. Après avoir tiré des balles de manœuvre et des gaz lacrymogènes – ce qui faisait pas de bruit que de mal – nous avons procédé à une quarantaine d'arrestations. »

Voican serait-il un homme dangereux ? « Je ne supports pas la faiblesse, confesse-t-il, il ne faut pas craindre d'utiliser la force. Aujourd'hui nous avons un gouvernement de technocrates compétents, mais qui manque encore d'expérience, il faut qu'il agisse vite et bien pour stabiliser la situation. Sinon je crains que les mineurs ne reviennent pour se retourner la prochaine fois contre lui. » J.C.B.

L'URSS SANS CLICHÉS

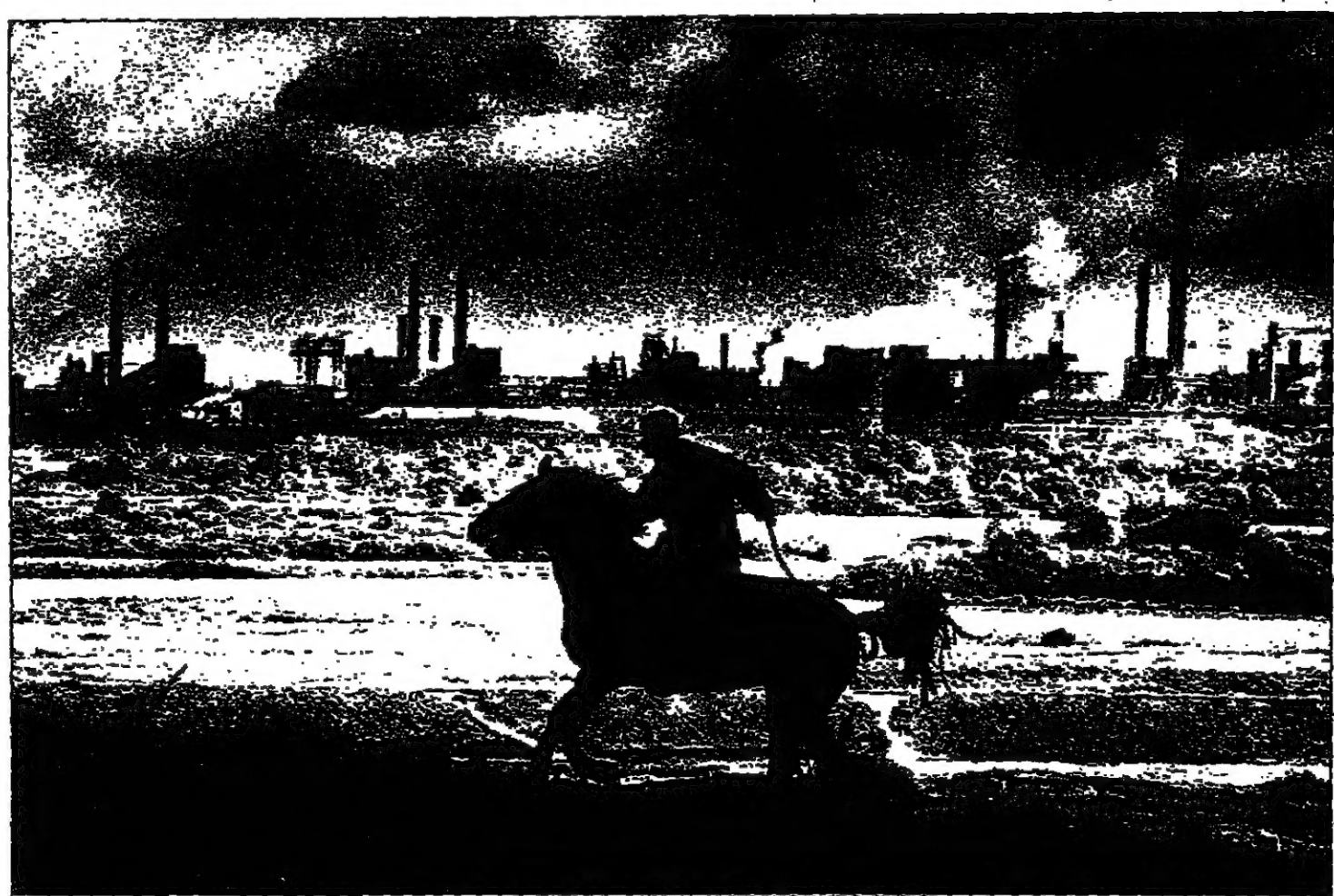


PHOTO PAVEL KASSINOV. V. REDUSCHIN ET R. GRETZER, avec la participation du musée de l'Épave, Leningrad.

Atmosphère

Si l'on ne respirait plus en URSS ce n'est pas seulement que l'atmosphère était irrespirable. L'air était aussi – et l'est toujours – car la patrie du communisme aimait les fumées d'usine. Sous le capitalisme, on a détruit des paysages, empoisonné des rivières et asphyxié des populations parce que cela aurait coûté plus cher de ne pas le faire. Ici, sous le communisme, c'était tout différent : on en faisait tout autant et en dix fois plus, mais ce n'était pas pour faire des économies.

Cela coûtait même affreusement cher et ne rapportait, au mieux, rien, mais cela faisait prolétaire. Plus les cheminées crachaient d'épais nuages, plus on émettait les villes et saccageait les campagnes, plus abondaient ainsi les preuves du caractère ouvrier de l'Etat et de l'impétueuse industrialisation du

pays. Cela donne ce cheval sur fond de hauteurs-fournaux, le XIX^e siècle à l'aube du XX^e, mais cela donne aussi Moscou – certainement la seule capitale d'Europe où l'on passe sans transition des coronas aux musées, et des jardins aux cimenteries car on a délibérément implanté des usines au cœur des villes.

Rien d'étonnant si les Soviétiques ont fini par rejeter en bloc pollution industrielle et Etat du prolétariat, communisme et nuisances. Cela a commencé – comme tout le reste – au début des années 80 et les premiers « verts » se sont déclarés dans les Républiques périphériques, baltes avant tout. Non seulement en parlant d'air on parlait d'atmosphère mais on défendait aussi sa terre aux deux sens du terme et des rangs écologistes sont sortis les bataillons nationalistes qui allaient banai-

ser l'idée d'indépendance. Plus tôt, il y avait également eu les écrivains sibériens qui ont su sauver le lac Baïkal, les revues qui ont mené le combat contre le détournement des grands fleuves. De ce courant-là est tristement sortie l'extrême droite russe, la branche nationale du national-communisme. Il y eut mille cheminements mais la défense de l'environnement tend à résumer les batailles de l'heure – contre le centralisme, contre le gabegie, pour la primauté de l'homme sur le Plan, contre le gigantisme et pour le rationalisme.

Tchernobyl, il est vrai, est passé par-là, comme contre-preuve à la preuve d'antan. Ce fut comme une sommation nucléaire avant l'apocalypse et l'évidence qu'elle a donnée à la perestroïka aura été décisive. Il fallait changer – tout changer.

BERNARD GUETTA

BULGARIE

Imposante manifestation de soutien au gouvernement

Deux cent mille manifestants environ, pour la plupart des gens âgés, venus de toute la Bulgarie, ont défilé, lundi 23 juillet, dans les rues de Sofia pour rendre un dernier hommage à l'ancien dirigeant communiste Gueorgui Dimitrov, décédé en 1948. Ce père fondateur du communisme en Bulgarie, dont le corps embaumé depuis 1949 avait été enlevé de son mausolée et incinéré la semaine dernière en présence de quelques membres de sa famille, s'était attiré une grande sympathie dans le pays depuis son procès devant un tribunal allemand en 1933. Ces lui, en effet, qui avait été accusé de l'incendie du Reichstag.

Le cortège, qui s'étendait de la cathédrale Alexandre-Nevski au cimetière central, s'est vite transformé en une manifestation de soutien au pouvoir en place. Les dirigeants du Parti socialiste bulgare (ex-communiste), vainqueur des élections de juin dernier, et notamment l'ancien président, M. Petar Mladenov, et le premier ministre, M. Andreï Loukov, qui étaient à la tête du défilé, ont tous été acclamés.

Le chef du Parti socialiste, M. Alexander Lilov, s'adressant à la foule, a demandé à ses partisans de serrer les rangs « sur le chemin du renouveau et de la réforme ». « Transformons le Parti socialiste bulgare en un parti modèle d'une gauche moderne », a-t-il déclaré. La foule a accueilli l'ancien président en scandant « Mladenov président ».

Alors que les intellectuels hostiles au gouvernement continuent à manifester et ont dressé entre le siège du Parlement et celui du Parti socialiste quelque deux cents tentes formant ce qu'ils appellent « la ville de la vérité », le gouvernement a annoncé lundi qu'il réprimait toute nouvelle manifestation. Un décret gouvernemental demande ainsi aux autorités d'adopter des mesures immédiates pour mettre fin aux manifestations de désobéissance civile, aux grèves avec violence et autres violations de l'ordre. Le gouvernement a aussi demandé à la police de faire preuve de fermeté dans sa mission de maintien de l'ordre. (AFP, Reuter, AP).

GRANDE-BRETAGNE : après un remaniement ministériel limité

Le nouveau gouvernement sera légèrement plus « européen »

LONDRES

de notre correspondant

M^{rs} Thatcher a procédé, lundi 23 juillet, à la traditionnelle « toilette » de son gouvernement avant les vacances parlementaires. Si le remaniement ne touche que des postes secondaires, il est néanmoins d'une certaine envergure puisque trente et une personnes sont concernées. Le Foreign Office en ressort notamment un peu plus pro-européen. M. Tristan Garel Jones, un des responsables du groupe parlementaire conservateur, devient en effet un des adjoints de M. Douglas Hurd, chargé des relations avec la CEE. Or il est nettement plus favorable à l'Europe que son prédécesseur, M. Francis Maude, qui passe au Trésor.

M. David Mellor remplace M. Richard Luce comme ministre des arts. Il aura la tâche de faire accepter par le Parlement la nouvelle loi sur l'audiovisuel qui ne touche pas pour le moment, la BBC mais laisse planer une menace sur le mode de financement de la chaîne publique. Sir George Young, un des parlementaires toriens qui avaient mené la fronde contre la poll tax, le nouvel impôt local, entre au gouvernement comme chef adjoint du groupe conservateur. M^{rs} Thatcher essaye visiblement de tourner la page de cette époque où elle a précipité sa chute dans les sondages. Si elle n'est pas revenue sur le principe même de cet impôt, elle a accordé de nombreuses exemptions qui ont nettement limité l'effet de la réforme.

Le ministre de l'Éducation est celui qui connaît les plus grands changements. M^{rs} Angela Rumbold, chargée de l'enseignement primaire et secondaire, et M. Robert Jackson, responsable de l'enseignement supérieur, sont congédiés. Ils sont remplacés par deux thatcheriens purs et durs, MM. Timothy Eggar et Michael Fallon. L'objectif consiste à accélérer le mouvement visant à retirer aux autorités locales la tutelle des établissements scolaires.

DOMINIQUE HOMBERES

Election contestée d'un apparatchik à la présidence de l'Ukraine

Le Parlement d'Ukraine, la plus importante république d'URSS après la Russie, a élu lundi 23 juillet à sa présidence le numéro deux du Parti communiste local, M. Léonid Kravtchouk, cinquante-six ans. Mais l'opposition nationaliste a boycotté le scrutin, faisant savoir dans un communiqué qu'elle « décline toute responsabilité quant aux activités du nouveau président ».

Selon l'agence Interfax, M. Kravtchouk a obtenu 239 des 315 suffrages exprimés. Les députés du mouvement nationaliste Rukh, qui se sont abstenus, forment environ un tiers de la Chambre. C'est sous leur pression que le Parlement, dominé par les communistes, a adopté la semaine dernière, à une large majorité, une « déclaration de souveraineté » dépassant les limites de l'idée de « souveraineté » admise par Moscou, en prônant la création d'une monnaie et de forces armées propres, ainsi qu'un statut, à terme, « d'Etat neutre » (le Monde du 18 juillet).

« Une barrière
d'or »

Ce Parlement a applaudi en apprenant samedi que l'Ukraine avait demandé la restitution d'un dépôt d'or, confié il y a deux cent soixante-dix ans à la Banque d'Angleterre par un chef militaire ukrainien, Pavel Polubotok. Ce dernier l'avait légué à une Ukraine « indépendante et souveraine », avant de partir négocier à Saint-Petersbourg avec le tsar Pierre le Grand, qui le fit jeter en prison où il mourut.

Les députés ukrainiens ont calculé que ce trésor devrait s'élever aujourd'hui, avec les intérêts, à 28 000 milliards de dollars. Un porte-parole de la Banque d'Angleterre a indiqué lundi que celle-ci n'a pour le moment « pas de preuves de la revendication ukrainienne » et « cherche dans ses archives » l'existence éventuelle de ce dépôt. Si on dépose dans une banque « une barrière d'or », il s'agit d'une opération différente de l'ouverture d'un compte » et « seule la barrière serait rendue », a-t-il ajouté. (Reuter, AFP).

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : démarche européenne

Jérusalem mesure le poids politique de la CEE

L'importance que la presse israélienne a accordée à la «visite de travail» de la tréka européenne à Jérusalem, lundi 23 juillet, est sans doute un début d'indication : Israël commence à prendre au sérieux le rôle que l'Europe des Douze peut jouer au Proche-Orient.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Après des années d'indifférence — au mieux — de la part des médias et d'une écrasante majorité de la classe politique, c'est incontestablement une évolution nouvelle. Elle est renforcée par le fait que les États-Unis se montrent intéressés à leur tour — ce qui est tout aussi nouveau — et ont vivement encouragé cette initiative européenne. Président en exercice de la Communauté, M. Gianni de Michelis, ministre italien des affaires étrangères, son collègue irlandais Gerry Collins (ancien président) et le luxembourgeois Jacques de Poos (futur président) sont arrivés lundi à Jérusalem, où ils ont longuement rencontré le nouveau chef de la diplomatie israélienne, M. David Lévy.

L'inquiétude des Douze

Après un entretien avec le premier ministre, M. Itzhak Shamir, mardi matin, ils devaient signer l'accord de coopération avec l'OLP et la Ligue arabe.

Depuis plusieurs mois déjà, le climat des relations israélo-européennes n'est pas au beau fixe. Tout récemment encore, les Israéliens n'ont guère apprécié la partie proche-orientale du communiqué adopté lors du sommet européen de Dublin. En matière de droits de l'homme, on a relevé à Jérusalem, ce document ne dénonce notamment que l'État hébreu — pour la situation, déplorée.

■ Trois «collaborateurs» palestiniens assassinés. Trois Palestiniens, soupçonnés de collaboration avec les autorités israéliennes, ont été tués, dimanche 22 et lundi 23 juillet, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza. Les trois victimes ont été tuées après avoir été enlevées par des hommes masqués. — (AFP)

de» en Cisjordanie et Gaza — et ne mentionne pas un seul pays arabe. Les Israéliens y ont vu la confirmation de ce qu'ils estimaient être une attitude partielle de la part d'une Europe accusée, en outre, d'usage de pressions économiques à l'encontre d'Israël. Si elles sont connues de longue date, les «divergences d'opinion entre les deux parties» sur le règlement du conflit du Proche-Orient, a dit M. Lévy, «ne doivent pas conduire à une dégradation des relations entre nous». Il a qualifié ces conversations avec les Européens de «franches, sincères, amicales et responsables», indiquant que, s'il refusait les «pressions» ou les formules qu'on voudrait lui «imposer», il était, en revanche, disposé à accepter tous les «conseils». L'un des participants à la rencontre a décrit les conversations comme ayant été particulièrement «ouvertes».

M. de Michelis a souligné que la visite de la tréka témoignait de l'importance des Européens devant l'arrêt complet de tout processus de paix au Proche-Orient au moment où la situation se détériore dangereusement dans la région. Il y a urgence à relancer un mécanisme de négociation et, suite d'une conférence internationale qui aura la préférence de l'Europe, a-t-il dit, les Douze soutiennent les propositions américaines pour une négociation israélo-palestinienne.

Il a pris acte de la volonté du gouvernement israélien de promouvoir son initiative de mai 1989 en faveur d'une négociation avec des Palestiniens. Mais M. de Michelis s'est interrogé sur la possibilité pour Israël de trouver des interlocuteurs dès lors que Jérusalem se refuse à reconnaître la moindre représentativité aux nationalistes de l'OLP.

«Nous attendons du concret»

M. Lévy — qui avait voté contre l'initiative de 1989 — a répondu que les élections dans les territoires désignés pour les négociations d'Israël, en avril, a dit M. de Michelis, ne sont pas observées que toute mesure d'apaisement dans les territoires occupés, notamment la réouverture des universités, serait, entre-temps, «bienvenue». La question de la désignation d'un représentant permanent de la CEE, chargé de suivre sur place la mise en œuvre de l'accord de l'Europe, allégué à la Cisjordanie et au territoire de Gaza, doit être étudiée à la mi-septembre lors des conversations

que M. Lévy aura à Bruxelles avec les Douze.

C'est un rendez-vous important. Les Israéliens veulent un réaménagement de l'accord commercial qu'ils ont avec la CEE pour tenir compte de la perspective du marché unique de 1993.

L'État hébreu fait plus de la moitié de son commerce extérieur avec la Communauté et ses dirigeants savent bien — même s'ils la regrettent amèrement — que les Européens «lient» les dossiers politique et économique : autrement dit, l'évolution des relations commerciales avec la CEE dépendra des progrès du processus de paix et de la situation dans les territoires occupés. Cela explique en partie pourquoi Israël découvre le poids politique des Douze.

ALAIN FRACHON

IRAN

Un ancien ministre emprisonné serait mourant

M. Ali Ardalan, qui fut ministre des finances dans le premier gouvernement de la République islamique, présidé par M. Mohdi Bazargan, serait mourant dans la prison où il est détenu avec vingt autres personnalités libérales arrêtées début juin.

Agé de soixante-dix-huit ans, il souffre de graves troubles cardiaques et son état a empiré au cours des derniers jours. Selon ses proches, les autorités ont refusé de le libérer et se sont contentées de demander à la famille des médicaments.

M. Ardalan avait signé, en mai dernier, avec quatre-vingt-dix autres personnalités proches de M. Bazargan, une lettre ouverte adressée au président Rafsanjani pour dénoncer la «nouvelle tyrannie» en Iran et demandant la restauration des libertés garanties par la Constitution.

Selon des informations de source sûre, parvenues de Téhéran, ceux qui ont été arrêtés à la suite de la publication de cette lettre ont fait reconnaître l'objet de services pour la télévision et y confesser avoir reçu de l'argent des États-Unis pour déstabiliser le régime islamique.

DIPLOMATIE

À la veille de sa conférence annuelle

Désaccord de l'ASEAN avec la nouvelle politique américaine sur le Cambodge

Les ministres des affaires étrangères des six pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) ont marqué, lundi 23 juillet, leur désaccord avec la nouvelle politique de Washington sur le Cambodge. Ils ont prévenu que «toute tentative visant à modifier maintenant la représentation du Cambodge à l'ONU constituerait un retour en arrière dans la recherche d'une solution au conflit cambodgien».

Le 18 juillet à Paris, M. James Baker, secrétaire d'État américain, a annoncé que les États-Unis ne souhaitent plus que le Cambodge

soit représenté à l'ONU par la coalition (Khmers rouges, sihanoukistes et partisans de M. Son Sann) en lutte contre le régime de Phnom-Penh. L'ASEAN demande que le Cambodge y soit représenté, des sa formation, par un «Conseil national suprême» regroupant les quatre factions khmères. L'ASEAN a adopté cette position à la veille de la réunion de sa conférence annuelle inter-ministérielle, mardi et mercredi à Djakarta, qui doit être suivie d'entretiens avec les alliés de l'association, notamment avec M. Baker.

D'autre part, une équipe de médecins légistes américains a quitté Bangkok mardi pour Phnom-Penh, afin d'examiner les

restes éventuels de soldats américains portés disparus au Cambodge, a-t-on appris auprès des responsables de l'aéroport de Bangkok. L'équipe américaine, la première à se rendre au Cambodge depuis quinze ans, a quitté la capitale thaïlandaise à bord d'un avion de transport C-141.

Enfin, la coalition opposée à Phnom-Penh envisage de se réunir le 30 juillet à Paris avant de rencontrer, toujours dans la capitale française, une délégation du régime de Phnom-Penh. M. Son Sann est à l'origine de cette initiative approuvée par le prince Sihanouk. Mais on ignore encore les réponses des Khmers rouges et de Phnom-Penh. (AFP)

La visite officielle du premier ministre indien en URSS

Moscou réaffirme son intérêt pour le tiers-monde

Le premier ministre indien, M. Vicharnath Pratap Singh, a entamé lundi 23 juillet une visite «officielle d'amitié» de quatre jours en URSS qui fournit à Moscou une occasion de réaffirmer son intérêt pour le tiers-monde.

MOSCOU

de notre correspondant

Beaucoup de pays en voie de développement, en particulier africains, reprochent plus ou moins ouvertement à la diplomatie de l'Union soviétique d'être désormais essentiellement tournée vers les États-Unis ou l'Europe, en un mot vers l'Occident. En URSS en revanche de nombreuses voix se font entendre pour remettre en cause l'aide au tiers-monde, alors que le pays connaît des problèmes intérieurs grandissants.

Et ce qui concerne les pays asiatiques, la politique étrangère soviétique est principalement axée ces derniers temps sur la Chine et le Japon, avec lequel le Kremlin tente de trouver enfin une solution au problème des îles Kouriles, revendiquées par Tokyo depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

La visite de M. Pratap Singh «arrive tout à fait en son temps car elle réfute les allégations avancées récemment par certains milieux, selon lesquelles l'Union soviétique a

perdu son intérêt pour l'Inde, tout comme pour le tiers-monde en général», a déclaré d'ailleurs à l'agence Tass le responsable du département des pays d'Asie du Sud au ministère soviétique des affaires étrangères, M. Oleg Bostorine. Après avoir souligné la solidité des relations soviéto-indiennes depuis plus de quarante ans, le diplomate s'est empressé d'ajouter qu'elles «n'ont pas affectées par les changements du climat international et la situation politique mondiale».

M. Pratap Singh a été reçu lundi

par Mikhaïl Gorbatchev. Une déclaration soviéto-indienne signée à cette occasion ne brille pas par la densité de son contenu et appelle en termes assez vagues à la coopération mondiale en faveur de l'environnement.

Le déséquilibre des échanges commerciaux, favorable à New-Delhi, figure également en bonne place des entretiens officiels. Moscou souhaite augmenter et diversifier ses exportations vers l'Inde pour mettre fin à un déséquilibre qui s'est aggravé depuis deux ans. — (Interim)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : après la démission du juge Brennan

Le président Bush désigne M. David Souter à la Cour suprême

Le président George Bush a désigné, lundi 23 juillet, M. David Souter, cinquante ans, ancien attorney general (ministre de la justice) du New-Hampshire, pour siéger à la Cour suprême. M. Souter, dont la nomination devra être confirmée par le Sénat, doit remplacer M. William Brennan, quatre-vingt-quatre ans, le plus libéral des neuf juges nommés à vie de cette institution, qui a démissionné vendredi dernier pour raisons de santé.

En annonçant son choix dans une conférence de presse impromptue à la Maison Blanche, M. Bush a déclaré qu'il avait été «imprévisiblement» de demander au juge Souter ses positions sur des problèmes particuliers, notamment l'avortement, qui avec la peine de mort sera au centre de la campagne électorale pour les élections des parlementaires et des gouverneurs de novembre prochain.

«Espoir d'une confirmation rapide»

«Mais, devait-il ajouter, je connais son opinion en général». Le président Bush, qui avait désigné pour la première fois un juge à la Cour suprême, est personnellement opposé à l'avortement, sauf en cas de viol, incest ou danger pour la vie de la mère.

Les opinions de M. Souter, en revanche, sont beaucoup moins connues. Il n'a pratiquement pas publié d'avis ou d'ouvrages sur les grands sujets de société actuels. M. Souter apparaît surtout comme un proche de M. John Sumner, secrétaire général de la Maison Blanche, le plus conservateur des «hommes de paille». En effet, c'est M. Sumner, alors gouverneur du

New-Hampshire, qui l'avait nommé à la Cour suprême de cet État en 1983.

Cette nomination, intervenue très rapidement, est très importante car les conservateurs détenaient à la Cour, avant le départ de M. Brennan, une mince majorité de cinq voix contre quatre. L'arrivée éventuelle d'un nouveau juge conservateur ancrerait la Cour fermement à droite pour de nombreuses années. Ce serait également l'occasion pour le président, actuellement en assez mauvais termes avec l'aile conservatrice de son parti depuis qu'il a renoncé à sa promesse électorale de ne pas augmenter les impôts, de regagner quelques sympathies dans ses rangs.

«L'espérance que le processus de confirmation sera honnête et rapide», a conclu M. Bush, faisant allusion sans doute à la difficile bataille juridique-ideologique qui avait opposé le président Reagan à une bonne partie de la classe politique lors de la nomination du juge Bork à la Cour suprême, et qui s'était soldée, en octobre 1987, par un vote négatif du Sénat. — (AFP, Reuters)

■ PARAGUAY : le ministre des affaires étrangères démissionne. — Le ministre paraguayen des affaires étrangères Luis Argana, qui avait menacé, jeudi 19 juillet, de tout faire, y compris de déclencher «une révolution» pour éviter que son parti, le parti Colorado (au pouvoir), ne quitte le gouvernement, a annoncé, lundi à Asunción, qu'il démissionnait à la demande expresse du président Andrés Rodríguez. — (AFP)

CUBA

Trois réfugiés à l'ambassade suisse à La Havane

Trois ressortissants cubains se sont réfugiés dimanche 22 juillet, à l'ambassade de Suisse à La Havane, a annoncé lundi en fin d'après-midi le département fédéral des affaires étrangères à Berne. Le communiqué du gouvernement suisse note que les trois Cubains ont réussi à pénétrer dans l'ambassade «malgré le dispositif policier et militaire mis en place autour du bâtiment par les autorités locales», et précise par ailleurs, que le département fédéral et l'ambassadeur Markus Kaiser «examinent la possibilité» d'accorder aux trois Cubains «selon la pratique internationale, le droit de refuge temporaire». Il ajoute toutefois que ce droit ne leur confère pas automatiquement à leur départ «la possibilité de se rendre dans le pays de leur choix». Au cours des quinze derniers jours, dix-huit Cubains s'étaient déjà réfugiés à l'ambassade d'Espagne à La Havane, ce qui a entraîné une crise politique grave entre Cuba et Madrid, d'autant que les autorités espagnoles soupçonnaient neuf d'entre eux d'être des provocateurs (le Monde du 24 juillet) et envisageaient de les expulser. Quatre autres ont trouvé refuge à la résidence de l'ambassadeur d'Italie. — (AFP)

■ RECTIFICATIF. — Dans l'article de Martine Jacot «Le réveil des Indiens du Canada» (le Monde daté 22-23 juillet), une erreur nous a fait écrire : «Après la mort d'un Indien tué par un policier». Il fallait évidemment comprendre le contraire, ainsi que cela était expliqué quelques lignes plus loin dans l'article.

Budapest demande des excuses officielles pour l'intervention militaire soviétique de 1956

BUDAPEST

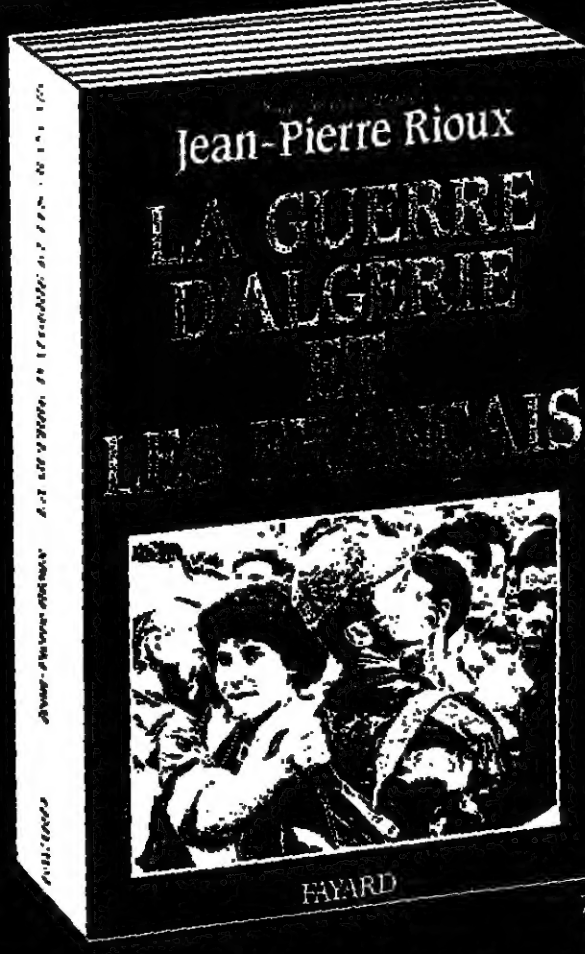
Correspondance

Le Parlement hongrois a voté lundi 23 juillet une motion demandant que le Soviet suprême (parlement) de l'URSS présente des excuses officielles pour l'intervention militaire soviétique de 1956 en Hongrie. La proposition en ce sens a été votée unanimement avec une seule abstention et un télégramme devait être envoyé mardi à Moscou. Les députés hongrois ont estimé que l'Union soviétique s'étant excusée pour son intervention à Prague en 1968, elle se devait de faire la même geste envers Budapest.

Alors que le différend qui porte sur les coûts du stationnement de l'armée soviétique en Hongrie continue à s'envenimer, plusieurs députés ont estimé qu'il convenait de faire clairement savoir aux Soviétiques quel a été le prix — matériel et en déportations — de l'écrasement de la révolte hongroise. Un sujet que la presse locale aborde de plus en plus. De même que celui des prisonniers de guerre hongrois, qui seraient encore vingt à trente mille éparpillés en Union soviétique. L'un d'eux, âgé de quatre-vingt ans, faisait la «une» des journaux la semaine dernière à l'occasion de son retour en Hongrie après quarante-six ans de «goulag». — L.L.

Pour que la guerre d'Algérie entre enfin dans l'histoire nationale, pour que le temps des colonies cesse d'être un tabou dans la France d'aujourd'hui, il faut essayer de comprendre ce qui s'est passé.

Le Monde



Arrive au terme, on se dit qu'il n'est pas un thème important qui n'ait été traité, et avec un effort d'objectivité qu'il faut saluer. Qui, comme moi, a fait un journal du temps de la guerre d'Algérie, retrouve ici les choix auxquels on ne pouvait se dérober et les affrontements inévitables avec telle ou telle fraction de l'opinion ou des pouvoirs. Plus de trente ans après les débuts de la crise algérienne, il n'y a plus de tabous.

Pierre Dix, Le Quotidien de Paris

FAYARD

Handwritten text in Arabic script: "كتاب في التاريخ" (Book in history)

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

De nouvelles inculpations attendues dans l'affaire du trafic d'armes libanaises

Un nouveau fonctionnaire de police est impliqué dans l'affaire du trafic d'armes libanaises. Il s'agit d'Alain André, policier parisien en retraite, placé en garde à vue lundi 23 juillet dans les locaux de la direction centrale de la police judiciaire à Paris. Il est soupçonné d'être un client régulier de Jean-Claude Labourdet, le brigadier-chef trafiquant d'armes présumé, en poste à l'ambassade de Beyrouth. Devant le

juge d'instruction marseillais, M. Patrick Ardid, ce dernier a démenti, lundi, avoir utilisé des avions du GLAM - en particulier ceux de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire - pour assurer ces convois illicites.

Au terme d'un débat contradictoire, le juge marseillais a maintenu en détention les quatre policiers soupçonnés d'être les « semi-gros-

sistes » : Patrick Schaller, Patrick Jacquin, Jean-Claude Labourdet et Philippe Nino. Le CRS Jean-Noël Lebat a été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Au total, dix personnes - dont cinq policiers - ont été inculpées d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes. De nouvelles inculpations devraient être prononcées dans la journée de mardi.

Les filières multiples de la tentation

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

L'insinuation d'enquêteur est devenue une certitude. Le trafic organisé à partir de l'ambassade de France à Beyrouth depuis 1983 a, semble-t-il, toujours emprunté la même voie - les avions des « collègues militaires » de retour de mission, - mais il connaissait, sur le territoire français, plusieurs routes.

C'est du moins ce qu'a laissé entendre devant le juge d'instruction l'un des principaux accusés, le brigadier-chef Jean-Claude Labourdet, ce fonctionnaire, qui jouissait, à Beyrouth, d'une confiance singulière, au point d'être devenu en quelques années l'homme à tout faire de l'ambassade : garde du corps, convoyeur de journalistes ou d'otages libérés, émissaire auprès des miliciens.

Déjà soupçonné d'alimenter une filière de circulation de matériel militaire qui, d'intermédiaire en intermédiaire, aurait enrichi, sans doute à son insu, les armureries de plusieurs gangs organisés du Sud-Est de la France, Jean-Claude Labourdet a reconnu avoir exercé son commerce en solitaire.

Les armes font partie de la vie, là-bas à Beyrouth. Rien de plus normal que d'en disposer chez soi, aurait-il confié au juge d'instruction. Faciles à acheter, faciles à transporter. Une fois découverte la combine de nombreux aller et retour des gendarmes mobiles, Jean-Claude Labourdet aurait cédé à la tentation d'améliorer son traitement de fonctionnaire qui,

prime de risque comprise, s'élèverait, selon ses propres dires, à plus de 25 000 francs.

Ainsi a-t-il provoqué l'interpellation surprise du policier parisien Alain André, lundi 23 juillet, en expliquant que celui-ci a reçu plusieurs livraisons de pistolets mitrailleurs et de fusils d'assaut depuis 1985. Labourdet a estimé avoir reçu 120 000 francs de son ancien collègue, une vieille connaissance, soulignant-il, qui remonte à l'époque où le policier héroïque de Beyrouth n'était qu'un modeste fonctionnaire de la préfecture de police.

Cent vingt mille francs, soit une dizaine d'armes revendues chacune 12 000 francs, environ, ont calculé les enquêteurs. A qui étaient-elles destinées ? A de simples collectionneurs, comme l'affirmerait Labourdet, ou à une clientèle autrement moins passionnée ?

Paris n'était, semble-t-il, pas la seule destination des colis beyrouthins. Une malle contenant des armes, un fusil et des munitions a été retrouvée par les gendarmes au régiment de génie parachutiste de Montauban (Tarn-et-Garonne), une unité qui s'est déplacée dans la capitale libanaise ces derniers mois. Portant la mention « Labourdet », un nom inconnu au bataillon, le bagage, qui, à l'origine, devait contenir des outils de pêche confiés par le brigadier-chef aux permissionnaires de retour du Liban, s'était égaré dans la caserne au point d'interdire et de susciter l'alerte.

Les enquêteurs ont donc l'impression d'avoir affaire à plusieurs trafics irrigués par une

même source, la cellule des officiers de sécurité de l'ambassade de France à Beyrouth. M. René Ala, pour le Quid d'Orsay, l'autre par le nouveau chef de l'inspection générale de l'administration, M. Jean-Marc Erbes pour le ministère de l'Intérieur, établiront la réalité de ces allégations.

Deux enquêtes administratives

Deux enquêtes administratives, l'une dirigée par l'ambassadeur de France à Beyrouth, M. René Ala, pour le Quid d'Orsay, l'autre par le nouveau chef de l'inspection générale de l'administration, M. Jean-Marc Erbes pour le ministère de l'Intérieur, établiront la réalité de ces allégations.

Un phénomène d'entraînement aurait balayé les scrupules des uns et des autres. Chronologiquement, Jean-Claude Labourdet, était le plus ancien dans la maison, le mieux placé aussi. Arrivé à Beyrouth en 1983, il a commencé ses expéditions de sa propre initiative. Patrick Schaller, fonctionnaire originaire de la CRS de Mulhouse, arriva en 1987. Lui aussi reconnaît avoir ramené des armes en France, une première fois dans ses bagages, selon ses aveux rapportés par une source judiciaire. L'idée lui serait venue de frapper à la porte de Labourdet : l'« ancien » se débrouillait très bien dans ce genre d'expéditions. Le jeune CRS lui aurait « sous-traité », dans un premier temps, les achats

à Beyrouth. Puis, prenant peu à peu « de la bouteille », Schaller aurait volé de ses propres ailes dans le milieu local des marchands d'armes. Avec la complicité de Patrick Jacquin, il aurait institué sa propre filière, qui aboutissait entre autres à Philippe Nino, ancien CRS d'Orléans, dans le Var, le seul policier qui, dans cette affaire, cultivait clairement des relations avec le monde des truands, en particulier le « gang des Alpes » animé par les frères Saccomano. Pendant ce temps, Labourdet poursuivait de son côté ses propres affaires, chacun ayant fini par agir de manière autonome.

Le juge Ardid examine à la loupe ce jeu complexe des relations douteuses entre les policiers, afin d'établir l'éventuel délit d'association de malfaiteurs qui, conjugué aux infractions à la législation sur les armes, font encourir aux prévenus une peine pouvant aller de cinq à dix années de prison.

Accusé d'avoir fait disparaître une cache d'armes dans la villa de Labourdet à Etioles (Essonne) sur ordre téléphonique de ce dernier, Maurice Onno, enseignant à l'école de police de Vincennes, a été inculpé, lundi, de transport et détention illicite d'armes. Le magistrat devait entendre mardi et mercredi l'ex-CRS Philippe Nino et ses complices varois, dont Joël Buono, employé municipal à Bagnol, soupçonné d'être l'un des intermédiaires les plus sérieux avec le milieu local.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

POINT DE VUE

Ça suffit !

par Jacques Toubon

MAIS où va-t-on ? Le trafic d'armes entre certains policiers et le milieu, les informations non réellement démenties qui nous disent que les avions du gouvernement étaient utilisés pour le transport de ces armes, en présence de l'un de ses membres les plus en vue, c'est la goutte qui fait déborder le vase.

Je ne peux me retenir de pousser ce cri qui est sûrement celui de millions de Français : « Mais où va-t-on ? » En attendant demain d'autres affaires tout aussi lamentables.

On ne peut plus se taire, il y va de l'honneur de la politique. L'arnaise pour ceux qui touchent, les pressions incommensurables sur la justice, les affaires de la Société générale et de Pechiney qui mettent en cause les responsables du pouvoir et les intimes du président. Les activités du fils de ce dernier en Afrique, un chèque de 150 000 francs dont M. Mitterrand donne une justification que personne ne croit, les écoutes téléphoniques qui se multiplient, le soupçon de manipulation qui pèse

dans l'horrible drame de Carpentras, enfin la police couverte d'opprobre et un ministre de l'Intérieur aussi discret aujourd'hui qu'il était flamboyant il y a peu.

Qu'est-ce que ce pouvoir qui, drapé dans les oripeaux des droits de l'homme, déconsidère la République par des pratiques bananières ?

Ça suffit ! Je demande que les ministres impliqués démissionnent, je demande que le premier ministre s'explique et que le président de la République cesse d'opposer le front du mépris à l'évidence qui, bien au-delà de sa personne, atteint sa fonction. C'est-à-dire l'Etat, c'est-à-dire la France.

Brisons la loi du silence éternel que les Français, dégoûtés de la politique et de ceux qui la font, se tournent définitivement vers ce mélange de débrouillardise et de violence qui marque la fin des régimes.

► M. Jacques Toubon est député de Paris, maire du XIII^e arrondissement, ancien secrétaire général du RPR.

chands de biens, des faux pour changer l'affectation de locaux localisés en locaux à usage commercial. Quatre marchands de biens, Joseph Scemama, Marcel Gélard, Daniel Froger et Pierre Paulin, ont été inculpés d'usage de faux et corruption, et placés sous mandat de dépôt. Un clerc de notaire, Jacques Cossa, qui aurait permis de réaliser des opérations immobilières avec ces locaux, mais qui nie les faits reprochés, a été inculpé d'usage de faux en écritures, et écroué.

A l'occasion du 14-Juillet

M. François Mitterrand gracie deux cents détenus condamnés à de courtes peines

A l'occasion de la fête nationale, le président de la République, M. François Mitterrand, a accordé, lundi 23 juillet, une gracie individuelle concernant deux cents détenus, condamnés « à de courtes peines d'emprisonnement inférieures à trois mois ou qui devaient être libérés dans un délai inférieur à cette durée ».

Sur proposition du ministère de la justice, la présidence a choisi les détenus dont la situation a paru « digne d'intérêt » car présentant, cette décision, qui concerne deux cents prisonniers, exclut les actes criminels ou terroristes, les délits liés à des affaires de drogue et les homicides. On est loin des milliers de libérations prononcées les années précédentes, mais l'heure

n'est plus aux gestes symboliques liés à la célébration du Bicentenaire ou aux mesures destinées à soulager la surpopulation dans les prisons, indique-t-on à la chancellerie.

Parmi les bénéficiaires de ces grâces figure Olivier, le mineur de quatorze ans condamné deux fois par le tribunal pour enfants du Havre à deux mois d'emprisonnement ferme pour de multiples vols et cambriolages (le Monde du 18 juillet). Depuis plusieurs jours, sa sortie avait été préparée par les services régionaux de la protection judiciaire de la jeunesse, mais, au Havre comme ailleurs, on s'avoue désarmé face à ces adolescents multirécidivistes : les « incasables ».

Ces « incasables » qui désespèrent juges et éducateurs

Exilée au deuxième étage de l'annexe, là où siège le tribunal pour enfants du Havre, M^{lle} Mariella Luxardo croyait bien avoir des principes. « Je pensais qu'il ne fallait jamais incarcérer de mineurs de moins de seize ans. Qu'il y avait toujours quelque chose à faire. » Et puis elle a rencontré Olivier et Mustapha. Face à elle, dans son cabinet de juge pour enfants, ils sont venus une fois, deux fois, dix fois... « J'ai mis tous mes dossiers de côté. J'ai passé des journées entières sur ces cas. J'ai tout essayé : les foyers, les familles d'accueil, les mesures d'assistance en milieu ouvert. A chaque fois, ça se terminait au commissariat. Alors, le 5 avril pour Mustapha, le 3 mai pour Olivier, le tribunal qu'elle présidait les a condamnés, respectivement à quatre et deux mois de prison ferme. Pas dans l'espoir de régler quel que ce soit - « Ça ne changera rien, il faudra trouver une solution à leur sortie », reconnaît M^{lle} Luxardo, juste pour souffler un peu.

A quatorze ans, Olivier avait déjà volé une cinquantaine de voitures, cambriolé quelques appartements, multiplié les vols à la roulotte, cent cinquante délits au total. En trois ans, il avait traversé sept centres de protection de la jeunesse, aboutissement presque logique du suicide de son père, de l'abandon par sa mère et des placements nourriciers successifs.

« Rien à leur proposer »

« Quand il ne restait pas le feu à se chauffer, il tirait à la carabine sur les voisins, ou saécageait l'ensemble de son foyer », raconte le premier substitut du procureur de la République, M. Pascal Chauv. L'hiver dernier, alors que les policiers tentaient d'intercepter le véhicule qu'il venait de voler, Olivier n'avait pas hésité à leur foncer dessus.

Mustapha, qui fêtera ses seize ans le 13 août prochain à la maison d'arrêt de Rouen, collectionne lui aussi les cambriolages et les vols en tout genre. Les foyers, il s'en est toujours échappé. Les menaces de la police, il y a longtemps qu'elles ne lui font plus aucun effet. « La seule chose qu'il déteste, c'est les gardes à vue, constate le commissaire divisionnaire Joseph Bacon, patron du commissariat central du Havre. Mais pas la peine de se faire d'illusions, ça n'a aucune vertu dissuasive ».

Comme M^{lle} Luxardo, comme le substitut Chauv, le commissaire Bacon avoue son impuissance : « Ils nous narquent et se foutent de nous. Ils reconnaissent les faits et rigolent, quand ils ne rient pas des évidences en changeant toutes les cinq secondes d'alibi avec une imagination stupéfiante. D'un côté, il y a les victimes, qui nous demandent d'enfermer ces « sales gosses », de l'autre, notre expérience, qui nous rappelle que ça ne sert à rien ».

Dans le petit bureau qu'il occupe, juste au-dessus de celui du juge, M. Bernard Cassagn-

bère, éducateur auprès des tribunaux, montre fièrement les statistiques, en baisse, de l'incarcération des mineurs. Et se réjouit du projet de loi présenté le 10 juillet par le ministre de la justice qui devrait bientôt interdire l'incarcération des mineurs de moins de seize ans.

Mais sa mine se ferme lorsqu'il évoque ces « cas exceptionnels » : « Actuellement, on n'a rien à leur proposer. Et si on n'invente pas quelque chose, ils finiront dans des hôpitaux psychiatriques, autrement dit, des prisons dont on ne sait pas quand on sort. Tant qu'on ne créera pas des structures spéciales avec deux éducateurs pour un gamin, on n'aura aucune chance ».

Le centre de semi-liberté du Val d'Aubert n'en est pas encore là, mais sa cellule d'accueil d'urgence s'en rapproche. Ils sont quatre éducateurs à y veiller sur seulement six adolescents. Parfois quatre, voire deux.

« Lorsque Fabien est arrivé il y a deux mois, se souvient M. Christian Guéroult, le directeur adjoint du centre, personne n'en voulait. Pas même les hôpitaux psychiatriques. C'était le prototype de l'« incasable ». Père en prison, mère assassinée sous ses yeux, il semait la terreur partout où il passait. Un éducateur l'a pris entièrement en charge pendant dix jours en Dordogne, puis un autre pendant deux semaines dans un centre éducatif des Landes. Aujourd'hui, il y travaille seul ».

Le centre a au moins de réputation avec Olivier, le multirécidiviste aux cent cinquante délits. Arrivé le 30 octobre 1989, il s'en est sauvé le 10 décembre après avoir mis le foyer à sac.

Un échec dont M. Guéroult rejette toute la responsabilité sur le juge : « Elle était complètement fermée au dialogue. » A deux reprises, il écrit à M^{lle} Luxardo pour « faire le point sur la situation et les projets du jeune Olivier ». Le magistrat lui répondit qu'elle souhaitait « connaître les raisons qui motiveraient [...] sa présence à une réunion éducative ».

Si les petits lieux de vie peuvent apparaître pour les incasables comme une alternative possible à la prison, on peut également attendre quelques améliorations dans le fonctionnement des institutions. Doit-on continuer à entendre un juge se débattre derrière une « séparation claire des compétences entre judiciaire et éducative » pour expliquer son impuissance ? Doit-on accepter que les services départementaux et régionaux de l'éducation surveillée ne découvrent que le 20 juillet, soit plus d'un mois après son incarcération, qu'il a la prison du Havre Mustapha purgé une peine ?

A elles seules, les réponses à ces questions ne sauront résoudre les difficultés de Fabien, Olivier et des autres. Du moins laisseront-elles, aux expériences originales, qui devraient - ou c'est à désespérer de tout - être mises en place, une chance d'aboutir.

NATHANIEL HERZBERG

Le démenti de M. Bernard Kouchner

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, n'a pas voulu laisser sans réponse les questions soulevées par les accusations du CRS Patrick Schaller, (le Monde du 24 juillet) l'un des principaux inculpés dans l'affaire du trafic d'armes en provenance du Liban.

Selon M. Olivier Drapeau, procureur de la République de Marseille, le CRS soutient que deux cantines transportant des armes auraient transité par les avions du GLAM (groupe de liaison des avions ministériels), affirmations démenties par le brigadier-chef Jean-Claude Labourdet.

Le journal France-Soir avait même évoqué une mise en cause directe du secrétaire d'Etat rapportant à la « une », lundi, des propos attribués à Patrick Schaller : « Le ministre était au courant. Il était intime avec Labourdet. Il a emporté une grande cantine d'armes dans son avion du GLAM. Le brigadier-chef lui en a offert à leur arrivée à Paris ».

Le procureur de Marseille a démenti que l'inculpé ait tenu de tels propos. Dès son retour de Corse, lundi 23 juillet, M. Bernard Kouchner a formellement démenti avoir eu connaissance du moindre trafic mais a ajouté : « Mon rôle de ministre n'est pas de contrôler les bagages ou la soute ».

En conséquence, il a estimé qu'il ne « pouvait pas être sûr » que les avions du GLAM n'avaient pas transporté les cantines personnelles remplies d'armes mais que cela « lui paraissait difficile ». M. Kouchner a tenu à clarifier ses relations avec Jean-Claude Labourdet. « Son rôle était seulement

de protéger le ministre lorsqu'il était au Liban. Il a fait son travail. Il le faisait bien. (...) C'était un homme courageux, efficace, indispensable. J'avais même recommandé une promotion pour lui. » Il a ajouté qu'il pouvait comprendre ce qui était arrivé à M. Labourdet : « J'ai moi-même éprouvé la perte de repères moraux au Liban ».

Interrogé sur d'éventuelles remises d'armes, le secrétaire d'Etat est revenu sur l'opération d'évacuation des blessés de Salda en avril 1989 : « C'était infiniment dangereux. Jean-Claude Labourdet avait proposé que je sois armé mais j'ai refusé. J'ai demandé à mon officier de sécurité de s'en occuper. » Il a ajouté qu'il n'avait jamais reçu la moindre arme des mains du brigadier-chef, qu'en d'autres et multiples occasions on lui en avait offert, mais que, jamais, il ne les avait gardées. Il a tenu également à dissuader son entourage, estimant qu'il était « impossible » que ses gardes du corps aient pu être mêlés au trafic.

Le secrétaire d'Etat s'en est pris, sans les nommer, à ceux qui lancent « ces viles attaques ». « Que veut-on ? Que disparaissent ce ministère et qu'on ne fasse plus d'action humanitaire ? » Regrettant que l'on puisse mélanger « ce qu'il y a de plus beau avec un trafic immonde », il a annoncé qu'il se réservait « de donner les suites qu'il convient » à des propos qui mettent en cause « son honneur ».

N. H.

SOCIÉTÉ

Un entretien avec M. Antoine Waechter

« La succession de promesses trahies nous conduit à refuser le compromis »
nous déclare le chef de file des Verts

Chef de file du mouvement des Verts, ancien candidat à l'élection présidentielle, M. Antoine Waechter conteste les arguments mis en avant par le gouvernement pour justifier la décision d'autoriser, avec l'aval de M. François Mitterrand, l'implantation d'une usine autrichienne de production d'acide citrique dans la forêt de Marckolsheim (Bas-Rhin) (le Monde daté 22-23 juillet). Il a répondu à nos questions alors que ses amis ont exprimé l'intention d'occuper le terrain « dès que les bulldozers arriveront ».

« Le ministre de l'Agriculture a défendu de porter atteinte à la forêt alsacienne. Il rappelle que le site retenu pour l'installation de l'usine de Marckolsheim a déjà été, dans le passé, défriché et souligne que ce site est actuellement occupé par des peuplements forestiers de très faible qualité qu'il serait illusoire de vouloir améliorer en raison de la pauvreté des sols et qui n'ont rien à voir avec la forêt alluviale rhénane dont l'intérêt écologique est certain ». Si cela est vrai, pourquoi tout ce tapage ?

« Le site promis à l'industrie autrichienne a été illégalement défriché sur quarante autres hectares en 1983, à l'initiative du maire de Marckolsheim. Il s'agit alors pour lui de rendre sans objet la contestation des écologistes en cas d'industrialisation. Il a bénéficié de la gentillesse bienveillante du propriétaire, le Port autonome de Strasbourg, qui n'a pas réagi malgré les protestations des associations.

« Aujourd'hui l'Elysée justifie sa position en arguant de cet état de fait : c'est donner raison au coup de force et blanchir un délit.

« Les 40 hectares se décomposent comme suit : 30 hectares de maïs, 2 hectares de plan d'eau et d'une végétation palustre, 40 hectares de taillis denses représentant des sous-bois alluviaux, 5 hectares de belle forêt rhénane appartenant à l'Etat. La reconstitution d'un boisement alluvial n'est possible sans difficulté, rapidement (vingt à trente ans) par éviction du taillis, plus lentement en substitution ou clamping (quarante à cinquante ans). La situation est réversible.

« Même dans son état actuel, le site recèle encore une flore et une faune abondantes. Les castors sont à 200 mètres de là.

« Le discours des services forestiers sur la non-valeur du site est digne de leur vision économique du milieu boisé. Il est invraisemblable que, quarante ans après la loi sur la protection de la nature, les autorités responsables n'aient pas bénéficié d'une étude d'impact sérieuse, réalisée par les experts des forêts alluviales.

« La nappe phréatique joue un rôle majeur dans la vitalité et la luxuriance de la forêt rhénane. Jungbuntzlauer compte prélever 300 mètres cubes d'eau à l'heure,

soit autant qu'une ville de 30 000 habitants. Les prélèvements abaisseront la nappe, menaçant de tarir les rivières phréatiques qui font la beauté et la richesse de la forêt du Rhin, de provoquer un assèchement des boisements alluviaux à l'aval. Nous n'avons d'ailleurs aucune garantie sur les volumes qui seront prélevés, l'industriel ayant annoncé au départ un prélèvement quatre fois supérieur.

« Que pensez-vous des contreparties promises aux écologistes à la fois par l'Elysée, le ministre de l'Agriculture et le Port autonome de Strasbourg ?

« La compensation proposée aujourd'hui est en retrait des promesses formulées solennellement par un autre président de la République, en 1976. Rappelons les faits : 22 000 hectares de forêts alluviales en 1930, 6 500 hectares en 1975. Dès les années 60, les associations ont revendiqué la protection de ces boisements résiduels. Le document adopté par un comité interministériel d'aménagement du territoire se contente cependant de déclarer intouchables les boisements non affectés de projets d'amputation et remet à plus tard l'arbitrage sur les autres sites. Au 28 juillet 1990, à peine 30 % des surfaces boisées font l'objet d'une protection opposable aux tiers.

« Le cas de Marckolsheim est significatif de ce point de vue. Les associations ont proposé le classement de ce site rhénan, le plus vaste encore existant, dès 1973, dans le cadre du préventaire des sites à protéger. En décembre 1974, le comité des vingt-trois associations occupant le chantier contesté des Chemische Werke München présente un projet de réserve naturelle, délimitée par la ligne des hautes eaux à l'est et le fleuve à l'ouest. En 1976, le comité

proposé de transférer la zone industrielle sur le site d'une ancienne cité EDF : le maître refuse, et fait adopter un plan d'occupation des sols qui place en zone industrielle le cœur du site proposé à la protection et, en compensation, met l'ancienne cité EDF en zone naturelle !

« A ces menaces s'ajoutent aujourd'hui le projet d'une piste d'essai pour Mercedes-Benz entre Heiteren et Fessenheim sur 410 hectares, dont 80 boisés et le passage du TGV-Est dans la réserve naturelle d'Offendorf (deux contournements routiers strasbourgeois économisant aussi les forêts rhénanes). Ces projets mobilisent avec la même énergie une opposition déterminée des associations et des Verts. A noter aussi que, dans le cadre d'un compromis lié à l'implantation d'une industrie japonaise en 1987, M. Klein, directeur du comité d'action haut-rhinois, et M. Gerner, maître de Colmar, s'étaient engagés à sauvegarder la forêt de Heiteren.

« La succession de promesses trahies ou sans suite, depuis quarante ans, et l'avalanche de nouvelles prévisions d'amputation nous conduisent à refuser le compromis qui se sont toujours révélés des marchés de dupes.

« Nous sommes prêts à nous asseoir à une vraie table de négociation, mais pour traiter globalement des sites rhénans et de tous les projets contestés. Avec un préalable : le respect des engagements pris depuis 1976.

« L'emploi n'est qu'un prétexte »

« Le gouvernement insiste également sur le fait que l'usine de Marckolsheim créera deux cents emplois et que, si vous vous opposez à sa venue, la firme autrichienne ira s'installer dans un autre pays... »

« La zone industrielle de Marckolsheim, comme le projet de Mercedes-Benz sont des avatars de plans vieux de trente ans. Plus per-

La décoration d'un chasseur

Une Légion d'honneur contestée

Une des nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur du 14 juillet souève une tempête d'indignation chez les écologistes. C'est celle qui a été décernée à M. Germain Dubourdieu, ancien président et actuellement président d'honneur des chasseurs de Gronde. En mars, la cour d'appel de Bordeaux avait condamné le fédérateur de Gronde et son président « pour avoir, en mai 1985, apporté un soutien au braconnage de la tourterelle ». Or M. Dubourdieu a obtenu sa décoration au titre de l'environnement. « C'est la Légion du déshonneur », s'indigne Brigitte Bardot.

« Il s'agit d'une bavure des services de M. Lalonde », pense M. Bougnin-Dubourg, président de la Ligue de protection des oiseaux.

« M. Dubourdieu est un braconnier notoire », rappelle la SPA. Quant aux écologistes du Sud-Ouest (SEPAISO), ils blâment ouvertement le ministre de l'environnement.

DIAGONALES

LES systèmes philosophiques ou politiques, s'ils font faillite, il n'en reste rien, comme des empires écroulés : un petit tas de cendres après le feu de camp. Les arts, si le doute les prend, ils peuvent toujours se moquer d'eux-mêmes. C'est leur chance, leur noblesse, leur marie. Aux temps sans épopee et presque sans histoire, sinon sans événements - nous y sommes en plein ! - reste la parodie. Toujours ça !

Ce constat saute aux yeux quand on s'est mis en congé de festivals pendant une dizaine d'années et qu'on y replonge tout à coup, intensivement. Après cinq spectacles en deux jours, plus des bouts de colloques et la classique déambulation beverdeuse à la fraîche : ma parole, pour un peu, on y verrait clair dans son époque.

Vers les années 80, Avignon vivait encore à l'heure de la Foi. Les vieux enseignements à Deux Chevaux et casques de chevaux gris montaient vers la Cour d'honneur, s'effaçaient, quantes, comme les croyants pélerins. Le moine Vilar et l'archange Philippe les accueillent dans leurs niches du Palais, couleur d'os calcinés. La messe pouvait commencer. Saint-Théâtre, O vous qui sauvez les cités malades et les militants déçus, priez pour nous qui avons recours à vous !

En une décennie, les jongleurs nés avec 68 ont déserté Notre-Dame. Les fidèles ont quitté les chœurs pour les parvis. Aux grand-messes dites par les grands prêtres oints ont succédé les dérisions de tréteaux, les schémas de portes cochères. L'art n'est plus l'affaire de professionnels, voici la créativité pour chacun, et le talent pour tous ! Chaque ruelle d'Avignon a son couple digne de la Strada, le mec qui pantomime ou gratouille de quelque chose, et la nana qui colle les affiches, qui passe dans les rangs avec le chapeau cabossé. « Ma chère maman, écrit-elle, le soir : ici, on s'écoute, Maurice et moi, on est enfin des artistes ! Tout plutôt que le bureau ! La vie reprend du sens, quand on fait rire les gens, ou pleurer. Pourquoi n'y en aurait-il que pour les vedettes ? On vit une époque formidable ! » J'ai vu la lettre.

Et le matin, sur les bords du Rhône où tourbillonnent les sacs poubelle, l'Europe créante se réveille dans des suites de forains médié-

Aix, la dérision se veut haut de gamme. Avec les Indes galantes. Aries saccage nos anciennes extases, au prix fort. On danse à poil sur le clavier de l'onde flammée : vous parlez d'un régal.

Ce qui se dérobo

La nomenclature politico-culturelle-mondaine fait grise mine. Ça va un moment, ces mornettes, l'irrespect hispanisant ! La clarté française ne mérite pas ces piteux défilés, ces anachronismes criards ! Ange du bizarre, que de crimes !... Le baroque est un ordre comme un autre ! Ne pas confondre excentricité et excentrique ! Redonnez-nous le Flâneur, et rien que Mozart ! Question : à 1 000 francs, pour un colloque nautique : « Les metteurs en scène peuvent-ils tout se permettre ? » Vous me croirez si vous voulez, mais ce fut le thème d'un séminaire huppé, en Avignon. Pas grave. De toute façon, les réunions savantes, elles aussi, subissent la loi du tout-paroquie. On entre, on sort, on a compris. La parole cherche et le concept ne sont plus que des musiques d'ambiance ; la pensée : une rumeur pour assourdir de l'usage.

Qu'en sommes-nous du côté des idées qui mènent le monde ? Cette interrogation propre à toutes les décennies, une troupe en a fait son spectacle, Off Avignon, au lycée Aubanel. Cela s'appelle Conversations d'idées, et, bien sûr, avec un titre pareil, c'est très malin.

Des fétards sont réunis : smokings et petites robes noires. C'est l'uniforme, depuis que l'Europe, malgré la séduction qu'elle exerce sur l'Est, s'offre des déprimes viennoises, schnitzéliennes. Au centre d'une immense table, ne manque que la roulette des « rien ne va plus ». Plus rien ne va, en effet : on se marche sur les pieds dans le métro, les galaxies créissent le vide sous nos pas, et montent des envies obscures de massacres... Swift, Cortazar, Calvino, Obaldia et Cloran ont déjà dit ces désarrois. Pourquoi ne pas monter en boucles leurs désolations narquoises ?

L'absurdisme, en 1990, se porte radical et bon enfant, moins catastrophé qu'il y a trente ans. Walter Le Moll, metteur en scène, veille à ce que le rire ait le dernier mot. Le café-théâtre est en train de produire une esthétique, peut-être une idéologie, qui dirait à peu près ceci : nous finissons ce siècle sans un souvenir de conviction, de raisonnement, mais nous n'oublions, par exemple, l'art très bien.

J'oubliais la plus belle surprise : tous les festivaliers ne grattent pas du country ou du Bransens au pied des platanes. Il y a encore, il y a de nouveau, des amateurs de spectacles

qui n'estiment pas dérober s'ils ne créent pas eux-mêmes et s'ils n'entrent pas gratis aux spectacles dans le sillage d'un député, d'un PDG ou d'un présentateur de télévision ! Par milliers, ils assument leur modestie de spectateurs sans spécialité ni billet de faveur. Ils sont jeunes, ils rient aux bons moments, ils se donnent la main, ils ne font que passer, ils sont l'avenir. Ils sont réjouissants.

Un prof ronchon répétait aux briseurs d'idolâtres des années 50 et 60 : C'est bien gentil de casser les assiettes par piles, mais dans quoi mangerez-vous demain ? Il y avait une phrase imparable pour créer l'embarras des casseurs : que mettez-vous à la place ?

C'est l'ennui, quand on fait le vide. Cela oblige à trouver une des définitions les plus ardues : qu'est-ce qu'un trou ?... Au fin fond de la parodie 1990, du scepticisme Décap'tour, tout n'est pas noir. Une visite éclair aux festivals provençaux laisse même l'impression qu'une disponibilité lucide et vigilante garde toutes ses chances, le gilet attentif dont se repaissent le Monsieur Teste de Valéry, la passion du détail parfait.

Un autre spectacle Off Avignon évoque cette issue individuelle. Cela s'appelle le Dernier Quatuor d'un homme sourd. C'est signé Francine Ruel et François Cervantes, des noms à retenir et à jeter au visage de qui reprend mécaniquement l'antenne sur la pénurie d'auteurs.

Quatre musiciens parlent entre les répétitions, comme les instrumentistes de la Prova d'orchestre de Fellini, mais avec plus de ferveur. L'un d'eux, en particulier, se désole de ne pas s'élever au-dessus de la simple virtuosité. Il voudrait déboucher ce que Beethoven brûlait de dire, au seuil de la mort, entre les portées de musique, et qu'il ignorait aussi, même lui. L'amour de la violoncelliste ne sauve pas le malheureux de son perfectionnisme suicidaire. On dirait par moments les Exaltés, de Musil, les âmes frémisantes de la Bête dans la jungle, d'après James.

Les temps de décadence et de perte du sens ont cet avantage qui fait leur charme et leur prestige : ils rendent sensibles, comme jamais, à ce qui se dérobo, donc à l'essentiel.

La chronique « Diagonales » s'interrompt jusqu'au numéro daté mercredi 5 septembre.

REPÈRES

LECTURE

Les jeunes lisent de moins en moins

Le nombre de Français ne lisant jamais de livre est en diminution (33 % en 1988 contre 40 % en 1987), mais la baisse de la lecture est générale, en particulier parmi les jeunes, lycéens et étudiants. Selon une enquête de l'INSEE que vient de publier sa revue *Economie et statistique*, 12,6 % des élèves et 4,3 % des étudiants ne lisent jamais de livre (contre 4,7 % et 0 % il y a vingt ans), tandis que la proportion de « lecteurs » (au moins un livre par mois) chute spectaculairement, de 74,2 % à 44,6 % chez les élèves et de 93,5 à 65,7 % chez les étudiants.

Parmi les adultes, le même phénomène touche les personnes titulaires d'un « diplôme intermédiaire » (autour du bac). Mais la lecture est à la hausse chez les diplômés de l'enseignement supérieur. L'INSEE ne met pas en cause la télévision, notant au contraire une « logique de cumul » avec la lecture. Soulignant que la démocratisation de l'enseignement ne parvient pas à endiguer le phénomène, l'enquête émet l'hypothèse selon laquelle l'analyse de romans contemporains à l'école « produirait une moindre attraction du livre (...) trop associé désormais à l'univers scolaire ».

UNIVERSITÉ

Lyon-III estime avoir été diffamée

L'université Jean-Moulin (Lyon-III) vient d'adresser une plainte en diffamation au procureur de la République de Lyon afin d'obtenir réparation pour des articles de presse portant, selon elle, « diffamation et gravement atteinte à son honneur et à sa considération » dans l'affaire Bernard Nottin, ce maître de conférences d'économie auteur d'un article antisémite et mettant en cause l'existence des chambres à gaz nazies, qui vient d'être suspendu de ses fonctions pour un an (le Monde du 20 juillet).

La plainte reproche à plusieurs articles publiés en avril et mai dernier par le *Monde*, *Lyon-Matin*, *Libération*, *l'Evénement* du jeudi et *l'Express*, d'avoir « étendu à l'ensemble de l'université le cas spécifique de M. Nottin », et d'avoir procédé à une « assimilation (...) entre le cas Nottin et la profanation du cimetière de Carpentras notamment ». Ces articles, aux yeux des responsables de l'université, dénoncent également « une passivité des responsables de l'université devant le scandale (...) ».

VIEillesse

Une maison de retraite objet d'une information judiciaire

Le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) vient d'ouvrir une information contre X pour « pratiques sur l'être humain de recherches biomédicales en violation du code de la santé publique », dans une maison de retraite de Drancy. Cette décision fait suite à une plainte de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale de la Seine-Saint-Denis (DDASS) déposée, lundi 23 juillet, auprès du procureur de la République de Bobigny pour « expérimentations et traitements médicaux non contrôlés » pratiqués dans cet établissement.

L'action de la DDASS intervient au terme d'une enquête administrative engagée au début du mois de juillet 1990. Le médecin inspecteur de la santé chargé de ce dossier a été alerté par des plaintes des familles dès 1984, et des infirmières de l'établissement, en 1987. Récemment, les familles des pensionnaires ont reçu des factures d'hébergement majorées par des dépenses pharmaceutiques, médicales et paramédicales allant jusqu'à 7 000 ou 8 000 F mensuels.

Demain notre supplément

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

سكنا من الامم

Le Monde

SCIENCES • MÉDECINE

Drôles de jeux

Le plus souvent inoffensifs, les jeux de rôle peuvent perturber certaines personnalités fragiles

ANNO, dragon, magicien ou chevalier, les jeux de rôle empruntent leurs personnages à une mythologie héroïque fantastique. Est-ce un jeu d'enfant ? Les participants déterminent, à partir d'un simple jeu de dés, les caractéristiques physiques et morales de leur personnage.

Le phénomène est parti d'une véritable fascination pour un auteur anglais, John Ronald Tolkien, et sa trilogie romanesque, *Le Seigneur des anneaux*. En 1974, le précurseur des jeux de rôle, Donjons et Dragons, créé par l'Américain Gary Gygax, cherche à prolonger les aventures des créatures de Tolkien. Aujourd'hui, les différents scénarios empruntent non seulement à l'univers fantastico-médiéval mais, également, à la science-fiction.

Ainsi, le jeu de rôle actuellement en vogue, Shadowrun s'inspire d'un mouvement, le Cyberpunk et d'un film culte *Blade Runner* qui plongent les joueurs dans un univers futuriste apocalyptique et impitoyable. Mille, mi-nécessaire, le héros incarne la synthèse parfaite du fantastique et de la science-fiction.

Dès la fin des années 70, le divertissement franchit l'Atlantique pour s'implanter en Europe. Les professionnels du jeu de rôle estiment à environ 200 000 le nombre de joueurs réguliers et occasionnels en France, des garçons pour l'essentiel, et à 400 les clubs amateurs dans les grandes écoles, les universités ou les maisons de jeunes. Le jeu peut se pratiquer, autour d'une table, à l'aide d'un livre qui décrit le scénario, ou bien seul, devant un ordinateur, grâce à un logiciel spécialisé.

Du psychodrame au jeu de rôle

Un « maître du jeu » dirige les opérations. Il est le seul à connaître les embûches et les pièges. L'intrigue, érotique et surnaturelle à souhait, donne la part belle à la violence, figurée, parfois mimée. La préoccupation du joueur est à la fois de résoudre l'énigme et de rester en vie le plus longtemps possible à travers un parcours du risque.

Dans sa forme, le jeu de rôle s'inspire de méthodes thérapeutiques. C'est Jacob Levy Moreno, psychosociologue américain d'origine roumaine, qui, dans les années 20, invente le psychodrame (1). Cette technique utilisée en psychiatrie se propose d'aider le patient à dévoiler des éléments inconscients de sa personnalité en se mettant à la place

d'un autre. Selon Moreno, l'enfant se construit par l'adoption de rôles successifs, dans une relation d'échange avec un autre, au premier rang duquel la mère.

Par le jeu de rôle morétien, le sujet découvre des aspirations enfouies et se libère de ce qu'il a subi. Cette méthode fondée sur une forme de catharsis n'est pas infallible. Le patient plongé dans des scènes parfois violentes, croyant qu'il est devenu ce qu'il est en train de jouer, peut se laisser emporter par le jeu. « Le psychodrame d'inspiration morétien peut, dans des situations extrêmes, comporter des risques suicidaires ou de décompensation avec des épisodes psychotiques chez des personnes envahies par leur imagination », explique le professeur Philippe Jeammet, spécialiste de psychiatrie de l'adolescent et du jeune adulte (Hôpital international de l'Université de Paris). C'est pourquoi, on lui préfère souvent en France une méthode moins dramatique qui s'inscrit dans une perspective psychanalytique, le psychodrame psychanalytique.

Le jeu de rôle ludique présente, semble-t-il, des risques proches du psychodrame morétien. « Chez certaines personnalités fragiles, ces jeux peuvent avoir un effet capitalif, devenir une sorte de drogue dans laquelle s'enferme le sujet qui y trouve une compensation aux frustrations du réel », souligne le professeur Jeammet. En perdant sa fonction d'échange, le jeu peut alors conduire à des éléments délirants.

Il est vrai que, parmi son public, le jeu de rôle compte une clientèle de passionnés pour lesquels cette pratique devient quasi obsessionnelle. Certains mords conservent le même personnage des semaines, des mois, voire des années. « On sublime notre personnage à mort », explique Franck, 20 ans, magicien pendant quatre ans. « On développe une vie parallèle et c'est une expérience dont on se souviendra toujours ».

L'excitation, portée à un degré extrême, peut alors balayer les frontières entre le réel et l'imaginaire. La médiation qui s'opère au cinéma ou au théâtre par le biais de l'acteur n'existe pas et le joueur devient son personnage, éprouve des émotions qu'il croit étrangères, au risque de s'y perdre.

Grâce à leur traduction en français, ces derniers années, les jeux de rôle ont gagné leur public. Réservé au départ aux familiers de la langue de Shakespeare, le plus souvent des étudiants, il s'ouvre aux enfants ou aux adultes qui ignorent l'anglais. On



Fiction ou réalité : difficile, parfois, de faire la part du jeu.

« Le grandeur nature »

Au début des années 1980, une nouvelle forme de jeu de rôle a fait son apparition : « le grandeur nature », déplaçant les joueurs de la table de jeu à un décor réaliste qui peut être à l'échelle d'une ville. Chaque année, par exemple, la Cité médiévale de Parthenay (Deux-Sèvres) est le théâtre d'un « grandeur nature ». « Cités médiévales, forêts, abbayes désaffectées, châteaux forts abandonnés, catacombes, cimetières, égouts, sont des lieux fantastiques rêvés pour la grandeur nature », signale Gérard Bonnafont, psychosociologue et directeur du Centre d'étude et de communication de Dijon, spécialisé dans l'enfance.

Le plus souvent organisé par une association ou un organisme spécialisé, ce type de jeu s'adresse aux enfants ou aux adultes. A l'inverse

d'un jeu de rôle classique, autour d'une table, qui se déroule dans un « espace ludique déterminé », le jeu grandeur nature brouille plus encore les limites entre le réel et l'imaginaire.

D'après les observations menées depuis 1984 par Gérard Bonnafont sur près de 400 pratiquants de jeux de rôle, les adultes seraient plus vulnérables à ces jeux que les enfants ou les jeunes adolescents. L'enfant est naturellement à l'aise dans le jeu, une situation dominante dans son quotidien. Quant aux jeunes adolescents, en état de structuration, ils peuvent trouver dans leur personnage un modèle utile. « Les adolescents qui pratiquent le jeu de rôle n'éprouvent pas le besoin de s'identifier à une vedette, chanteur, sportif ou acteur », remarque le psychosociologue. En revanche, l'adulte risque de s'enfermer plus facilement dans le jeu qui ne représente qu'une lucarne par rapport au monde réel.

« Certains joueurs se mettent en

contact avec des aspects d'eux-mêmes qui les affolent et peuvent être sujets à des désirs de réalisation sexuelle ou des bouffées d'agressivité, qui comportent un risque de passage à l'acte », explique le professeur Philippe Jeammet.

« Des adolescents ont, à l'occasion d'un jeu de rôle, violé une jeune fille dans la région de Dijon, il y a quelques années », raconte Gérard Bonnafont. Brigands à la poursuite d'une princesse, ils sont allés au-delà de ce que leurs valeurs morales leur permettaient. « Le groupe, dont les liens peuvent évoluer vers une véritable relation fusionnelle, n'intervient pas systématiquement comme élément modérateur dans le déroulement du jeu dont les règles peuvent primer sur le libre-arbitre. A ce titre, la personnalité du maître du jeu est importante : véritable demiurge manipulant la destinée des joueurs, il peut favoriser ou empêcher le dérapage. Les « killers » sont, avec les « mureurs parties », deux types particuliers

de grandeur nature. Leurs scénarios, moins rocambolesques que dans les jeux de rôle traditionnels, s'organisent le plus souvent autour d'un meurtre. Dans les killers, chaque joueur est à la fois poursuivant et poursuivi, assassin et victime en puissance. Le meurtre symbolique peut être simulé à l'aide d'un pistolet, d'une épée en plastique ou encore d'un simple message trouvé devant sa porte. Le restaurant d'entreprise comme le campus d'université peut devenir le théâtre improvisé d'un killer.

Les mureurs parties, inspirées des romans d'Agatha Christie, sont une forme plus raffinée de grandeur nature. Pratiquées de préférence dans une maison de caractère, elles consistent à résoudre une énigme, meurtre, enlèvement ou vol, grâce à des indices savamment distillés par les organisateurs.

Décentes nocturnes au détour d'un séminaire, ou week-ends entre amis, les mureurs parties comme les killers ont élargi leur public d'étudiants aux entreprises à des fins de formation ou de divertissement. Là encore, de l'avis même de certains organisateurs, ces types de jeu peuvent, en l'absence d'un encadrement compétent, provoquer des crises de panique chez des participants et le combat simulé tourner à l'affrontement.

« Certains week-ends pour les cadres ne sont pas anodins », constate Philippe Jeammet. Des sujets inhibés, très émotifs, peuvent vivre une expérience très intense suivie d'une déstabilisation importante le lundi. Nous avons des exemples de personnes qui ont ainsi décompensé leur équilibre affectif ».

Les jeux de rôle ont aussi inspiré de véritables jeux de dupes. Une société parisienne a mis au point des dérapages où les participants font l'objet d'une mystification. Les cadres se trouvent plongés dans des situations extraordinaires, menaces, kidnappings... dont ils ignorent qu'elles sont montées de toutes pièces. La mise en scène est censée stimuler les potentialités du groupe et révéler les personnalités.

En définitive, si, d'une manière générale, les jeux de rôle font office d'exutoire et de machines à produire des rêves, les dérapages non contrôlés aux conséquences parfois très graves ne sont nullement à exclure.

MARTINE LARONCHE

(1) Le psychodrame psychanalytique. E. Kestenberg et P. Jeammet. Collection Que sais-je ? Presses Universitaires de France.

POINT DE VUE

Transplantation d'organes et pratique privée

par le professeur Kamran Samii

La transplantation d'organes a pris un essor considérable dans le monde de 1983 à 1988. C'est ainsi qu'en France le nombre de greffes rénales a doublé (passant de 908 à 1 808), le nombre de greffes cardiaques a été multiplié par 14 (passant de 35 à 558) et le nombre de greffes hépatiques a été multiplié par 68 (passant de 6 à 409). Il s'agit d'une aventure humaine exemplaire où se conjuguent la prouesse scientifique médicale et la prise de conscience morale de la société qui accepte le prélèvement d'organes sur un sujet en état de mort cérébrale, pour permettre ainsi de sauver une vie.

Pourtant, tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le nombre d'organes disponibles pour la transplantation est largement inférieur aux besoins évalués par le nombre de patients inscrits sur des listes d'attente afin de bénéficier d'une transplantation. Cette pénurie est déjà préoccupante en France car de nombreux sujets en état de mort cérébrale ne sont pas prélevés pour des raisons techniques, légales (refus du patient rapporté par la famille) ou éthiques (refus net de la famille). Elle est bien plus grave à l'étranger. Malgré une législation permissive, les pays latins et catholiques, les pays musulmans et Israël ont une difficulté culturelle à organiser les prélèvements d'organes sur les sujets

en état de mort cérébrale. La tradition du respect du corps du défunt est profondément ancrée dans la culture de ces pays. A l'extrême, le prélèvement d'organes est même légalement impossible au Japon, où le respect du corps est une donnée culturelle essentielle. Même si ces pays ont à l'inverse un taux de greffes rénales à partir de donneurs vivants très important, témoin de la qualité de la solidarité familiale, on ne peut prélever sur un donneur vivant d'autres organes que le rein. Ainsi se fait jour une pénurie d'organes à l'échelle mondiale, qui est bien plus grave que celle que nous avons en France. Dans un tel contexte, l'enjeu n'est plus national mais mondial, et la quête d'un lieu où on peut voir sa vie sauvée par une greffe dépasse largement les frontières.

La question qui se pose dès lors est de savoir si une telle activité est compatible avec une pratique privée. En France, la transplantation se fait quasi exclusivement dans les hôpitaux publics, et l'acte n'est d'ailleurs pas coté comme le sont tous les actes médicaux. Il s'agit là d'une situation qui devrait en principe permettre de préserver cette activité de déviations éthiquement inacceptables. Or l'activité libérale est permise dans les hôpitaux publics, et rien actuellement dans la législation n'interdit à un médecin ou à un chirurgien hospitalier de soigner un greffé en

activité libérale, qu'il s'agisse de l'intervention elle-même ou tout simplement de la consultation avant transplantation. Peut-on sans crainte faire jouer l'économie de marché à l'heure où les listes de patients en attente d'une greffe ne cessent de croître par pénurie d'organes ? Comment est-il possible de faire accepter à la population la valeur morale et civique que représente le prélèvement d'organes sur les patients en état de mort cérébrale, si ce « don » d'organes aboutit à un acte chirurgical monnayé par un médecin ?

Même si de nombreux praticiens hospitaliers, conscients de la gravité de ce problème, ont refusé spontanément de pratiquer la transplantation d'organes dans le cadre de leur activité libérale, il est temps pour les pouvoirs publics, avant que n'apparaissent des pratiques éthiquement inacceptables, de se pencher sur ce dossier en édictant des règles précises qui devraient interdire l'activité libérale pour toutes les consultations et interventions entourant la transplantation d'organes et de fournir aux organismes chargés de veiller à l'application de cette interdiction des moyens concrets de surveillance.

► M. Kamran Samii est professeur au département d'anesthésie-réanimation des hôpitaux de Bicêtre, Antoine-Bécère et Paul-Brousse.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Csernaz, directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F
Téléc. 45-55-94-76. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS tarif normal y compris CEE et Union
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez nous l'obliger d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

502 من الامم

SCIENCES • MEDECINE

Acariens et collemboles

Une visite au jardin des Plantes pour observer la microfaune de l'humus... et de nos lits

LES monstres nous environnent. Carapaces hérissées de piquants, protubérances inquiétantes, corps recouverts de touffes de poils, antennes-plumeaux, toutes ces formes dignes d'un film d'horreur grouillent sous nos pieds et dans nos lits, sur les croûtes de fromage et les peaux de saucisson. Mais elles sont si petites que nous ne nous doutons même pas de leur présence.

Le professeur Yves Coineau, directeur du laboratoire des arthropodes (1) du Muséum national d'histoire naturelle, admire ces minuscules bestioles qu'il trouve superbes et pas du tout monstrueuses. Déjà, d'avril 1984 à février 1989, il avait voulu sinon faire partager son enthousiasme du moins faire connaître au grand public ce monde microscopique en présentant celui-ci au parc zoologique de Vincennes. Il récidive avec son microzoo de la Rotonde de la ménagerie du jardin des Plantes.

Le microzoo est équipé de télémicroscopes motorisés réglables par télécommande que chaque visiteur peut adapter à sa vue, pointer sur telle ou telle de ces petites bêtes en choisissant les explications données en français ou en anglais à la demande.

Comme un ressort

Chaque pas que nous faisons sur le sol d'un champ, d'un pré ou d'une forêt dérange d'innombrables micro-arthropodes dont la taille va de 0,25 à 2 millimètres. Une seule trace de soulier (du 43) prélevée sur une épaisseur de 5 centimètres en contient de 5 000 à 8 000. Dans la première salle du microzoo, ces bestioles sont présentées mortes et lyophilisées et témoignent de la diversité et de l'abondance de la microfaune de l'humus. Cette vie cachée (qui comprend aussi des vers grands ou minuscules) joue un rôle essentiel dans la formation des sols et dans le recyclage de la matière organique. Les plus efficaces sont les collemboles et les acariens.

Certains collemboles (insectes primitifs dans l'ordre des six pattes), qui vivent sous les feuilles mortes les plus récemment tombées sur le sol, sont remarquables par leur capacité de saut. Ils ont un appendice replié



Dermatophagoides pteronyssinus, l'acarien des poussières des maisons.



Cheyletus eruditus, acarien prédateur qui fait la chasse aux acariens des poussières.

sous le corps où il est fixé par une sorte de bouton pression dont la détente propulse l'animal comme un ressort.

Collemboles et acariens découpent, broient et avalent les débris végétaux dont ils facilitent la décomposition et contribuent ainsi à la formation de l'humus. Sans ce travail de fragmentation et de digestion, les feuilles mortes disparaîtraient beaucoup moins vite.

Dans la deuxième salle, on voit les mêmes bestioles, mais vivantes et renouvelées tous les jours. La troisième salle est la plus inquiétante pour le profane. On y présente les hôtes des croûtes de fromage, des animaux domestiques, des débris culinaires et surtout des lits.

Plusieurs espèces d'acariens, en particulier *Dermatophagoides pteronyssinus*, se nourrissent des

squames (des débris de notre peau que nous perdons tout au long de notre vie au rythme de trois grammes par jour), mais seulement si ces squames sont déjà prédigérées par un champignon, *Aspergillus penicillioideus*.

Souvent la cause de crises d'asthme

Nos lits sont donc pleins de ces acariens qui mesurent en moyenne 4/10^e de millimètre et que l'on retrouve bien sûr dans la poussière des matelas (2 000 à 15 000 acariens par gramme de poussière). Ils sont pleins aussi des prédateurs de ces amas de squames, en général un autre acarien, *Cheyletus eruditus*.

Savoir que nos lits les mieux tenus grouillent de microarthropodes n'est déjà pas très réjouissant, même si ces petits animaux ne sont

pas dangereux pour la majorité des êtres humains. Certains toutefois sont responsables de gros ennuis : ce sont les croûtes de *Dermatophagoides pteronyssinus*, en effet, qui sont bien souvent la cause de crises d'asthme.

Les asthmatiques doivent donc dormir sur des matelas en mousse plastique recouverts d'albès de coton, pulvériser sur leur lit des substances acaricides et bactéricides, éviter de laisser s'accumuler des nids de poussière, n'utiliser ni balai ni plumeau qui font voler ladite poussière et, dans la mesure du possible, habiter à une altitude supérieure à 1 300 mètres que ne supportent pas les acariens responsables des crises d'asthme.

La quatrième salle est réservée aux détails. Ainsi peut-on observer, sous un microscope à fort grossissement, un acarien de l'humus for-

tier *Labidostoma luteum*. On peut également y voir des images reconstituées à partir de photos prises au microscope électronique qui font découvrir l'équipement sensoriel sophistiqué et miniaturisé des antennes de *Polyxenus lagurus*, un mille-pattes minuscule (3 millimètres de long) qui vit sous l'écorce des platanes.

YVONNE REBEYROL

(1) Arthropodes : inventés à l'échelle de la taille humaine, ils se divisent en arachnides à huit pattes (araignées, scorpions, pseudo-scorpions, acariens), insectes à six pattes, mille-pattes et crustacés à nombre de pattes variable.

(2) Conçu par le professeur Coineau et une équipe du Muséum avec l'aide de l'ANVAR les télémicroscopes ont été réalisés par les Laboratoires Microscopie, division Nachet.

► Jardin des Plantes, rotonde de la Ménagerie. Ouvert tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30 (17 h en hiver). Entrée de la ménagerie comprenant celle du microzoo : 22 francs. L'entrée du microzoo est interdite aux enfants âgés de moins de onze ans. Après la rentrée scolaire de septembre, le microzoo sera réservé, sur rendez-vous, aux élèves de l'enseignement secondaire, les lundi, mardi, jeudi et vendredi matin. Le microzoo sera ouvert au grand public le reste du temps.

Peigner la girafe

La Rotonde de la ménagerie, construite pendant le Premier Empire, a la forme d'une croix de la légion d'honneur (à cinq branches). Elle a longtemps abrité les grands herbivores, dont la célèbre girafe offerte au roi Charles X par le vice-roi d'Égypte Méhémet Ali. Cette bête exotique, la première de son espèce à être introduite en France, était surveillée, nourrie et étreinte par un gardien soudanais, Atir, venu avec elle. La bon peuple parisien, qui se

pressait en foule pour voir cet animal bizarre, était fasciné par Atir qui, à l'apogée de sa vie, lui avait fait peigner la girafe. Ainsi cette expression familière est-elle née.

La Rotonde a été restaurée et remise dans son état original de 1887 à 1890 dans le cadre de la rénovation du Muséum (grands travaux de l'Etat). Dans le patio central, on a ajouté une statue de Japonais, faite en 1878, qui trahit bien son époque.

Y. R.

Faire la pluie et le beau temps

La soufflerie atmosphérique de Nantes simule les colères du ciel

LA grande Arche de la Défense est en plexiglas et les tours qui la précèdent en mousse de polyuréthane. Le quartier, reconstitué à l'échelle du millième, tapi dans la veine de la soufflerie atmosphérique du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) de Nantes, respire le calme (1). Mais, tout à l'heure, un méchant petit vent d'ouest va le secouer.

Un vrai vent, de «ville» en l'occurrence, diffère de celui qui souffle en mer ou à la campagne. Quelque chose de capricieux, tout en sautes d'humeur. Rien à voir avec les flux réguliers - mais souvent plus puissants - des souffleries utilisées en aéronautique. En fonctionnement depuis 1979, la soufflerie du CSTB est la seule du genre en France (2). Elle est pourtant complétée depuis peu par un équipement beaucoup plus impressionnant, unique au monde selon ses concepteurs : la soufflerie climatique Jules-Verne capable de recréer «en chambre» toutes les caractéristiques du gros temps, de la tempête de neige au vent de sable saharien, en passant par le cyclone tropical.

La première de ces installations a permis, par exemple, de mesurer à l'aide de capteurs ultrasensibles la force des courants d'air violents qui balayaient les passages piétonniers de la Défense, la ventilation naturelle de l'aéroport de Fort-de-France ainsi que la dispersion du panache des cheminées de navire et des gaz polluants dans les tunnels routiers.

En construisant des maquettes avec des matériaux qui reproduisent à l'échelle les réactions mécaniques de leurs modèles, les techniciens du CSTB peuvent aussi tester la résistance ou le comportement vibratoire, sous l'effet des bourrasques, d'ouvrages d'art (tours, ponts suspendus), et celles d'objets plus inattendus comme la fusée Ariane. En effet, si les puissantes souffleries de l'Office national de recherches aérospatiales

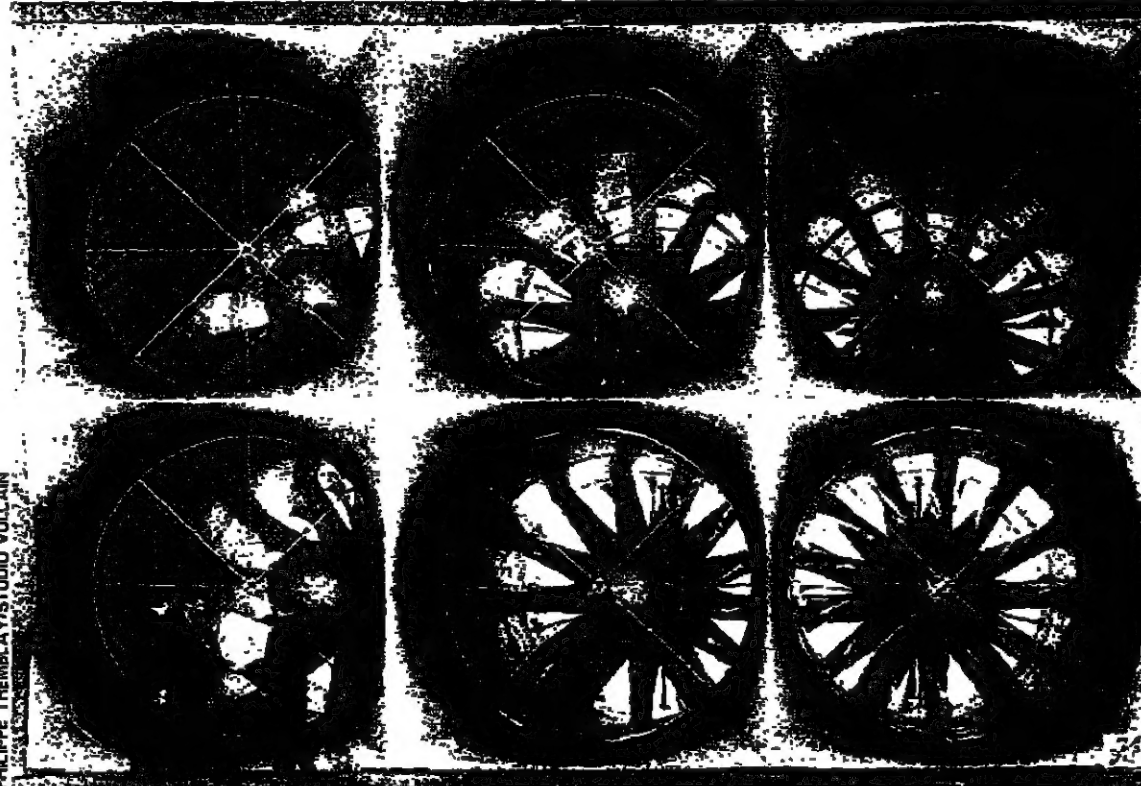
(ONERA) simulent parfaitement les conditions aérodynamiques des vols supersoniques de fusées et d'engins, elles sont parfaitement incapables de reproduire les assauts du vent geynais sur le lanceur européen dressé sur son pas de tir (ou durant les toutes premières secondes de son vol).

Mais, s'il est relativement facile de simuler le vent, il est en revanche plus difficile de prendre en compte l'ensemble des facteurs climatiques comme la pluie, le soleil ou la neige. Certains essais, comme les bilans thermiques avec vent ou l'étanchéité de fenêtres, de toitures ou de bardages à la pluie ou à la neige poudreuse, ne peuvent en effet se faire qu'à échelle réelle. Certes, il est toujours possible de faire des maquettes de bâtiments ou de fusées, mais c'est impossible pour les éléments.

En réduisant au centième la taille des énormes gouttes d'eau d'une tempête tropicale, on obtient... un crachin breton. Rien à voir quant aux résultats, même sur une maquette ! Le CSTB, qui possède un département de climatologie, a résolu partiellement le problème en truffant de capteurs des maisons soumises aux intempéries, mais il n'est pas vraiment pratique de devoir attendre l'arrivée d'une tornade pour boucler une étude.

De la brise au cyclone

C'est la raison pour laquelle les responsables du CSTB ont eu l'idée en 1982 de se doter d'un outil permettant de reproduire le climat à la carte. Mais les années passèrent, car les besoins des utilisateurs potentiels ne convergeaient guère. «La SNCF et les industriels de l'aéronautique voulaient y tester leur matériel, se souvient M. Jacques Gandemer, chef du service «aérodynamique et environnement climatique» au CSTB, responsable du projet. Une telle soufflerie climatique, capable d'accueillir



Les six ventilateurs de la soufflerie climatique de Nantes

un hélicoptère lourd Puma, aurait nécessité une puissance électrique installée cinq fois supérieure à celle finalement retenue.

Le projet passa donc par diverses phases. Il prit même, un temps, une dimension telle qu'il fut envisagé d'en faire un laboratoire international avec, notamment, la participation du Canada. Le problème, explique M. Gandemer, était que les différentes parties intéressées étaient trop disséminées. «Un industriel de l'automobile ou de l'aéronautique qui développe un nouveau produit a des moyens, et surtout un mode de fonctionnement sans commune mesure

avec ceux d'un fabricant de tuiles ou de fenêtres». La commission des grands équipements trancha finalement en 1987 en faveur du parti de la sagesse, pour un outil plus modeste placé sous la direction du CSTB.

Une soufflerie dont la taille est quand même respectable : une veine d'expérience de près de 100 mètres carrés de section (13 x 7,5 m), capable d'accueillir une petite maison ; six ventilateurs de 3,3 mètres de diamètre chacun, d'une puissance totale de 3 200 kilowatts (la moitié de celle d'un TGV). Sept projets successifs ont été nécessaires pour mettre au

point cet instrument doté des derniers perfectionnements techniques.

C'est ainsi que les différents types de vent sont créés directement en faisant varier, via un ordinateur, les pales des ventilateurs de la soufflerie. Les caractéristiques du vent choisi étant tirées de mesures faites sur le terrain ou de paramètres stockés dans une banque de données internationale. De la petite brise au cyclone, de 310 km/h, les vents peuvent être accompagnés de pluie dont la taille des gouttes peut être réglée jusqu'à 4 mm de diamètre (le débit est alors de 60 mètres cubes par heure). La rampe solaire - actuellement en

cours de développement - pourra faire monter la température jusqu'à 50 degrés, avec un spectre reproduisant exactement la lumière du soleil. Coût total du projet, 88 millions de francs (3). Les premiers jours de pluie ont été donnés en mai dernier. Mais, les rampes de pluie sont en cours de réglage et le «vent de sable» ne pourra être mis en route que l'an prochain. Quant à la construction de la seconde tranche, un autre aménagement réservé au froid, elle ne sera terminée qu'en 1993. Pourtant, assure M. Gandemer, les demandes d'utilisation affluent déjà, des constructeurs de tuiles soucieux de tester la résistance de leurs produits aux cyclones jusqu'à EDF, désireuse d'étudier la tenue des câbles haute tension au givre et à la neige. Coût de fonctionnement : 60 000 francs par jour, personnel compris. Mais certains emplois restent sans doute à inventer. «Il s'agit avant tout d'un instrument de recherche, mais c'est aussi un outil dont l'existence seule créera inévitablement des besoins», estime M. Gandemer. Les gens de cinéma ont de la publicité pour venir ainsi être lapinés.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Le CSTB, établissement public de l'Etat, dépend du ministère de l'Équipement et du logement.

(2) Une autre, beaucoup plus petite, est exploitée par le Centre d'étude du bâtiment et des travaux publics.

(3) 44 millions de francs (34,5 MF de l'Etat, 2,7 MF du conseil régional des pays de Loire, 2,7 MF du conseil général de Loire-Atlantique et 4 MF du CSTB) pour la première tranche, 44 millions de francs (20 MF de l'Etat, 20 MF des collectivités territoriales et 4 MF du CSTB) pour la seconde.

ERRATUM. - Dans le *Monde* daté 11 juillet, nous avons écrit que le navire de forage léger *Nereid* actuellement à l'étude pourrait coûter 6 ou 7 millions de francs. Bien entendu, il s'agissait de 600 ou de 700 millions de francs.

les

CULTURE

de nos envoyés spéciaux

Avignon 90

Les signes, les sons, les mots

Ils n'essaient pas d'imiter les subtils mouvements de poignets des danseurs orientaux. Ils « parlent », tout simplement. Dans leur langage des signes, ils disent « Festival d'Avignon ». Ce sont les acteurs sourds-muets de l'IVT, International Visuel Théâtre, venus du château de Vincennes, leur habituelle demeure, jusqu'à la chartreuse, où ils se sont associés avec la compagnie Beaux Quartiers pour jouer les Pierres, d'après Gertrud Stein. Ce qu'ils apportent au théâtre, leur grâce, leur intensité, seul Bob Wilson, dans son légendaire Regard du sourd, avait su le reconstituer. Le théâtre n'a pas toujours besoin de paroles prononcées. Znorko, jeune Polonais né à Tourcoing et qui travaille à Lyon, peuple ses images de sons insolites, de langages incompréhensibles, du mutisme de ceux qui n'osent pas dire. Elisabeth Wiener n'envisage pas de raconter sans musique ses histoires de femmes polyandres qui aiment bien les hommes, et les aiment au pluriel. Mais Avignon reste la ville de la parole, des débats, des colloques, des rencontres, du dialogue avec les hommes de théâtre européens qui viennent d'un Est sans rideau de fer, et cherchent comment survivre, comment vivre, comment se rééquilibrer.

C. G.

Peigner la girafe

u temps



Une énorme avidité de savoir

Des artistes de toutes les Europes se sont réunis pour parler du théâtre sans rideau de fer

Pendant trois jours, des artistes d'Europe centrale et orientale – le terme « Europe de l'Est » ne correspond plus à grand-chose – réunis par l'Académie expérimentale des théâtres, ont exposé leurs différentes situations, leurs difficultés, ont recherché de quelles manières ils pourraient coopérer avec leurs homologues occidentaux. Aucune décision définitive n'a été prise, là n'était pas le but de l'opération. Il s'agissait d'abord de se connaître, et pas seulement des deux côtés de l'ex-rideau de fer.

A Avignon, et après tout ce n'est pas étonnant, on a retrouvé les mêmes désirs et les mêmes revendications qu'à Berlin, au dernier Festival du cinéma, quand un colloque de même nature réunissait les cinéastes des mêmes pays. Les relations est-est sont à organiser autant que celles entre est et ouest. Avant les moyens financiers et techniques, ce qui manque le plus est l'information. A présent, les frontières sont des portes ouvertes, l'avidité de savoir est énorme. Pour la satisfaire, il faut d'abord prendre le temps d'écouter, et ce n'est pas le plus simple.

Des projets ont été proposés, comme des ateliers communs, des bureaux de traduction, des envois de matériel technique, des « semaines » consacrées à la lecture de pièces françaises à l'étranger, en Hongrie par exemple, sur le modèle de la Semaine du théâtre hongrois à Paris, qui s'est répétée à Avignon. Pour le reste, il faut attendre et voir, mais la question est : combien de temps les intellec-

tuels et les artistes pourront-ils attendre ? Non qu'ils soient exagérément impatients, mais leur situation est précaire. D'une part, pratiquement partout la chute du rideau de fer a vidé les théâtres. D'autre part, le désarroi économique – plus ou moins accentué, mais général – ne favorise pas leurs activités. Enfin, bien qu'ils aient été parmi les premiers à lutter contre le totalitarisme, partout ou presque, ils ont formé une classe de privilégiés, qui pouvaient voyager, toucher des devises, acheter des voitures moins cher et sans attendre deux ans...

« Quoi faire et comment ? »

Ils étaient les favoris de gouvernements qui les tenaient en otage et dont, bon gré mal gré, ils servaient le prestige. Aujourd'hui ils font l'objet d'une chasse aux sorcières plus ou moins déclarée, plus ou moins acceptée, plus ou moins officielle. Mais de toute façon, elle existe et fait peur. Elle fait peur car elle accompagne les mouvements nationalistes, parfois fascisants, qui pour l'instant semblent plus actifs, plus forts, en tout cas plus bruyants que les élan démocratiques.

Chez les artistes, l'inquiétude est d'autant plus profonde que l'avenir n'est pas clair. « Quoi faire et comment ? », chacun se pose la question, à l'Est comme à l'Ouest, lui aussi complètement secoué par ce mur disparu. Et ce n'est qu'un début. Naturellement, une réunion

d'hommes de théâtre ne peut pas se passer avec la sérénité que l'on pourrait attendre chez des scientifiques, mais toute dramatisation mise à part, on est bien obligé de constater une réalité qui ne porte pas à l'optimisme, tout au moins pour le futur immédiat.

On l'a ressenti nettement au cours de la rencontre organisée au Verger avec Gérard Desjarthé – qui a fait part de son expérience, en Roumanie, le Printemps de la Liberté – et les participants au colloque, par Libération et Jean-Pierre Thibaudat. « Nous avons cru que la vérité se trouvait entre l'Est et l'Ouest, et puis nous avons vu que ce milieu n'existe pas », a déclaré Ion Caramizeu, fameux acteur roumain. En Pologne, le niveau de vie a considérablement diminué, et les acteurs qui, après la proclamation de l'état de siège boycottèrent la télévision, qui jouaient des « spectacles bizarres baptisés répétitions pour échapper à la censure », se voient balayés par l'économie de marché qui produit un répertoire commercial. « Pendant vingt ans, nous nous sommes battus pour sauvegarder une identité nationale et religieuse. A présent, nous entrons dans un monde nouveau, il nous faut trouver des solutions nouvelles ».

Les solutions nouvelles ne semblent pas près, pour les Polonais de passer par la laïcité. A quelques exceptions près pourtant – un Leton et un Ukrainien parlant russe mais furieusement nationalistes – les artistes ne sont évidemment pas chauvins. « Mais si on veut se

débarrasser d'un attachement exagéré à l'identité nationale, il faut d'abord la posséder, en faire l'expérience », a remarqué Milan Kuzko, un Slovaque ayant vécu et étudié en France. Ce qui, tout en reconnaissant les préoccupations communes de tous les Européens, lui permet de cerner le décalage à combler entre l'Est et l'Ouest : « Nous sommes en train d'apprendre le premier acte de la pièce, et vous en êtes déjà au troisième ».

Plus libres, moins indépendants

Le témoignage le plus éloquent et sans doute le plus dur a été celui d'Eva Walch, dramaturge au Deutsches Theater de Berlin-Est, car si les autres pays renaissent, le sien aura cessé d'exister à la fin de l'année. « Dans le premier traité entre les deux Allemagnes, les arts ont tout simplement été oubliés. Les subventions ont diminué, mais les théâtres ont continué leur travail. Ils sont à moitié vides, les gens voyagent le plus loin possible, ce qu'ils ne pouvaient pas faire. A Berlin, la situation est meilleure, parce que ceux de la partie Ouest font preuve d'une grande curiosité à notre égard et c'est une expérience nouvelle pour les comédiens de jouer devant des publics mélangés ».

« Nous devons répondre à deux questions : d'abord, comment survivre financièrement ? Nous avons appris ce qu'est le chômage. Nous ne savons pas d'où viendront les publics et comment ils pourront payer. Ensuite, quelles sont nos

chances de survie artistique ? Nous voulons rester des troubadours. Nous n'avons pas réussi à construire un théâtre de la classe ouvrière, mais nous avons réussi à avoir des publics appartenant à cette classe. Il nous faut maintenir la tradition d'un répertoire socialement impliqué, politique au sens large. Il nous faut garder la précieuse complicité que la censure avait établie entre acteurs et spectateurs. L'Ouest a beaucoup envié notre art de stalker entre les mots pour la contourner. Nous avons certes davantage de liberté, et moins d'indépendance ».

Anna Lucas a parlé de la Hongrie « qui a avancé plus tôt et avance plus lentement ». Jovan Cirilov, directeur artistique d'un théâtre national à Belgrade et du festival international BITEF, et qui, aujourd'hui, est en butte à des attaques de groupes ouvertement fascistes, s'est déclaré « désemparé » le maréchal Tito n'ait pas emprisonné les intellectuels et créé des martyrs. Il a accordé une totale liberté à la culture. On pouvait tout dire sauf la critique en personne... Je citerais les dernières répliques d'une parodie moderne des Bas-Franks qui met en scène des petits trafiquants de toutes nationalités : « Ceaseuse est mort, Dracula n'est plus », dit le Roumain. Et le Tchèque répond : « Qui nous rendra ces quarante ans ? » C'est la dernière phrase de la pièce ».

COLETTE GODARD

Le fossé des cultures

Elisabeth Wiener et Ayse Emel Mesci donnent deux versions « off » de la guerre des sexes

Que veulent les femmes ? « Un homme, un seul », dit Zohra l'Anatolienne dans l'Offrande de Güngör Altın. « Un homme ou plusieurs », disent les femmes d'Orient et d'Occident ne sont pas à la veille de se comprendre.

L'Offrande est le deuxième spectacle présenté en Avignon par le groupe turc Halk Oyuncuları. L'année dernière, ces exilés politiques, réfugiés à Stockholm après le coup d'Etat de 1980, jouaient dans leur langue l'Épopée de Mustafa Suphi. Depuis, le groupe s'est installé à Paris. Il reprend en français une œuvre qu'il avait montée en Suède. Avec un peu plus de souffle, cette pièce contemporaine pourrait être une Médée moyen-orientale. Elle raconte les tribulations d'une paysanne anatolienne qui, sur le point de voir entrer au foyer la seconde épouse de son seigneur et maître, préfère s'immoler avec ses enfants. Le rôle principal est tenu par la directrice de la troupe, Ayse Emel Mesci, à la fois comédienne, chorégraphe et metteuse en scène, qui a rattaché cette tragédie moderne aux racines de son pays.

Une messe chamanique qu'on nous assure « authentique » ouvre le prologue, et des danses rituelles s'opposent, tout au long du spectacle, aux rocks douteux de citadins fascinés par la soupe culturelle de l'Ouest. La critique de l'occidentalisation des Turcs s'ajoute ainsi à la réflexion sur les méfaits de la polygamie. Chaque type de société engendre ses tares : l'obscurantisme ou l'asservissement

aux modes médiatiques. Ce propos est estimable. En revanche, la qualité artistique du spectacle laisse à désirer. Bien qu'Ayşe Emel Mesci ait travaillé avec Yilmaz Güney, Peter Stein, Mikis Theodorakis et Dario Fo, son syncrétisme culturel s'appuie sur une pratique de théâtre amateur. Seule la partie folklorique du spectacle – les danses et chants anatoliens – est acceptable. Et le châtelet d'écluse de la Luna, nouveau lieu de spectacle associatif près des remparts, n'arrange rien.

An Cinévox, heureusement, il fait frais, et les « 7 machines » du groupe Wiener (référence pieuse au Sex Machine du chanteur noir James Brown) crépitent de talent. Les anciennes combattantes du féminisme doivent se tenir à l'écart du spectacle si elles veulent éviter le coup de sang. Le héros de ce « musical fiction », c'est l'Homme, avec majuscule ou même sans : l'Homme remémoré, regretté, mythifié, éperdument revendiqué par sept nonnes exilées dans un couvent cosmique par un dieu mal inspiré.

La fable édifiante imaginée par l'explosive Elisabeth Wiener lui a permis de donner libre cours à son tempérament. Elle s'amuse comme une folle à parodier toutes sortes de musiques, du rock et du rap au chant baroque, en passant par quelque bourrée bien de chez nous (à chaque son folklorique). Musicalement, cette traversée des styles est un bonheur, d'autant qu'il y a à la fois des comédiennes-chanteuses de premier ordre, outre Elisabeth Wiener elle-même, comme Martine Izsénski. Erotiquement, ce n'est pas mal non plus car ces femmes sont superbes et leurs vêtements, conçus par Fiona Bourgea,

pas moins suggestives (en plus subtil dans le délire) que celles de Madonna.

Le seul point faible du spectacle est la construction dramatique. Un enchaînement de lyrics ne suffit pas à faire une comédie musicale, et la fin de *No Woman's Land* peine un peu en dépit (ou à cause) du retour de quelques messieurs de la salle. A cela près, ces sept « bombes » tonifient le spectateur le plus épuisé. Avec elles, la femme occidentale – monogame ou non – a encore un bel avenir.

BERNADETTE BOST

La Luna, jusqu'au 4 août, à 18 h 30. Et Cinévox, jusqu'au 1er août à 20 h 30.

Les projets musicaux du Festival pour 1991 et 1992. – Les sessions d'initiation à la théorie et à l'interprétation de la musique du Centre Acanthes seront dédiées au compositeur américain Elliott Carter. Le Festival d'Avignon présentera un opéra, commandé au Français Philippe Hersant, sur un livret de l'Allemand Heiner Müller, et le film muet de Pierre Merodon *Salambo* (1925), accompagné par la partition de Florent Schmitt. Le compositeur marocain Ahmed Essiad, en résidence pour deux ans au Centre de rencontres de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, qui fonctionne toute l'année, sera rejoint en septembre par des jeunes compositeurs de Suisse, Italie, Espagne et France afin de composer de courts opéras d'une demi-heure.

Pavane pour une illusion défunte

« La Cité Cornu » : un terrain vague dans une ville que Znorko a reconstruite dans sa mémoire

Une cabane de planches entre deux voies ferrées. La gardienne du passage à niveau, une Soviétique, soliloque à voix haute dans sa langue. De temps à autre, un mot français émerge : « Tourcoing », « Dunkerque », c'est incongru, c'est comme une mini-explosion, une mini-éclatelle, un clin d'œil aussi, et le public éclate de rire. Enorme succès du mot « Kronenbourg ». Puis la scène est jetée dans le noir.

Dans le noir, nous allons être soumis à un lavage de cerveau acoustique d'une incroyable violence, et prolongé. Jamais dû subir encore pareil bombardement de décibels dans une enceinte de théâtre. Hurllements de trépas, d'avions, sirènes, bombes, foudres : tout y passe. Comme s'il s'agissait d'ancrer tout son naturel, toute parole, toute langue vivante ou morte, à commencer par le russe que vient de marmotner la gardienne du passage à niveau. Mais ce sont toutes les bouches qui, ainsi assourdies, ne pourront que rester closes, dorénavant. Nous allons avoir droit à un théâtre muet. A peine saisonnières, de temps à autre, au vol, une miette d'un mot italien, français... Et encore...

C'est donc quelque chose comme une pantomime, du théâtre de gestes, que cette pièce, *La Cité Cornu*, de Wladyslaw Znorko. Polonais né il y a trente ans à Roubaix. Une pantomime expressionniste, violente, rythmée, aussi onirique et sarcastique que celles de son compatriote Kantor, et qui, comme chez lui, envoie des coups

de patte aux deux têtes de Turc des poètes polonais, l'Eglise et l'armée (alors que jamais, dans les films, ces deux jambes du fatum polonais ne sont touchées, grands publics obligent).

La Cité Cornu est un délire de gestes, de danses, de bricolages électriques et mécaniques divers, d'une rare richesse d'inspiration. Huit comédiens – dont le personnage de Pinocchio, un soldat bleu horizon, une première communisante, des vagabonds non identifiés – si vifs et caméléons qu'ils figurent tout un monde.

Espérances éteintes

Un monde, semblait-il, de pénurie, d'ineffectualité, sans vraie mémoire, sans avenir palpable non plus. Papillonnements dérisoires d'ampoules électriques alimentées par une manivelle de fortune que tourne un clown squelettique, nu, que des passants ont jeté dans une mare boueuse. Mains ouvertes, tendues, d'une handicapée qui voudrait se faire embrasser, serrée par les inconnus qui passent. Énergumènes patibulaires sautant d'un wagon de marchandises, qui improvisent sur le talus des pavanes d'espérances éteintes – s'agit-il d'un lointain rappel des trains de déportation ?

Il est regrettable que cette pièce soit si longue, car des fantasmagories, des inventions entières de cette nature excèdent les facultés aussi bien du créateur que du spectateur. Il y a un moment où ces fantômes déchainés s'endorment

sur les rails du chemin de fer, et ce serait assez. Mais non, ils se réveillent dans un point du jour glacial, et la rouille reprend, et le charme a cessé, même s'il y a là, encore, des idées de *caricatures* pas bêtes, comme ce fantassin qui court à travers champs, à la recherche d'un bon coin pour le non-mourant aux morts dont il coltine le socle.

Spectacle si étrange, si étranger, si surprenant, qu'il faut presque se pincer sauvagement l'oreille, le bras, pour admettre que les comédiens qui sont là devant nous sur les planches sont français : Bruno Boëglin, Patrice Goubier, Jean-Pierre Hollebecq, Elisabeth Legillon, Jacques Pabst, Florence Masure, Sylvie Bronsart. Il fallait les citer tous, car ils sont tous remarquables d'énergie spirituelle, de drôlerie gymnastique, de métamorphose. Seule étrangère est la gardienne du passage à niveau, l'actrice soviétique Irina Vavilova, mais avant le baisser du rideau elle ôte sa tenue des chemins de fer polonais, elle remet son fichu russe, son gros pardessus russe, et elle s'en va écourtée, à pied, en direction, semble-t-il, de Dnepropetrovsk ou de Marioupol, bleds peut-être plus somnoliers encore, mais moins tordus.

Le décor de Wladyslaw Znorko, Charles Ageorges et Marius Faucher, un espace perdu d'une gare de triage, imite bien la vie.

MICHEL CURNOUT

► Salle Benoît-XII, à 21 h 30. Jusqu'au 30 juillet.

50 من الامم

صكنا من الاجل

CULTURE

MUSIQUES

Sur la tombe du Croisé inconnu

A Montpellier Martine Dupuy et Rockwell Blake réveillent un opéra italien de Meyerbeer

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

René Koering, directeur du Festival de Radio-France et de Montpellier, s'est fait une spécialité d'extirper des œuvres depuis longtemps endormies. Sa pêche est parfois fructueuse, comme la semaine dernière avec le *Montecitorio*, opéra anticolonialiste de Frédéric II, mis en musique par Carl Heinrich Graun, élève de Haendel.

Mais, dans les bras morts de l'histoire musicale, on trouve aussi de vieilles godasses : ainsi *Il Crociato in Egitto* (le Croisé en Egypte), opéra italien du jeune Meyerbeer, joué en 1824 à la Fenice de Venise, avant que « Giacomo » ne vienne à Paris « recréer » l'opéra français (*Il Crociato in Egitto* de Gérard Corbiau dans le Monde radio-télévision du 15 juillet).

C'est vraiment le degré zéro du bel canto, où le compositeur de trente-deux ans montre de façon éclatante son habileté de bon faiseur de notes et son absence d'originalité. Décalage des besoins des pyrotechnies rossiniennes, aride, hargneux, sans le moindre feu intérieur, ornementation dilatoire qui hâche menu la moindre

ligne mélodique, platitude et monotonie rythmique, modulations rares ou rudimentaires, orchestrations brachées ou d'une suavité écœurante, pour ne rien dire du livret aux rebondissements imbéciles, agencés pour redonner quelque prétexte à de nouveaux airs d'amour ou de vengeance.

Le public de la cour Jacques-Cœur n'en avait cure (comme on pu en juger les auditeurs de France-Musique restés à l'écoute jusqu'à 1 h 30, vendredi 20 juillet), n'ayant heureusement d'oreilles que pour les voix exceptionnelles réunies par René Koering.

D'abord la fantastique Martine Dupuy dans le rôle d'Amorinda (composé pour un castrat, le dernier, Velluti) il faut un appât d'ogresse pour soutenir cette terrifiante succession d'airs d'une virtuosité aussi acrobatique que creuse, et Martine Dupuy y joint la générosité de son mezzo admirablement étoffé, et un don d'elle-même d'une intensité prodigieuse.

Rockwell Blake n'est pas moins fabuleux en Adriano (grand-maître des chevaliers de Rhodes), ténor au timbre radieux, alliant puissance et

distinction, vélocité transcendante et contraction, jusque dans la voix de tête d'une rondeur et d'une chaleur rares.

Ils étaient fort bien entourés par Michele Pertusi (le Sultan), Caterina Calvi (Feliccia) et surtout la soprano Denia Mazzola (Palmide, femme d'Amorinda), bien que la violence des exercices casse-voix de Meyerbeer mette cette dernière en grand péril. Le jeu en valait-il la chandelle ?

Le chef italien Massimo De Bernart a déployé une fougue spectaculaire et une foi qui se voulait contagieuse en cette résurrection, mais l'Orchestre philharmonique de Montpellier n'a pas semblé toujours en sécurité dans cette œuvre inconnue qu'il n'a pas eu le temps d'assimiler.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines « découvertes » de René Koering présentées au Festival de Montpellier : la version originale d'*Ariane à Naxos*, de Strauss, précédée de la musique de scène du *Bourgeois gentilhomme*, le 28 juillet ; *Bérénice*, d'Alfred Magnard, le 30 juillet ; *Ebreo* (1855), de Giuseppe Apolloni, le 31 juillet.

Bassin blues

A Andernos-les-Bains, Stan Getz et Astrud Gilberto se croisent sur la même scène

ANDERNOS-LES-BAINS

de notre envoyée spéciale

Et la rencontre n'est pas lieu. Ni la curiosité avisée des trois mille cinq cents spectateurs de la soirée de clôture du 19^e Festival de jazz d'Andernos, dimanche 22 juillet, ni les efforts des organisateurs n'y suffiront. Stan Getz et Astrud Gilberto que les hasards de l'été avaient placé sur sa route pour la première fois depuis presque vingt ans. Ils se faisaient la tête, lui pour ne pas revenir en arrière, elle pour tenter encore une fois de voler de ses propres ailes. Un succès commun, dès lors qu'il franchit la barre du mythe (*Album Getz-Gilberto*, 1963), n'écorne-t-il pas les carrières les plus brillantes ?

Au hasard toujours (la grève d'Air Inter) on devait l'ordre inversé de la programmation. Il permit de déguster en première partie, sous les pins, un Stan Getz tout entier dévoué à sa musique et au saxophone. Astrud Gilberto et son sextet fit pâle figure.

Mais Andernos ne prit guère ombre de ce rendez-vous manqué. La traditionnelle fête de l'Autre battait son plein dans le port ostréicole tout proche. Aussi blanche que son prestigieux vis-à-vis, Arcachon, la petite ville de fond de bassin avait sombré la veille dans l'exotisme et dansé avec les Tour Kunda jusqu'à plus soif. L'avant-veille, elle avait fredonné avec Paolo Conte, chic, linaire et créatif une fois pour toutes. Le jazz avait régné sur les premières parties, avec brio (Aldo Romano trio avec Henri Texier et Louis Scavias,

puis Eddy Louiss). Car il faut bien, à Andernos, comme ailleurs, mettre des noms en avant, faute de quoi le public — souvent local, on l'oublie trop — déserte les chapiteaux. Il faut, dès lors, puiser dans la manne des tournées d'été au risque d'y perdre son originalité. Patrick Duval, l'organisateur, a un souvenir cuisant de l'édition 1989, où des noms aussi connus des amateurs de jazz que Michel Petrucci n'attirèrent pas plus de deux mille personnes en trois jours (environ 7 500 cette année), au grand dam de M. Pérus, maire (RPR) d'Andernos-les-Bains, et du conseil général (PS) de la Gironde, principaux bailleurs de fonds.

Depuis quatre ans, le Festival d'Andernos, créé en 1971 par des amateurs à l'esprit très « box club », et après quelques avatars financiers, a rejoint les rangs de l'été gironnais, vague culturelle estivale qui prend son élan avec le jazz à Cussac, en juillet, pour s'étendre à Baye, fin août, par du théâtre. En tout, cinq festivals, un budget de 10 millions de francs, une vingtaine de spectacles et concerts. Ainsi, la commune de Biganos se transforme, du 26 au 28 juillet, en « Golf Drouot gironnais » en accueillant les meilleurs espoirs du rock de la région.

Véronique MORTAGNE

Stan Getz sera à Antibes — Juan-les-Pins le 25 juillet.
Prochain Festival de l'été gironnais : le 1^{er} original Uzeste Musical dédié cette année à Dexter Gordon et mené par la Compagnie Lubet, du 16 au 19 août.

THÉÂTRE VIDY - LAUSANNE

(DIRECTION MATTHIAS LANGHOFF)

SPECTACLES 1990-1991 :

VOLIÈRE DROMESKO

(en coproduction avec Dromesko et le Grand Huit, Théâtre National de Bretagne)

LA DUCHESSE DE MALFI

de John Webster

LA COUPE D'ARGENT

de Jacques Prost d'après Sean O'Casey

2 MISES EN SCÈNE DE MATTHIAS LANGHOFF

(en coproduction avec le Théâtre de la Ville)

MESURE POUR MESURE

de William Shakespeare

Mise en scène : Peter Zadek

(en coproduction avec le Théâtre de l'Europe)

1000 FRANCS DE RÉCOMPENSE

de Victor Hugo

Mise en scène : Benno Besson

(en coproduction avec le Théâtre National de Chailiot et le Grand Huit, Théâtre National de Bretagne)

VIDY LAUSANNE

UN THÉÂTRE AU BORD DE L'EAU

CARNET DU Monde

Naissances

Ella

a la joie d'annoncer la naissance de

Charlotte,

le 19 juillet 1990.

Françoise et Pascal VORGELEIN,

19, avenue de Fréuse,

91940 Cometz-le-Châtel.

Robert STÉPHANE

et

Janine MAYERES

ont le très grand bonheur d'annoncer la

naissance de

Julie,

le 3 juillet 1990.

48, boulevard Pierrot,

Lidze (Belgique).

Hélène et Guillaume TOURNIER

ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis,

le 14 juillet 1990, à Paris.

53, rue Pigalle,

75009 Paris.

Nous sommes heureux d'annoncer

la naissance de

Perle,

à Paris, le 16 juillet 1990.

Claude-Agnès REYNAUD,

Zoé et Thierry VAN DE WYNGAERT.

25, boulevard Arago,

75013 Paris.

Décès

M^{me} Grégoria Carasco,

son épouse,

Raymonde, Marie-Josée, Monique,

Alain Carasco,

ses enfants.

Les familles Hebraud, Dutheil,

ont la douleur de faire part du décès de

Julien CARASCO,

auteur du *Livre de Julien*,

personnage central

des films de Raymond Carasco :

Julien, Portrait d'un voyageur,

Julien, Les rayons jaunes.

survenu le 13 juillet 1990, à Carcas-

sonne.

630, chemin de la Dèlève,

11620 Villenauve-sur-Ors.

Paris - Nérec - Fabrigues.

M^{me} Chantal Beaumais-Joannet,

M^{me} Jean-Marie Chaland,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Pierre Beaumais-Joannet,

ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Yves CHALAND,

à trente-trois ans,

et de sa fille

Samantha,

âgée de cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le 27 juillet 1990, à 8 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-la-Joie, place Jean-

d'Arc, 75013 Paris.

L'incinération aura lieu dans l'inti-

mité familiale.

Prière de n'envoyer ni fleurs ni cou-

ronnes.

Mathilde Corrales,

Marie-Louise et Stéphane Vignes,

Isabelle Corrales,

ses enfants,

ont la douleur d'informer du décès de

Don José CORRALES EGEA,

écrivain,

ancien maître-assistant

à l'UER d'espagnol

(université Paris-III),

survenu à Madrid, le 27 juin 1990.

29/4, rue Gallieni,

92240 Malakoff.

M^{me} Décisier,

sa famille,

ont part du décès de

Maurice DÉCISIER,

administrateur en chef de la FOM,

chevalier de la Légion d'honneur,

médaille militaire,

officier dans l'ordre du Mérite,

survenu le 21 juillet 1990, à Asnery.

Gérard Dahan,

président-directeur général,

Les administrateurs,

Et tous ses collègues des sociétés Act

Systèmes et Act Informatique,

ont l'immense douleur de faire part du

décès accidentel de

M^{me} Miganouché Victoria

DERIAN,

survenue dans sa trente-sixième année,

le 17 juillet 1990, à Paris.

M^{me} Raymonde Dolisy,

M^{me} Jacques Fournier,

M^{me} Thierry Bonnetaud,

M^{me} Luc Dolisy,

M^{me} Denis Fournier,

MM. Gilles et Pascal Fournier,

MM. Gilles et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ida FOURNIER,

née Bismont,

survenue le 17 juillet 1990, dans sa qua-

tre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité le 19 juillet, en l'église Sainte-Thé-

rése de Boulogne-sur-Seine.

Dominique Chailion,

président de l'Association française des

banquiers,

et les membres du conseil

ont le regret de faire part du décès, sur-

venu le 15 juillet 1990, de

M. André GRAVEREAU,

officier de la Légion d'honneur,

ancien trésorier

de l'Association française des banques.

18, rue La Fayette,

75009 Paris.

Mario-Agnès Dotti-de-Greif,

Elisabeth de Greif,

Renard de Greif,

Gilda Boin,

Sa famille,

Ses amis,

ont la douleur de faire part de la mort

de

Roland de GREEF,

marin et photographe.

Une cérémonie religieuse nous réu-

nira ultérieurement en l'église de la

Trinité, Paris-9.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15 bis, rue Moncey,

75009 Paris.

Sa famille

a la douleur de faire part du décès de

M. Georges LONGUEVILLE,

survenu en Normandie, le 21 juillet

1990, dans sa soixante-quatrième

année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

en l'église Sainte-Marie des Batignolles,

77, place du Docteur-Félix-Lobigeois,

à Paris-17^e, le vendredi 27 juillet, à

14 heures, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière

des Batignolles, dans le caveau de

la famille.

11, rue Brochant,

75017 Paris.

11, rue Servandoni,

75006 Paris.

26, quai du Quatre-Septembre,

92100 Boulogne-Billancourt.

M^{me} Dorothee Mantel,

son épouse,

a la douleur de faire part du décès de

Felix MANTEL,

socialiste,

ancien ministre,

ambassadeur,

député de Pologne,

docteur en droit,

conférencier de l'université PUNO,

homme de lettres,

ancien prisonnier du goulag,

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, sur-

venu le 13 juillet 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille,

Et les amis de

M. Sacha PITOEFF,

commandeur des Arts et Lettres,

ont la douleur de faire part de son

décès, survenu le 21 juillet 1990, à

Paris.

Priez pour lui.

Le service religieux sera célébré le

jeudi 26 juillet, à 10 h 30, en l'église

orthodoxe, 12, rue Daru, Paris-8^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière

parisien de Thiais, dans la sépulture de

la famille.

114, boulevard Arago,

75014 Paris.

(Le Monde du 24 juillet.)

Les Pères maristes,

M^{me} Philippe Sénéclauze,

M^{me} Georges Sénéclauze,

La Pèrre Jean Sénéclauze, mariste,

M^{me} et M^{me} Régis Sénéclauze,

M^{me} Marie-Thérèse Sénéclauze,

Les familles Blanc de Viviers, Séné-

clauze et Duplay,

Ses neveux,

invitent ses nombreux amis à recon-

struire Dieu à la cérémonie eucharistique

du

Père Joseph SENECLAUZE,

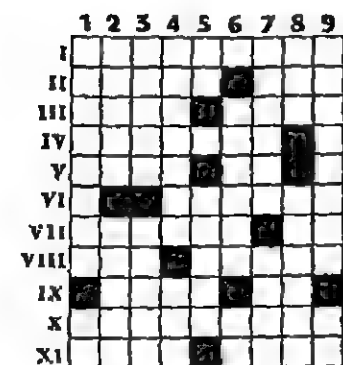
décédé le 22 juillet 1990.

هكذا من الاجل

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5310



HORIZONTALEMENT

I. Employés pour lier. - II. On ne comprend pas toujours ce qu'il dit. Prend sur lui. - III. Un qui s'est mis à l'eau. Est à l'ouvrage. - IV. Qui ont la côte. - V. Ancienne colonie. Certains furent très nombreux à lui devoir la vie. - VI. Évolue dans le ciel australien. - VII. N'a pas une bonne situation. Vidas peut-être ton sac. - IX. Est à la porte. Préfixe. - X. On la dit pauvre. Qui ont donc fait perdre du poids.

VERTICALEMENT

1. Où ce n'est pas parce que l'on a de la galette que le forain nous est

acquies. Interjection. - 2. Homme de raison. Se met sous les couvertes. - 3. Est connue pour sa noirceur. Châche à liquider. - 4. Assure la récolte. Ne se charge pas. - 5. Sont faits pour durer. Servent à manœuvrer. - 6. Dans une mythologie. Adverbe. - 7. Qui se montre dans large. Mieux vaut qu'elle ne soit pas au placard. - 8. Est complètement inculte. Qui est cause d'usage. - 9. Leurs œufs sont très goûtés. Préposition.

Solution du problème n° 5309

Horizontalement

I. Arroseuse. - II. Courantes. - III. Utensile. - IV. Pé. Salar. - V. Urée. Béné. - VI. Narval. In. - VII. Cigarette. - VIII. Te. Shire. IX. Esie. Suse. - X. Reg. - XI. Rois. Skye.

Verticalement

1. Acupuncture. - 2. Roserarias. - 3. Rut. Erg. in. - 4. Ore. Evassées. - 5. Sans. Art. - 6. Ensaïblées. - 7. Utile. Truck. - 8. Sélénites. - 9. Esérine. Été.

GUY BROUTY

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

Hautes études commerciales (HEC)

(par ordre alphabétique)

MM. et M^{mes} Emmanuel Abadie (39^e), Thibaut Adam (246^e), Sabine Adamo (234^e), Xavier Aboia (41), Jean-Marie Agostini (98), David Albrecht (270), Veronique Alin (252), Bruno Alves (142), Jean-Vassien Alyonakian (235), Séverine Andrieu (207), Brigitte Andrieux (155), Thomas Aragnotti (19), Gwendolyn Artur (161), Hélène Aucourt (158), Denis Barot (252), Jérôme Barbaud (162), Joël Barbier (177), Nicolas Barot (123), Antoine Baron (201), Emmanuel Barthelemy (151), Christophe-Marie Bataille (99), Nathalie Baudouin (234), Xavier Baudouin (258), Eric Bayeux (104), Arnaud Baynaud de Septfontaine (62), Virginie Beck (152), Laurie Beigbeder (16), Marc Bellitto (108), Stéphane Bellon (66), Nasr-Eddine Benabassi (160), Nicolas Bequaert (55), Sonia Borgia (280), Axelle Bernu (233), Fabrice Berthier (250), Karim Benhelou (23), Edouard Bial (de) (255), Pierre-Nicolas Bochet (112), Antoine Bousquet (de) (6), Jean-Philippe Bonard (179), Nicolas Bonheur (21), Karine Bonnet (191), Claire Bonnin (41), Véronique Bonny (83), Carina Bosch (171), Frédéric Bouchier (173), Bénédicte Bouchier (239), David Bouchier (289), Marie Bourgeois (29), Christophe Bourlily (52), Philippe Brillaud (20), Séverine Bruly (161), Eric Broet (199), Doan Bui-Xuan (254), Corinne Bussac (239), Cyril Buzut (139).

Philippe Jaton (45), Cédric Javary (17), Romain Jégou (237), Nicolas Jona (11), Stephen Jourdain (9), Christine Joutet (102), Raphaële Jouve (140), Jérôme Julia (223), Guillaume Jullienne (208), Stéphane Jupia (213), Mass Kanari (289), May Kassie (166), David Krist (131), Joëlle La Taille (de) (2), Carole Labarre (284), Pierre Lafoucade (171), Florence Lagouez (249), Jeanne Lannat (179), Fabrice Laguerre (189), Céline Larvor (17), Florent Latour (139), Christine Laurens (182), Anne-Frédérique Laurent (126), Clément Lavallard (111), Thibault Lavigne (113), Richard Le Cour-Grand-Maison (231), Gwendolyn Le Coustumer (273), Caroline Lejeune (250), Arnaud Lemont (208), Jérôme Lierre (249), Antoine Lencou-Baron (93), Christian Lengelle (224), Frédéric Leroy (218), Céline Lion (92), Alice Louis (200), Xavier Lustrac (de) (277).

Bénédicte Maillat (86), Olivier Maiza (136), Sophie Malfard (89), Loann Marie Mandeliane (180), Mélanie Marchal (14), Pierre Marin (110), Luis Marina-Portugal (43), Thibault Martin du Tyran (de) (7), Constance Mathieu (144), Nathanaël Matigues (139), Jérôme Méric (36), Lucile Merlin (143), Frédéric Mermaz (35), Thierry Mermat (115), Vincent Mialat (141), Gable Michellet (174), Christophe Mitroune (289), Florence Montel (287), Sylvie Emmanuel Moreau (263), Arnaud Morin (109), Jérôme Morneau (144), Fabrice Mourchei (275), Delphine Moussaux (228), Nicolas Mugnier (278), Quang-Tuan Nguyen (187), Irène Nouailhac (190), Agnès Naps (163), Sébastien Olifson (210), Daniel Pacheco (161), Diane Paillet (136), Olivier Panalieu (de) (40), Frédéric Pannecière (258), Christine Pécou (261), Alexis Perakis (13), Xavier Pernée (17), Mélanie Perrier (139), Cyrille Petit (174), Emmanuelle Peyraud (30), Laurent Piazza (262), Antoine Pin (138), Henrik Piper (180), Sébastien Pirault (128), Geneviève Pouliquen (32), Séverine Pronot (21), Guillaume Quentin de Coupigny (231).

Lionel Rabilloud (57), Alice Renaud (162), Laurent Renaud (95), Jean Revils (134), Sophie Rey (179), Sophie Reynal (64), Karine Ribe (94), Stéphanie Robert (164), Véronique Robin (247), Philippe Roca (125), Antoine Rocquigny du Favel (de) (157), Xavier Rensigal (208), Robin Rousseau (69), Philippe Roux (118), Virginie Rubio (288), Cécile Ruffin (249), Antoine Sallier (144), Marie Sallier (181), Simona Samperi (87), David Sanson (182), Steve Sarfati (121), Alexandre Sautour (212), Anne-Lise Seillière (119), Stéphanie Schüller (204), Eddy Schmitt (257), Rebecca Scholl (271), François-Xavier Schultz (131), Karine Seguin (46), Bénédicte Selmand (229), Valérie Sengier (239), Guillaume Simon (264), Alexandra Siroi (105), Virginie Smague (137), Dan Sowdry (98), Benoît Tanguy (292), Denis Tassel (127), Muriel Tek (74), Jean-Benoît Terrasse (111), Julien Theves (177), Olivier Thoni (256), Jean-Michel Tourne (15), Tuan Tran (169), Roland Trupard (10), Eric Vallot (10), Amaury Vallot (de) (30), Philippe Van Martrig (75), Isabelle Vanara (194), Aurélien Vartanian (47), Frédéric Ventre (103), Gaspard Verdier (241), Damien Vernet (101), Paul Vernhes (27), Laurence Vernon (59), Nathalie Vidal (214), Olivier Vinard (202), Sophie Vimoux (260), Pierre Waria (151), Valérie Weber (85), Susanne Wierlow (264), Raphaël Winiowski (247), Hugo Wong (234).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du dimanche 22 juillet 1990 :

DES DÉCISIONS

N° 90-240 du 17 juillet 1990 autorisant la Société pour l'étude et l'exploitation de télévisions par satellites à utiliser des fréquences pour l'exploitation d'un service de télévision privé provisoirement dénommé Canal Enfants diffusé en crypté par voie hertzienne terrestre.

N° 90-241 du 17 juillet 1990 modifiant la décision n° 89-44 du 20 avril 1989 autorisant la Société pour l'étude et l'exploitation de télévisions par satellites à exploiter un service de télévision diffusé par satellite provisoirement dénommé Canal Enfants.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-tundi. Signification des symboles : > signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 24 juillet

TF 1
20.30 **Cinéma** : C'est pas moi... c'est lui. □ Film français de Pierre Richard (1979). Avec Pierre Richard, Aldo Maccione, Valérie Maresca.
22.15 **Documentaire** : Histoires naturelles. Un grand pas vers... la Louisiane.
23.10 **Série** : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.05 **Journal** : Météo et Bourse.
0.25 **Série** : Mémoires.
0.55 **Série** : Passions.
1.20 **TF 1 nuit**.
1.55 **Feuilleton** : C'est déjà demain.
2.15 **Info revue**.

A 2

20.40 **Les dossiers de l'écran** : Manon des sources. ■■ Film français de Claude Bont (1985-1986). Avec Emmanuelle Béart, Yves Montand, Daniel Auteuil.
22.30 **Débat** : Le petit monde de Marcel Pagnol. Avec Lucien Grimau, élève de Marcel Pagnol en 1924, Pierrette Bruno, comédienne, Robert Soulier, journaliste-écrivain, Claude-Jean Philippe, journaliste-écrivain, Jean-Pierre Chabrol, docteur, Pierre Cordeir, écrivain-journaliste.
23.35 **Informations** : 24 heures sur la 2.
23.50 **Histoires courtes**.
0.15 **Lancement de la fusée Ariane**.

FR 3

20.35 **Soirée spéciale** : Les grands voliers de Bordeaux. En direct de Pauillac, parade sur la Garonne.
22.05 **Journal et Météo**.
22.30 **Documentaire** : Pierres d'étoiles.

De Gérard Reynel. L'art roman sur les chemins de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle.
23.25 **Documentaire** : Histoire de l'art. D'Alain Ferran.
23.40 **Musique** : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : MAL - Mutant aquatique en liberté. □ Film américain de Sean S. Cunningham (1988). Avec Laurence Blackie, Nancy Everhard, Greg Evigan.
22.05 **Flash d'informations**.
22.10 **Cinéma** : Air Force-Bat 21. ■ Film américain de Peter Markle (1988). Avec Gene Hackman, Danny Glover, Jerry Reed (v.o.).
23.50 **Sport** : Les Goodwill Games. Athlétisme, natation, basket.

LA 5

20.40 **Téléfilm** : Projet A force 10. De Jackie Chan, avec Jackie Chan, Maggie Cheung.
22.20 **Diversité** : Les mondes de la vidéo.
22.30 **Cinéma** : Catherine et Cie. ■ Film français de Michel Bozard (1975). Avec Jean Seberg, Patrick Dewaere, Jean-Claude Braly.
0.00 **Journal de minuit**.
0.10 **Catherine et Cie** (suite).
0.25 **Rediffusions**.

M 6

20.35 **Téléfilm** : Safari pour un diamant. De Michel Comar, avec Brian Dennehy, Brooke Adams.
22.20 **Documentaire** : Chasseurs d'images. Samburu.

22.30 **Cinéma** : Le bûcher de Valorgue. ■ Film français de Henri Verneuil (1952). Avec Fernandel, Pierrette Bruno, Francis Lel. 0.15 **Six minutes d'informations**. 0.20 **Magazine** : Ché 6. 0.35 **Musique** : Bouhrock and hard. 2.00 **Rediffusions**.

LA SEPT

21.00 **Documentaire** : Ceux qui appellent les requins. De Dennis O'Rourke. 22.00 **Documentaire** : Jean Painlevé au fil de ses films (7). De Denis Darnier. 22.30 **Magazine** : Imagine. 23.00 **Documentaire** : Histoire parallèle. De Didier Delesclieux.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel science**. Le ciel des vacances. 21.30 **Débat**. Les prévisions météo. 22.40 **Nuits magnétiques**. Quatre villes : Nantes. 0.05 **Du jour au lendemain**. 0.50 **Musique** : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Mémoires croisées**. Le Festival d'Aix-en-Provence. Hier et aujourd'hui. 21.30 **Avant-concert**. 22.00 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : L'oiseau de feu, de Stravinsky. Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny, de Weill, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano, sol. : Uta Lampert (soprano). 0.00 **Jazz**. En direct de Montpellier : le groupe Dany Eror.

Mercredi 25 juillet

TF 1
13.35 **Feuilleton** : Les feux de l'amour. Série : Tribunal.
14.55 **Club** : Dorothée vacances.
17.00 **Série** : Chipe.
17.45 **Série** : Hawaii, police d'Etat.
18.30 **Jeu** : Une famille en or.
19.00 **Feuilleton** : Santa-Barbara.
19.25 **Jeu** : La roue de la fortune.
19.55 **Tirage du Tac-O-Tac**.
20.00 **Journal**, Météo, Tapis vert et Loto.
20.35 **Téléfilm** : Conforsat. De Michel Sauter, avec Pierre Arditi, Pascale Rocard (2^e partie).
22.00 **Feuilleton** : Le gérault (5^e épisode).
22.20 **Feuilleton** : Le rire de Caïn.
0.15 **Journal**, Météo et Bourse.
0.35 **Série** : Intrigues.
1.05 **Feuilleton** : C'est déjà demain.
1.25 **Info revue**.
2.10 **Téléfilm** : L'année noire (2^e partie).

A 2

13.40 **Série** : Falcon Crest.
14.05 **Magazine** : Été show.
14.10 **Série** : Larry et Baldi.
14.35 **Magazine** : Été show (suite).
14.40 **Feuilleton** : Au plaisir de Dieu.
15.10 **Magazine** : Été show (suite).
15.35 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
18.00 **Magazine** : Giga.
19.05 **Série** : Mac Gyver.
20.00 **Journal et Météo**.
20.40 **Carte blanche à Bernard Rapp**. Et vous trouvez ça drôle ? Avec Jean-Loup Dabadi, Claire Nadeau, Sylvie Joly, Philippe Castelli, Marianne Sargent, Didier Kaminka, Philippe Meyer, Jean-Marie Bigard, Cabu, Les Inconnus, François Durr, Smart.

21.40 **Histoires courtes d'été**.
23.30 **Informations** : 24 heures sur la 2.
23.40 **Météo**.
23.45 **Magazine** : Du côté de chez Fred.

FR 3

13.30 **Magazine** : Montagne (rediff.).
14.00 **Chut**. Les parents se reposent.
15.00 **Série** : L'homme de Vienne.
15.55 **Magazine** : Une pêche d'enfer.
16.30 **Jeu** : Objectif Tintin.
18.00 **Feuilleton** : Système gauche.
18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
19.00 **Le 19-20 de l'information**.
20.00 **Jeu** : La classe.
20.35 **Variétés** : Numéro 1 Gérard Depardieu.

Emission de Marie et Gilbert Carpentier. Avec Diane Dufresne, Alain Souchon, Sapho, Serge Gainsbourg, Claude Nougaro, Johnny Hallyday, Catherine Deneuve, Elisabeth Depardieu.

21.30 **Diversité** : Les grands enfants. Émission de Marie et Gilbert Carpentier. Avec Jacqueline Maillan, Francis Blanchard, Jean Yvonne, Roger Pierre, Jean-Marie Thibault, Sophie Desmarest.
22.05 **Journal**.
22.25 **Concert** : Miles Davis. Spectacle enregistré lors du 10^e Festival de jazz de Paris, filmé par Frank Cassand. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Inter.
23.45 **Documentaire** : Histoire de l'art. 0.00 **Musique** : Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.35 **Téléfilm** : Une taupe au Pentagone. De David Drury, avec Scott Glenn, Robert Loggia.
15.15 **Téléfilm** : L'année du championnat. De Jason Miller, avec Bruce Dern, Stacy Fischer.
17.00 **Série** : Alié ! Alié !
17.25 **Documentaire** : Sur la piste de l'animal le plus secret. 8. Amérique du Sud.
17.55 **Contes à dormir debout**.
17.58 **Cabou cadin**. Je veux savoir ; Babar.

En clair jusqu'à 21.00

18.30 **Cabou cadin**.
19.20 **Tout album**.
19.55 **Flash d'informations**.
20.00 **Magazine** : Scrupules.
20.28 **Flash d'informations**.
20.30 **Cinéma** dans les salles.
21.00 **Cinéma** : Périgord noir. ■ Film français de Nicolas Ribowski (1989). Avec Roland Girard, Jean Carmet, Lydia Gail.

22.35 **Flash d'informations**.
22.40 **Série** : Deux solistes en duo.
23.30 **Sport** : Les Goodwill Games. Athlétisme, basket.
LA 5
13.35 **Téléfilm** : Pour la peau d'un pourri. De Wolfgang Petersen, avec Klaus Schwarzkopf, Wolf Roth.
15.05 **Les enquêtes** du commissaire Maigret.
16.30 **Docteurs en folie** (rediff.).
17.00 **Papa et moi** (rediff.).
17.30 **Dessins animés**.
18.50 **Journal images**.

19.00 **Série** : L'enfer du devoir. 19.45 **Journal**. 20.30 **Drôles d'histoires**. 20.40 **Histoires vraies**. Les visions de la nuit, médium de Les Kat-zhi, avec Monte Markham. 22.05 **Débat** : La parapsychologie. 23.15 **Spécial** : Tour de France à la voile. 23.20 **Pour la peau d'un pourri** (rediff.). 0.00 **Journal de minuit**. 0.10 **Pour la peau d'un pourri** (suite). 0.55 **Rediffusions**. 3.05 **Le journal de la nuit**.

M 6

13.50 **Série** : Docteur Marcus Welby. 14.40 **Téléfilm** : Argon 01, dernière victoire. De George McCowan, avec Angie Dickinson, Lloyd Bridges. 15.50 **Jeu** : Match music. 17.15 **Informations** : M 6 info. 17.20 **Série** : Laredo. 18.10 **Série** : Cher oncle Bill. 18.35 **Feuilleton** : Paul et Virginie (1^{er} épisode). 19.00 **Série** : Chacun chez soi. 19.25 **Série** : Dis donc papa. 19.54 **Six minutes d'informations**. 20.00 **Série** : Madame est servie. 20.35 **Téléfilm** : Les silences du cœur. De Richard Michaels, avec Chad Lowe, Mariette Hartley. 22.05 **Série** : Les Jupons de la Révolution. Madame Tallien, de Didier Grousset, avec Jean-Claude Adelin, Catherine Wilkening. 23.25 **Six minutes d'informations**. 23.30 **Série** : Portraits cachés. 0.00 **Documentaire** : Portraits d'artistes. 2.00 **Rediffusions**.

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien** (conclusion). 15.00 **Hommage à Vitez**. 15.15 **Théâtre** : Beckett. Piles de Sophocle. 17.00 **Documentaire** : Dossier. 18.00 **Documentaire** : Du pôle à l'équateur. 19.35 **Documentaire** : Les galeries gravées aziliens, de H. Lévra. 20.00 **Cinéma d'animation** : Images. 20.20 **Documentaire** : Ateliers contemporains (Richard Long). 21.00 **Feuilleton** : L'or du diable (2^e épisode). 21.50 **Court métrage** : Les pinsons. 22.05 **Série** : C'est notre univers. 22.35 **Documentaire** : Les instruments de musique et leur histoire. 23.05 **Documentaire** : Propaganda, l'image et son pouvoir (4).

FRANCE-CULTURE

20.30 **Tire ta langue**. Du latin au français ou du français au latin. 21.30 **Correspondances**. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. 22.00 **Communauté des radios publiques** de langue française. 22.40 **Nuits magnétiques**. 0.05 **Du jour au lendemain**. 0.50 **Musique** : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Mémoires croisées**. Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui. 21.30 **Concert** (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Le Mystère des voix bulgares. 0.00 **Jazz**. En direct de Montpellier : le quartet du Bistrot Michel Edelin.

Audience TV du 23 juillet 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	34,7	Santa-Barbara	Mac Gyver	Actual. rég.	Top 50	Enter devoir	Chacun chez.
19 h 45	37,9	Roue fortune	Mac Gyver	19-20 Infos	Top 50	Journal	Die papa
20 h 16	45,5	Journal	Journal	La classe	Scrupules	Journal	Pub
20 h 55	50,1	Scandales...	Face cachée	Bataille...	Cow-boys	Cléo et Léo	Dernière...
22 h 08	50,0	Scandales...	Pub	Rambla...	Cow-boys	Le voyageur	Dernière...
22 h 44	26,5	Sauv les 60	Clémentine	Soir 3	Corrès	Investitions...	T'inquina...

BILLET

De Marseille à Valenciennes

Encouragé par un projet de budget « volontariste », Jacques Chirac est bien décidé à faire prendre en compte les priorités d'aménagement du territoire dans les grands dossiers du moment. Pour 1991, ses crédits s'accroissent de 34 % en autorisations de programme, par rapport à la loi de finances initiale de 1990 qui avait, d'ailleurs, provoqué une fronde chez les députés, socialistes en tête. Jacques Chirac dispose de 1,935 milliard de francs, avec notamment 700 à 800 millions au titre des primes, qui permettent d'attirer des firmes multinationales.

Autre « victoire » sur le ministère des finances : quelque 100 millions seront réservés pour la création de petits ateliers de dix ou vingt personnes, qui font le pari de l'industrie ou de l'artisanat dans les campagnes les plus reculées. Le député centriste et ex-ministre Georges Chavanes, défenseur acharné de cette politique et ancien PDG de Leroy Somer, pourra dire grand merci à l'ancien leader de la CDF.

Sur les questions « chaudes » des transports, de la politique urbaine, de la solidarité sociale et de l'île-de-France, le ministre, fort de l'appui de Michel Rocard, prévient ses collègues qu'il jouera dans la cour des grands. Quand les régions auront donné, à l'automne, leur avis sur les schémas d'infrastructure, la décision finale du gouvernement sera avalisée par un comité interministériel d'aménagement du territoire. Avec le Commissariat au plan, le Datar est d'ailleurs chargé de préparer pour la fin de l'année un rapport sur les priorités géographiques dans les domaines des TGV et des autoroutes. Quant aux villes, Marseille, dont la situation économique empire (alors qu'Aix-en-Provence caracole) va faire l'objet d'un plan d'urgence : les élus viennent à Paris pour en discuter. Autre région pour laquelle il faut un traitement de choc, avec l'aide de la CEE : Valenciennes et le bassin de la Sambre, où la chômage et la pauvreté n'en finissent pas de s'étendre.

Et l'île-de-France ? Réflexions plutôt au « grand Bassin parisien », dit Jacques Chirac. Il va faire rédiger un Livre Blanc, dont il dévoilera les principales lignes fin septembre à Orléans.

F. Gr

Echec pour l'Aérospatiale et Alcatel

Ford vend sa filiale « espace » à Loral

Ford, deuxième constructeur d'automobiles américain, a annoncé, lundi 23 juillet, qu'il vendait sa filiale Ford Aerospace (satellites, logiciels, systèmes d'armes, etc.) à la firme américaine d'électronique Loral, de préférence aux deux consortiums candidats (formés, l'un par Westinghouse Electric, l'Aérospatiale et Carlyle Group ; l'autre par GM Hughes et Alcatel, une autre firme française) (le Monde du 20 juillet).

Selon le président de Ford, M. Harold Poling, l'offre de Loral était « la meilleure » sur le plan financier. Elle portait sur l'ensemble de la filiale. Elle n'impliquait pas, en outre, de partenaire étranger. Ford va maintenant discuter les conditions de la cession. Selon le Los Angeles Times, la firme souhaiterait obtenir le versement de 1,2 milliard de dollars (6,6 milliards de francs environ), alors que Loral a offert 800 millions de dollars et la reprise des dettes de Ford Aerospace, qui s'élèveraient à 500 millions.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Face au vieillissement de la population

L'INSEE préconise une réforme urgente du système des retraites

Le système de retraites françaises est en danger. Il y a urgence à le réformer. Telles sont les conclusions de l'important dossier que consacre l'INSEE à l'avenir des retraites, dans un numéro spécial d'*Economie et Statistique* publié mardi 24 juillet. Faute de décisions rapides, le taux de cotisation (la part du revenu) devrait être porté de 16,3 % actuellement à 40 % en l'an 2040.

Tout est connu. La population d'âge actif vieillit. Les femmes, qui travaillent de plus en plus, vont avoir plus droit que par le passé à des retraites complètes. La génération du baby boom va arriver à l'âge de la retraite à partir de 2005. Et, à cette époque, le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre d'inactifs sera plus faible qu'en 1985, où l'on comptait 2,5 actifs par retraité.

Tout cela alimente les inquiétudes sur le lendemain, mais, jusqu'à présent, le diagnostic n'avait pu être pas la moindre précision du dossier que l'INSEE vient de consacrer au sujet (1). Jamais, en tout cas, l'Institut national de la statistique n'avait à ce point pris parti. Non seulement il se prononce pour une « réforme en profondeur du système de retraite », mais réclame des mesures urgentes, quasi immédiates, tant le risque de dérapage est devenu grand. Le « laissez-faire social », écrivent les auteurs de l'étude, provoquerait des « déséquilibres macro-économiques majeurs ». A moyen terme, les jeunes générations supporteraient « un fardeau fiscal exceptionnel ». Il faut faire d'autant plus vite que le moindre retard alourdira la facture, la rendant avec les difficultés devant survenir aux alentours de 2005 et se prolonger jusqu'en 2040. A cette date, si rien ne change, le taux de cotisation pourrait atteindre 40 %, dans le scénario le plus défavorable, pour 16,3 % actuellement.

Un avenir sombre

Chaque série de chiffres apporte sa moisson de mauvaises nouvelles, alors que, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, les retraites connaissent un âge d'or (voir enca-

dré) qui rend les choix encore plus difficiles et le réveil douloureux. Le taux de dépendance (le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités), de 42,4 % en 1985, va passer à 48,5 % en 2005, et le taux de cotisation sera alors de 23,7 %. En fonction de l'évolution démographique vers 2040, ce même taux de dépendance pourra varier de 90 %, dans l'hypothèse d'une chute de la natalité, à 65 %, si les naissances reprennent, en passant par 80 %, si la fécondité devait demeurer inchangée.

En conséquence, l'avenir du système de retraite est sombre. son financement sera un problème aigu et le rendement des régimes de retraite ira en se dégradant fortement. Selon les extrapolations, les taux de cotisations augmenteraient rapidement d'ici à l'an 2005 et s'envoleraient ensuite, jusqu'à 25 % en 2040 dans le meilleur des cas et 40 % dans le pire.

L'enjeu est énorme, puisque, par ses calculs, l'INSEE démontre que l'équivalent patrimonial des retraites (la valeur actuelle des pensions à percevoir, diminuée de la valeur actuelle des cotisations restant à verser) se chiffrait, en 1985, à 390,7 milliards de francs (de 1980). C'est-à-dire qu'il

représentait plus de deux fois le produit intérieur brut et était plus de deux fois et demi supérieur au patrimoine financier des Français. Pour un individu actif, ce patrimoine est passé de 114 000 francs en 1960 à 134 000 francs en 1985. Pour un retraité de plus de soixante ans, la valeur de ses droits a même été multipliée par trois en vingt-cinq ans, s'élevant de 140 000 francs à 443 000 francs.

Ainsi que le rappelle M. Denis Kessler, qui a réalisé cette enquête avec les experts de la direction de la prévision au ministère des finances, trois voies seulement sont possibles, qui reculent toutes des inconvénients et ne sont pas sans conséquences sur l'activité économique. « Le triangle maudit », écrit-il, est constitué de la hausse des cotisations, de la diminution de la valeur des prestations servies aux retraités et, enfin, du relèvement de l'âge de fin d'activité. Il faudra certainement jouer de chacune « dans des solutions mixtes », et il est certain que l'« on n'échappera pas à une hausse significative des cotisations ». Mais il est surtout nécessaire d'engager dès maintenant une réforme.

« La France apparaît un peu en retard » par rapport aux autres pays pour régler ce problème, et, insiste l'INSEE, « plus les mesures seront prises tardivement, plus elles seront douloureuses ». Une opération en profondeur comprendrait le « recours souhaitable et nécessaire à la capitalisation », par opposition au principe de répartition actuellement utilisé. Cette capitalisation devra être individuelle ou favorisée par les entreprises. Mais, pour parer au plus urgent, l'INSEE préconise aussi la constitution, dès 1990, de réserves temporaires. En acceptant la hausse des taux actuels, on pourrait accumuler des fonds qui seraient ensuite utilisés pour tempérer les futures augmentations des cotisations. D'après les estimations, on commencerait à puiser dans ces réserves à partir de 2005, et celles-ci seraient épuisées en 2040. Sinon, prévient encore une fois l'INSEE, le taux de cotisation sera multiplié par 1,7 en cinquante ans.

ALAIN LEBLAU

(1) Dossier « L'avenir des retraites », *Economie et Statistique*, n° 233, juin 1990.

Les travaux des ministres européens des finances

Les Douze débattent des disciplines budgétaires imposées par l'union monétaire

Les ministres des finances des Douze se sont réunis, lundi 23 juillet à Bruxelles, pour poursuivre leur travail sur l'union économique et monétaire (UEM). Il y a désormais « un large degré d'accord sur toutes les questions importantes », estime M. Sarchielli, le président du comité monétaire, à l'issue du conseil.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

La réunion des ministres des finances des Douze, qui s'est tenue lundi à Bruxelles, a démontré : le consensus, au moins à onze - le

Royaume-Uni maintenant une réserve générale - se précise et s'affirme progressivement, illustrant une évolution des mentalités spectaculaire en un an. La position britannique reste incertaine. La proposition alternative présentée par M. John Major de créer un écu fort qui circulerait à côté des monnaies nationales sera étudiée au cours des prochaines semaines. Mais, selon M. Jean-Claude Trichet, le directeur français du Trésor, les montages du chancelier de l'Échiquier ne doivent pas faire perdre de vue l'objectif principal du programme, qui est de créer une politique monétaire unique et une monnaie unique, deux objectifs que M. Major continue à récuser.

Les débats ont porté, ce lundi, sur la convergence des politiques

économiques. M. Theo Waigel, le ministre allemand, est revenu à la charge pour que les Douze s'engagent sur une stricte discipline budgétaire en souscrivant à des règles comparables à celles en vigueur en RFA. Cette question du degré exact des engagements à souscrire en matière budgétaire apparaît assurément comme un des points-clés. M. Jacques Delors a approuvé M. Waigel. M. Pierre Bérégovoy a souligné que la convergence ne pourrait se limiter à la discipline budgétaire et supposerait notamment une large harmonisation fiscale, un point de vue appuyé par le président de la Commission européenne.

Les ministres ont estimé, avec le comité monétaire, qu'une deuxième étape serait utile pour

mettre en place les institutions de l'UEM, en particulier le système européen de banque centrale, ou Eurofed, dont le profil, de réunion en réunion, se dessine de façon plus précise. Cette deuxième étape - que plusieurs États membres verraient plutôt brève - débiterait dès qu'un degré suffisant de convergence économique serait atteint. M. Bérégovoy a proposé de retenir le 1^{er} janvier 1993 comme hypothèse de travail. Il a souligné que le vrai critère pour le passage à la deuxième étape, nécessaire et suffisant, devrait être la participation de toutes les monnaies de la CEE aux mécanismes de change du SME, éventuellement pour certaines d'entre elles avec des marges élargies.

PHILIPPE LEMAITRE

Dans son rapport mensuel

La Bundesbank s'inquiète des divergences économiques en Europe

FRANCFORT

La coopération économique entre certains pays de la CEE « semble à nouveau être menacée », estime la Bundesbank dans son rapport mensuel paru lundi 23 juillet. L'augmentation du déficit budgétaire et l'existence de taux d'inflation supérieurs à 5 %, voire à 10 % dans certains pays, sont interprétées comme des signes inquiétants par la Bundesbank. « La réduction de ces divergences dans les objectifs économiques est le seul moyen pour parvenir à une zone unifiée en Europe » qui soit aussi une Communauté de la stabilité, précise le rapport qui déplore, par ailleurs, l'existence de taux d'indébit « contre nature » dans certains pays. Dans la plupart des cas, d'importants ajuste-

ments seront donc nécessaires avant qu'une adhésion au système de change européen soit possible, précise la «Buba».

Concernant l'union économique et monétaire avec la RDA, la Bundesbank met en garde contre des augmentations de salaires trop importantes dans l'autre Allemagne, particulièrement si elle ne s'accompagne pas d'augmentation parallèle de la productivité. Prenant le contrepied des revendications actuelles, la Bundesbank préconise le maintien de différences salariales importantes en RDA, au moins pendant une période transitoire, afin de préserver la compétitivité des entreprises est-allemandes et de réduire le chômage.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

Passant des entrepôts au luxe

Le groupe de M. Alain Mallart rachète Ted Lapidus

Finances et paillettes : avec l'annonce que quelques heures avant son départ de haute couture d'un changement d'actionnaire, la maison Lapidus illustre une nouvelle fois cette alliance devenue classique dans le monde des affaires.

La Compagnie financière Alain Mallart a annoncé le 23 juillet qu'elle prenait le contrôle de Lapidus par l'intermédiaire de HAMLET (Holding Alain Mallart LUXE esprit et tradition), déjà propriétaire avec un château de Listrac de 63 hectares de vignoble bordelais. Mais pour cette incursion dans le monde du luxe, M. Alain Mallart n'avait pas jugé bon d'interrompre sa cure de thérapie à Biarritz pour participer aux mondanités que constituait la défilé des modèles créés par M. Olivier Lapidus au palais de Chaillot.

Ce personnage quadragénaire, férù de sociologie, a, il est vrai, une réputation d'atypique. « Il fait partie de ces jeunes entrepreneurs doués pour la finance sur lesquels les avis sont partagés. Il agit vite et quelquefois sans consulter ses conseillers. Comme tous les fonceurs, il prend des risques », résume un banquier.

La constitution de son groupe est une illustration de sa rapidité. Le chiffre d'affaires géré par Novalliance, créé en 1983, est passé de 3 milliards de francs en 1988 à 8 milliards en 1989. Il ambitionne 10 milliards de francs en 1992. Le résultat net atteint 250 millions de francs. Se voulant « un des acteurs essentiels des mutations qui s'amorcent dans le domaine des services », M. Alain Mallart construit « un grand ensemble dans le domaine des services du tertiaire supérieur », dans les secteurs des transports, de la distribution et de l'emballage.

« Des choses folles avec des gens raisonnables »

Au cours des derniers mois, M. Alain Mallart a réalisé deux grosses acquisitions : prise de contrôle de Garonor (83 hectares de terrains en région parisienne et 400 000 m² d'entrepôts) et du transporteur Mory (5 milliards de francs de chiffre d'affaires). Pour cette dernière société, il a déboursé seulement 250 millions de francs pour l'acquisition de 23 % du capital. Mais il s'est assuré une option ferme sur la majorité de Mory valable jusqu'en janvier 1992.

« Je fais des choses folles avec des gens raisonnables », dit M. Mallart pour justifier les 80 millions de francs que lui coûte son entrée dans Lapidus. Cette acquisition est le résultat d'une rencontre entre lui-même et M. Franz Bräha, PDG de Paris Eco, qui avait entrepris la relance de la maison Lapidus rachetée en mars 1989.

Depuis cette date, M. Bräha a réconcilié Ted et Olivier, un père et un fils aux relations orageuses (le Monde du 28 mars 1989), restauré l'image de Ted et lancé Olivier dans le club prestigieux de la haute couture. Résultats : de 88 millions de francs de pertes en 1988, Lapidus est passé à 1,4 million de francs de bénéfices en 1989 pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs avec le produit des licences.

Le chiffre d'affaires de la boutique parisienne de la rue François-1^{er} est passé de 3,8 millions de francs à 8,7 millions de francs. Il n'empêche que M. Franz Bräha, qui s'était fortement endetté pour réaliser cette acquisition, avait besoin d'argent frais pour poursuivre ce développement. Avec les 80 millions de francs qu'il apporte, M. Mallart y parvient. Et le jeune loup des affaires saisit ainsi l'occasion de montrer qu'il pourrait bien être un nouvel intervenant sur la scène du luxe.

FRANÇOISE CHIROT

502 من الاجل

هكذا من الاجل

ÉCONOMIE

Les velléités d'indépendance du Kazakhstan

Suite de la première page

Les mêmes réunions se succèdent dans les mêmes bureaux qu'à Moscou. Une différence, générosité du climat oblige, des coupes de fruits abondent sur les tables, en plus des traditionnelles bouteilles d'eau minérale.

L'histoire de l'URSS marque profondément celle du Kazakhstan. La collectivisation des années 1930 a pris ici la forme d'une sédentarisation forcée des nomades Kazakhs. Elle devait coûter la vie, dit-on, à un tiers des habitants de la région. C'est ici, à Karaganda, que Soljenitsyne a été interné. C'est ici, encore, sur ce territoire cinq fois plus grand que la France, que se sont concrétisés des projets économiques mégalomanes, comme la célèbre conquête des terres vierges lancée par Khrouchtchev après 1954, avec un premier secrétaire qui localement n'était autre que Leonid Brejnev. Après des succès éphémères, cette conquête tourna au désastre écologique. C'est ici, toujours, que l'on a détourné des fleuves pour cultiver le coton, contribuant à rayer de la carte la mer d'Aral. Le Kazakhstan apporte sa contribution à la politique nucléaire du pays en abritant le principal site d'essai des bombes. Après les accords de réduction des armements, c'est ici que les missiles SS 20 ont été détruits.

Aujourd'hui, « trop c'est trop », entend-on couramment dans la bouche des Kazakhs. La république en a assez de voir Moscou exploiter sans précaution ni dédommagement ses ressources naturelles; elle entend jouer

enfin entièrement de ses biens. Les statistiques centrales affirment que le Kazakhstan reçoit une dotation annuelle de Moscou de 2 milliards de roubles. Si sa production était calculée aux prix mondiaux, elle devrait en recevoir 6 à 7 milliards. Sur les ressources totales de l'URSS, « de 30 % à 65 % des métaux non ferreux, 20 % de la houille et du charbon, 30 % de la viande de mouton et de la laine, 20 % du minerai de fer proviennent de notre république », énumère M. Nazarbaev, le président de la République. « Avec de telles richesses, nous devons assurer le bien-être de ceux qui vivent ici ! » Les réserves de pétrole - 1 milliard de tonnes à Tengiz, et de nombreux sites géologiques intéressants - suscitent un grand espoir pour les étrangers et surtout pour la population locale.

« Notre patience a des limites »

Mais la route vers la prospérité est longue. Il faut à la fois obtenir l'autonomie, réparer les dégâts de la gestion soviétique et lancer les bases d'une économie de marché. Les responsables locaux ne reculent pas devant la tâche. Le Kazakhstan a été l'une des premières républiques à adopter un projet de loi sur l'indépendance économique et entend l'appliquer dès qu'un nouveau « traité de l'Union » aura été voté à Moscou. Concrètement, cela signifierait que « Moscou aura des compétences qui lui seront déléguées à titre volontaire, comme la responsabilité sur

les questions de défense, d'aérospatiale, de communications, de transport, d'énergie ». Autant de chapitres qui, selon M. Nazarbaev, doivent rester en « possession commune ».

En revanche, les entreprises doivent devenir indépendantes; elles conserveraient 30 % de leurs profits, pour le reste 30 % irait dans les caisses de la république, et 20 % dans celles de l'Union. En apparence, tout est donc prometteur et alléchant pour les hommes d'affaires étrangers. Le Kazakhstan entend, bien sûr, gérer

Occidentaux n'ont pas été longs à déceler les aspirations nouvelles des Kazakhs. La France a créé une société, Epan-Kazakhstan (2), pour la promotion des échanges. Les Américains, encouragés par l'accord signé récemment avec Chevron (3) fréquentent assidûment les couloirs des ministères d'Alma-Ata. Il y a quelque temps, la capitale accueillait 50 industriels spécialisés dans le design venus d'Ouzbékistan. Les grands projets fleurissent. On discute d'une liaison aérienne directe Paris-Alma-Ata qui pourrait



lui-même ses devises étrangères. Mais Moscou ne l'entend pas pour l'instant de cette oreille.

Le président de la République est formel : avant la fin de l'année, le Kazakhstan aura gagné sa souveraineté totale, car « Moscou doit comprendre que notre patience a des limites ». La population n'est pas aussi enthousiaste, elle qui a vu au cours des dernières décennies les projets de réforme se multiplier, sans résultats concrets. « L'indépendance, on l'aura peut-être au siècle prochain », lance en anglais un « cadre » d'Alma-Ata.

« Le siècle prochain », il est vrai, n'est que dans dix ans. Les investisseurs potentiels s'y préparent. Les

faciliter par exemple l'accès à une future station de ski pour touristes de l'Ouest.

A la recherche de solutions

Mais le terrain de la nouvelle économie est encore loin d'être prêt. Pour l'instant, les responsables de la République songent bien à céder les parts de quelques entreprises à leurs salariés, ou à louer de petites entités à des familles, mais ils estiment prématurée l'introduction de la propriété privée, sous prétexte que « nous n'avons personne pour racheter les entreprises ». M. Nazarbaev estime que le plan de

M. Rykov, présenté en mai dernier et refusé par le Parlement, qui devait organiser la transition vers une économie de marché planifiée, est satisfaisant. Le « centre » doit conserver, selon lui, une partie des ressources afin de veiller au développement social harmonieux de la fédération.

Entre les Kazakhs qui, comme M. Nazarbaev, soutiennent à fond la perestroïka, ceux qui rêvent de la création d'une nation kazakhe, et l'élite russe qui redoute de se voir voler son « marché », les aspirations sont très différentes. M. Nourouchev, responsable des relations économiques extérieures au conseil des ministères de la République, d'origine russe, lâche, aigri, à ses visiteurs occidentaux : « On sait que le pétrole, c'est la seule de nos ressources qui vous intéresse ».

Depuis le soulèvement nationaliste de décembre 1986, les émeutes sont moins fréquentes qu'ailleurs, en Asie centrale. Mais le problème ethnique est loin d'être réglé.

Pour sortir de l'actuelle impasse, les solutions proposées sont rares. Un exemple, le problème de la mer d'Aral. Les récits dramatiques sur les populations contaminées par les émanations mortelles de produits chimiques ne manquent pas. On offre même des souvenirs en suc lapidés « la mort de la mer d'Aral » et représentant une petite lame bleue au milieu d'une vaste tache blanche (de sel). Mais on reste muet sur le nombre véritable de victimes, sur les projets de réaménagement, ainsi que sur les solutions écologiques.

Un poète local nommé à la tête du comité de sauvetage de la mer d'Aral reconnaît, dans un russe très approximatif, qu'il a très peu de contacts avec les responsables d'Ouzbékistan, l'autre république concernée par le même problème. Sur l'une et l'autre des rives, on avoue que le projet de détournement de la rivière Ilich n'est pas

encore officiellement abandonné et que plusieurs solutions sont toujours à l'étude. A Moscou, on lance des concours sur le meilleur projet de convertibilité du rouble. En Asie centrale, on en fait de même avec le sauvetage de la mer d'Aral. Pendant ce temps, le désastre s'étend. On commence aujourd'hui à parler de la contamination du lac Balkhash. De même, malgré les histoires de villages provisoirement évacués ou de chèvres ayant perdu leur toison, les essais nucléaires se poursuivent sur le site de Semipalatinsk.

Alors, tout le monde rêve. Les Occidentaux, d'un pays riche en devises - grâce à ses ressources pétrolières - loin des tourments de la capitale de l'URSS. « On revient désespéré de chaque voyage à Moscou. Ici, c'est différent », dit avec enthousiasme un industriel français. Les nationalistes kazakhs, d'une république enfin libérée de la tutelle russe. Les « ecologistes », d'une nouvelle propriété, au sein d'une fédération des républiques soviétiques différentes, où le « centre » ne serait plus tout-puissant, mais préserverait leur pouvoir. Le Kazakhstan est à la recherche d'un fragile équilibre. L'accélération de l'histoire soviétique lui laissera-t-elle le temps de l'atteindre ?

FRANÇOISE LAZARE

(2) Sous l'égide de la chambre de commerce franco-soviétique, et en accord avec la chambre de commerce et d'industrie du Kazakhstan, l'association Epan-Kazakhstan a été créée par M. Pierre Méral, groupe des entreprises françaises (Alcan, Centrocim, Saur, etc.), et M. Nazarbaev, président de la République kazakhe.

(3) A l'occasion de la visite de M. Mikhail Gorbatchev à Washington, Chevron a annoncé la signature d'un accord de principe portant sur l'exploration et l'exploitation de pétrole sur le champ de Tengiz (le début du 5 juin).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENERALI

COMPTE RENDU 1989

(en milliers de \$US) *	1989	1988
Primes brutes	4.333.452	3.931.987
Primes cédées	- 584.094	- 545.927
Primes nettes	3.749.358	3.386.160
Revenus nets des placements	857.444	726.316
Intérêts techniques servis à la Branche Vie	- 461.186	- 374.549
Résultat de la gestion technique	- 139.964	- 81.766
Profits et charges diverses	4.440	- 35.740
Résultat des activités ordinaires	260.724	231.261
Profits sur cessions de titres et d'immeubles	179.380	152.647
Moins-values sur dépréciation de titres	- 62.279	- 50.067
Impôts	- 70.721	- 66.168
Résultat des autres produits et charges	46.380	36.412
Bénéfice de l'exercice	307.104	267.673

* On a converti tous les chiffres au change Lire/Dollar 1.570,2.

- Le chiffre d'affaires réalisé par la Compagnie en 1989 s'élève à 4.333,5 millions de \$US (+14,1% par rapport à l'année précédente à taux de change égal), dont 1.869,7 millions pour la Branche Vie et 2.463,8 pour les Branches Domages.
- Le total des placements est de 11.242,7 millions de \$US soit une augmentation de 12,8%.
- Les revenus nets des placements ont atteint 857,4 millions de \$US soit une augmentation de 18,1% le taux moyen de rendement ressort à 8,1%. Les profits réalisés ont atteint 135,1 millions sur les ventes de titres, 51,3 millions sur les ventes d'immeubles.
- Le bénéfice de l'exercice s'élève à 307,1 millions de \$US (+14,7% par rapport à l'année précédente); de ce profit, un montant de 169,2 millions de \$US a été affecté aux réserves, dont 99 millions à la « Réserve extraordinaire ».
- Les participations détenues dans les sociétés d'assurances ont été réévaluées pour un montant de 70,9 millions de \$US, qui a été attribué à la réserve correspondante.
- Bénéfice par action (\$US) 1989 1988
- Bénéfice (A) 0,379 0,303
- Dividende (B) 0,276 0,280
- B/A (pour cent) 48 51
- Le patrimoine net, y compris le bénéfice de l'exercice, a atteint 2.642 millions de \$US soit une augmentation de 25,1 millions par rapport à l'exercice précédent.
- Le dividende par action est de 0,276 dollars avec une hausse de 6,1% sur 1988.
- L'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social de 1.000 milliards de lire à 1.186 milliards de lire moyennant l'émission d'actions gratuites qui seront attribuées aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour dix actions anciennes. Les actions nouvelles seront émises avec jouissance au 1.1.1990.
- L'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé la fusion de la filiale lausannoise Generali S.p.A. détenue entièrement par la Société mère, par voie d'absorption dans Assicurazioni Generali S.p.A.

Direction Centrale à Trieste (Italie)

 **GENERALI**
Assicurazioni Generali

BILAN CONSOLIDÉ 1989

ACTIF (en milliers de \$US) *	1989	1988
Immeubles et entreprises agricoles	4.077.587	3.829.477
Titres à revenu fixe	13.758.079	12.021.529
Actions et participations	4.338.287	3.765.164
Prêts	1.360.100	1.174.279
Dépôts de réassurance	508.616	507.813
Dépôts bancaires	1.122.940	951.839
Débiteurs et autres actifs	3.204.093	2.394.535
	28.890.007	25.134.636
PASSIF (en milliers de \$US) *		
Provisions techniques	21.806.247	19.069.716
Dépôts de réassurance	242.084	217.639
Autres passifs	2.062.998	2.012.793
Quote-part des tiers	409.837	349.878
Patrimoine net	3.417.314	3.082.786
Bénéfice de l'exercice	451.517	401.824
	28.890.007	25.134.636

- Sont pris en compte les résultats de 63 Compagnies d'Assurances opérant sur une quarantaine de marchés (y compris 7 Sociétés Europ Assistance), 21 Sociétés Financières, 28 Banquiers et 3 agricoles, dans lesquelles la Société mère détient directement ou indirectement une participation supérieure à 50%.
- Les primes brutes ont atteint 4.333,5 millions de \$US (+14,1%), dont 3.265,5 millions pour la Branche Vie et 1.068 millions pour les Branches Domages. La répartition géographique est la suivante: Italie 37,3%; autres pays de la CEE 41%; Europe hors CEE 17,3%; pays extra-européens 3,2%.
- Le total des placements est de 11.242,7 millions de \$US (+12,8%).
- Le revenu des placements est de 1.559 millions de \$US (+14,7%) dont 84,3% provenant des titres à revenu fixe, 15,5% des biens immobiliers, 3,5% des actions et participations, 4,8% des dépôts bancaires et 6,6% d'autres formes d'investissements.
- Les provisions techniques nettes s'élèvent à 21.806,2 millions de \$US (+14,4%).
- Le patrimoine net est de 3.417,3 millions de \$US, dont 90,7% reviennent à la Compagnie et 9,3% représentent la quote-part des tiers.
- L'exercice présente un bénéfice de 451,5 millions de \$US (+13,4%) qui est obtenu de la façon suivante:

(en milliers de \$US) *	1989	1988
Bénéfice de la Compagnie mère	307.104	267.673
Bénéfices des autres Compagnies	279.003	231.578
Ajustements des consolidations	- 68.705	- 33.536
Bénéfice total	517.402	495.715
Intérêts minoritaires	- 58.386	- 48.738
Bénéfice de l'exercice	459.016	446.977

Le Groupe Generali opère en France au travers de La Concorde, la Compagnie Continentale d'Assurances, Generali France, La Fédération Continentale, L'Équité, l'Européenne de Protection Juridique, Europ Assistance et la Lubeca.



COMMUNICATION

Choc des images poids des truquages

Suite de la première page

Ils le furent en effet. Contacté par le journaliste Denis Vincent, responsable de l'association « Les cataphiles associés » accepta d'organiser tout exprès pour la télévision plusieurs de ces spectacles et cérémonies étranges qu'il affirme donner à l'occasion, moyennant un dédommagement de 10 000 francs. La caméra put à son aise filmer, faire rependre et répéter, accumuler les plans séquences (action de face, puis de profil) sous l'œil ravi et complaisant des cataphiles transformés en figurants. Va donc pour ce défilé genre Ku Klux Klan, un spectacle post-apocalyptique avec des guerriers issus de Highlander, un concert de musique industrielle et un spectacle pornographique, annoncés, d'ailleurs à l'antenne par un Bertolino devenu très bavard... pour maintenir son audience après la publicité. Horreur garantie et suspense assuré.

Réalité? Fiction? Denis Vincent est obsédé de la question. « Réalité, dit-il. Rien n'a été inventé. Rien ne s'est fait devant la caméra qui ne se fasse quand elle n'est pas là. Nous n'avons opté pour ce type de reconstitution que pour une commodité de tournage. Je voudrais vous voir filmer dans les égouts et à plusieurs mètres sous terre! » En fait, à Paris, les scènes en question furent tournées dans les anciennes carrières de Meudon. Un commentaire ambigu évoquait « la banlieue parisienne »; le spectateur lui, situait forcément l'action à Paris. Et, tout bien réfléchi, Vincent lui-même n'a jamais vu de ses propres yeux les spectacles (défilé nazi, réunion d'un groupe appelé Sécurité...) dont il a pourtant filmé la « reconstitution ». « Mais j'ai eu des témoignages, dit-il, et je possède des tracts qui prouvent leur existence ».

Toutes ces questions donnent à Bertolino le sentiment d'une grande incompréhension et d'une méconnaissance de la télévision. « C'est ignorer nos contraintes, gronde-t-il. On ne peut pas s'abriter derrière des mots pour évoquer

une scène : il nous faut la montrer. Et, si possible, avec de belles images... Que faire alors quand le calendrier d'un reportage ne coïncide pas avec l'événement ou quand le cadre d'une action complexe singulièrement le tourmente? S'adapter, composer. Ne jamais inventer mais tout faire. La forme ne doit pas être dissociée du fond. Et dans un reportage léger comme celui-là, la forme, c'est vrai, domine le fond ».

Ex-grand reporter pour la chaîne américaine CBS, aujourd'hui l'un des responsables des reportages sur la 5, Alain Debos est en total désaccord avec ce discours sur la forme. « Un journaliste est un témoin, dit-il. Il montre un événement ou il en recueille les témoignages; en aucun cas il ne l'organise ou ne cherche à le reconstituer, fût-ce avec les mêmes participants. Comment croire que les comportements sont les mêmes quand la scène est jouée uniquement pour les caméras? Il nous faut des images-vérité - justes, elles imparfaites - pas des images préfabriquées ».

Des sujets de plus en plus scénarisés

Même écho à A2, où Paul Nahon, producteur du magazine hebdomadaire « Envoyé spécial », pourtant diffusé à 20 h 30, exprime sa méfiance envers des sujets de plus en plus scénarisés, destinés à attirer le public avec les ingrédients d'une fiction. « La multiplication des magazines a créé le show-business de l'information, dit-il, et tout sujet propre à récolter de l'audience semble désormais le bienvenu - le sexe, la prostitution, les skins, les eunuques - sans qu'on se demande si le thème mérite vraiment cinquante-deux minutes. Où va-t-on? Les magazines deviennent des clips, les journalistes transforment l'information en spectacle ou la scénarisent comme une fiction... On nous a proposé, il y a peu, un reportage inouï sur un travesti du Bois de Boulogne. Un portrait intimiste bouleversant, presque parfait... si ce n'est que tout était

scénarisé. Jusqu'aux dialogues du travesti, qui, eux aussi, avaient été écrits... »

Emotion garantie. La concurrence, la difficulté du marché des informations, incitent les petites agences à miser de plus en plus sur le sensationnel, pour attirer l'attention des chaînes. « C'est une tendance », note Paul Nahon, convaincu pourtant par le courrier d'« Envoyé spécial » des attentes du public pour des sujets plus quotidiens ou plus ardu.

Michèle Cotta, directrice de l'information sur TF 1 et productrice du magazine « Reportage », ne partage pas ce pessimisme; mais, elle aussi, se méfie de la frontière, parfois ténue, entre l'information et la fiction. « Tout est affaire de mesure et de rigueur intellectuelle, déclare-t-elle. Ce qui importe, c'est de ramener des images qui témoignent, avec le plus de vérité possible, d'une réalité. Je me méfie du mélange des genres. Mais comment donner tort à ce journaliste qui, traitant des problèmes de la rentrée universitaire et tombant, exceptionnellement, sur un amphithéâtre peu rempli, avait attendu pour filmer que d'autres étudiants acceptent de s'y entasser, donnant ainsi à l'endroit un aspect artificiel ce jour-là, mais conforme à la réalité des autres jours? »

ANNICK COJEAN

Le CSA juge l'audiovisuel public

Un bilan « globalement positif » pour Radio France, RFI et RFO

Globalement positif : tel est le bilan que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a dressé le 23 juillet de l'activité de Radio-France, Radio-France Internationale (RFI) et Radio-France Outre-Mer (RFO) en 1989.

En ce qui concerne Radio-France, le CSA souligne avec satisfaction la conformité de la société « aux obligations de son cahier des charges » et à « ses missions de service public », tout en souhaitant que Radio-France accentue son effort de promotion de ses programmes. S'il salue les changements de la grille de l'information à France-Info touchant notamment à la tranchée du matin, le CSA regrette que, dans le domaine de la création radiophonique, la station ait moins commandé d'œuvres musicales à des compositeurs français (47 commandes contre 57 en 1988, dont les trois quarts à des Français). Une baisse qui avait provoqué une vive polémique entre certains milieux musicaux et M. Claude Samuel, directeur de la

musique à Radio France (le Monde du 27 juin).

Les « sages » regrettent aussi la baisse sensible du volume des œuvres de fiction de France-Inter faisant appel à des comédiens. Prenant en compte l'augmentation du temps d'antenne de Radio-Bleu (sept heures quotidiennes de plus), le CSA note surtout la progression de l'audience de France-Info en six mois (2,5 % en septembre 1988, 4,5 % en mars 1989), ce qui limite l'incidence de la baisse d'audience de France-Inter, ainsi que la mise en service sur TDFI des programmes radiophoniques « Hector » et « Victor ».

RFI, comme Radio-France, devra aussi faire davantage la promotion de ses programmes. Mais le CSA note avec satisfaction que RFI a développé sa diffusion en 1989 (856 heures hebdomadaires en langue française, 260 heures en onze langues étrangères) et que la station a continué d'étendre de manière significative sa couverture vers l'Asie, l'Afrique, l'Europe et

l'Amérique, en recourant au câble et au satellite.

Le conseil dresse un bilan plus nuancé de RFO. Si, avec 5,5 millions de francs d'excédent, les résultats financiers de la société sont satisfaisants, des efforts sont encore nécessaires sur le plan de la programmation. Les « sages » souhaitent notamment que la production locale en télévision, qui ne représente que 8,5 % du temps d'antenne, soit renforcée et qu'une plus grande place soit accordée aux langues régionales, aux émissions pour la jeunesse et aux fictions.

Le CSA estime aussi nécessaire une augmentation du temps d'antenne et recommande une reprise « plus complète » des programmes d'Antenne 2 sur le deuxième canal. Mais le conseil renvoie aussi la balle dans le camp du gouvernement en demandant une modification du cahier des charges de RFO sur la publicité, la diffusion du cinéma et les émissions d'expression directe émanant des partis et syndicats.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UAP

SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	UAP AL.T.O. (1)	UAP MOYEN TERME	UAP PREMIÈRE CATEGORIE (1)	UAP AL.T.P. (1)	UAP ACTIONS FRANCE (1)	UAP ACTIONS SÉLECTIVEMENTES (1)	UAP AÉDIFIATION (1)	UAP INVESTISSEMENTS
Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations
Orientation	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations
SITUATION AU 30 juin 1990								
- Nombre d'actions en circulation	14.452.787	4.452.741	42.970	5.330.333	2.579.298	1.923.977	6.202.730	3.366.487
- Actif net total (en millions de F)	2.372	498,48	438,19	1.011,50	1.361,34	1.257,53	3.948,21	1.591,79
- Réparti comme suit :								
a) France :								
- obligations classiques	69,85 %	32,22 %	65,68 %	42,83 %	10,43 %	11,52 %	20,63 %	12,76 %
- obligations convertibles	néant	néant	néant	0,24 %	3,76 %	4,11 %	1,19 %	3,71 %
- actions	13,80 %	néant	néant	néant	63,25 %	40,22 %	64,96 %	36,02 %
- titres de créances négociables	13,80 %	59,41 %	24,17 %	13,71 %	17,48 %	8,51 %	5,93 %	3,18 %
- titres participatifs	3,71 %	néant	néant	2,37 %	1,30 %	1,40 %	néant	2,62 %
b) Étranger : actions et obligations	0,42 %	néant	néant	29,50 %	néant	27,41 %	3,44 %	4,61 %
c) Intérêts courus	3,68 %	4,30 %	5,49 %	3,34 %	0,67 %	0,67 %	1,09 %	0,52 %
d) Disponibilités + SICAV trésorerie + autres emplois	3,54 %	4,07 %	4,66 %	8,01 %	3,11 %	8,16 %	2,77 %	4,58 %
- Valeur liquidative de l'action (en F)	157,19	111,78	10.197,76	189,78	537,24	653,61	636,53	472,84
PERFORMANCES AU 30 juin 1990								
(dividende net réinvesti lors du détachement) Gain total :								
- sur une période de 5 ans (depuis le 30.06.85)	+ 63,33 %	néant	+ 50,06 %	+ 44,00 %	+ 155,88 %	+ 105,91 %	+ 97,22 %	+ 72,05 %
- sur une période de 10 ans (depuis le 30.06.80)	+ 227,53 %	néant	néant	+ 339,44 %	+ 555,06 %	+ 507,94 %	+ 449,83 %	+ 346,10 %

(1) Changement de dénomination décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire de mars 1990. Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS Tour Voltaire 1 Place des Degrés Cedex 58 92059 PARIS LA DÉFENSE (Tél. 49.07.50.50) et dans ses diverses agences

Vrais et faux sondages à la télévision

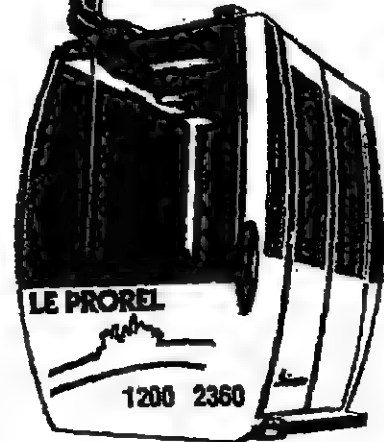
Il y a quelques mois, M^{me} Catherine Tasca s'était émue de la prolifération de sondages par Minitel ou téléphone dans les émissions de télévision. Sondages qui, comme celui des journaux quotidiens de la Cinq, donnent l'opinion des téléspectateurs volontaires mais non celle d'un échantillon représentatif de la population.

Saisi, le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de rendre son verdict. Les chaînes devront désormais « rappeler clairement et systématiquement que le résultat affiché ne présente pas les garanties scientifiques d'un sondage et ne peut prétendre exprimer l'opinion du public ». Elles devront, en outre, indiquer le nombre d'appels reçus.

A BRIANÇON

LA VILLE QUI GRIMPE

On peut le faire



On peut s'éclater,
BRIANÇON

LA MONTAGNE,
LE SKI
ET LA VILLE

Où peut-on, A LA FOIS,
pratiquer TOUS les sports
d'hiver et d'été de la montagne,
de 1100 à 4100 mètres,
en profitant de tous les
équipements sportifs, culturels,
sociaux et commerciaux d'une
VRAIE VILLE, animée tout au
long de l'année ? ...

On peut respirer,
BRIANÇON

UN CLIMAT EXCEPTIONNEL,
un air d'une extrême
pureté... Ceux qui souffrent
de l'asthme ou d'affections
bronchiques peuvent y re-
vivre, étudier ou travailler
normalement, faire du sport,
s'épanouir.
Où rencontre-t-on des ma-
lades respiratoires devenus
des sportifs de haut niveau ? ...

On peut investir,
BRIANÇON

à 100 km de TURIN et de
GRENOBLE ; une vaste zone
d'activités, des ateliers-relais,
un soutien efficace aux créa-
teurs d'entreprises.
Le pôle technologique de la
haute-montagne accueille et
accompagne les initiatives
performantes dans tous les
domaines.
Où peut-on entreprendre dans
un cadre aussi tonique pour
l'encadrement et le per-
sonnel ? ...

On peut travailler !
BRIANÇON

LE RUBAN BLEU DU
DEVELOPPEMENT en haute-
montagne. Une population en
forte croissance, des logements
neufs au cœur de la ville, une
économie qui bouge, un
environnement exceptionnel
préservé.
A ceux qui ont des références,
la volonté d'aller de l'avant et
de travailler en équipe, nous
proposons aujourd'hui 13
postes de responsabilité au
service du Briançonnais et de
son développement.
(Voir rubrique « offres d'emplois »)



HAUTES ALPES
LES ALPES VRAIES

A BRIANÇON

LA PLUS HAUTE VILLE D'EUROPE

VENEZ VIVRE PLEINEMENT

CONTACT

MAIRIE, LES CORDELIERS 05100 BRIANÇON - SERVICE RELATIONS PUBLIQUES - Tél: 92 21 18 44 - Fax: 92 20 38 30



هكذا من الاجل

VIVEZ LA PASSION EN TEMPS REEL.

Groupe SILICOMP

est la holding de OMNIS, SILICONE, PERIPHERIQUE ASSISTANCE, GEX INFORMATIQUE.

Notre implantation est nationale, et notre croissance forte. Nos domaines de compétence tournés vers l'avenir sont : le développement de matériels et logiciels, la formation dans l'informatique scientifique, industrielle, et Temps Réel.

Pour poursuivre leur expansion française et internationale, les sociétés du groupe recrutent des femmes et des hommes mobiles et à fort potentiel pour Grenoble, Paris, Marseille, Ferney Voltaire.

JEUNES INGENIEURS

Vous avez une formation grandes écoles (Supélec, Sup - oéro, Telecom, Ensimag, Enserg...) spécialisée en informatique Temps Réel, vous êtes créatifs et enthousiastes, responsables et ouverts aux autres.

Vous trouverez chez SILICOMP la puissance d'un groupe, la responsabilisation et la formation qui vous permettront d'épanouir vos talents dans le développement de logiciels et de matériels, pour des projets de réseaux industriels et d'informatique Temps Réel.

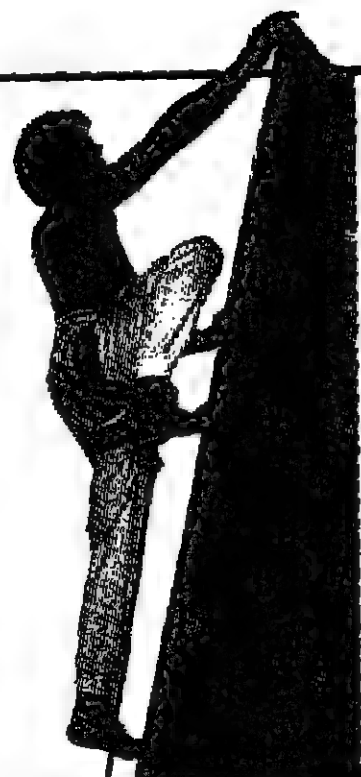
Vous êtes débutants ou bénéficiez d'une première expérience (1 à 3 ans), sur les standards de l'industrie (systèmes Unix, VMS - moniteurs PSOS, VRTX - réseaux MAP - langages C, ADA), ou en développement de matériel.

CHEF DE PROJETS

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles, confirmé par 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, vous a permis de mettre en pratique vos connaissances en informatique Temps Réel, en réseaux industriels ; vous êtes passionnés d'Unix. Vous voulez évoluer comme le leader et le dynamiseur de nos équipes de développement.

VEENEZ NOUS REJOINDRE

VOUS BENEFICIEREZ D'UNE REMUNERATION MOTIVANTE ET D'UNE CARRIERE ASCENDANTE DANS UN GROUPE EN PLEINE CROISSANCE. SI COMME LES NOTRES, VOS AMBITIONS SONT TOURNEES VERS L'AVENIR, VEENEZ VIVRE LA PASSION EN TEMPS REEL.



Veillez faire parvenir vos candidatures écrites à :

Groupe SILICOMP
Brigitte ROLLAND
17, chemin des Prés
38240 ZIRSTHEIM
Fabienne PREVEY
36, rue des Eclats Généraux
78000 VERSAILLES

GROUPE
SILICOMP

La Direction de l'Organisation et de l'Informatique du Crédit du Nord se renforce pour mettre en œuvre des nouveaux projets liés à sa stratégie de développement en France et à l'étranger.

EN AOÛT, PRENEZ DE L'AVANCE SUR VOTRE CARRIERE

Des structures souples et décentralisées, une productivité accrue, des services diversifiés et créatifs permettant une relation étroite avec tous les clients de la banque..., autant de réalisations qui font aujourd'hui du Crédit du Nord une entreprise profitable et performante, disposant des meilleurs atouts pour l'avenir. Associée à toutes ces mutations, la Direction de l'Organisation et de l'Informatique a mis en œuvre les moyens techniques et les outils les plus avancés du secteur bancaire (plus de 7000 micro-ordinateurs multifonctions connectés en 600 réseaux locaux reliés à un grand site central compatible IBM). Pour poursuivre cette politique d'innovation, elle souhaite intégrer des

JEUNES INFORMATIENS

Ingénieurs Débutants ou Première Expérience

Les missions qu'ils prendront en charge dans les différents Départements (Système, Architecture, Applications) leur permettront de découvrir les activités de la banque tout en exerçant des activités opérationnelles. Elles les prépareront à leur futur métier de "banquier" et à une carrière très ouverte au sein du Crédit du Nord. Les candidatures (lettre, C.V. et photo) sont à adresser, sous la référence CDN/07/90, à Alain de Bejarry.

Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

Direction du
Développement
du Personnel
50, rue d'Anjou
75008 PARIS



JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

Grandes Ecoles

"Nous avons enfin eu le rendez-vous tant attendu avec cette société de conseil informatique de 200 personnes. Quand nous sommes allés visiter leurs bureaux, nous avons d'abord été étonnés par l'impression de saine émulation qui y régnait. Il faut le voir pour le croire. Cent trente ingénieurs en action : les uns élaborant des modèles financiers de gestion bancaire d'une grande banque ou bien testant les performances de la dernière version de l'atelier de génie logiciel commercialisé par la société ; les autres concevant la maquette d'un système expert intégré à l'informatique de gestion d'une entreprise ou bien adaptant le système maison de gestion automatisé des appels téléphoniques pour une importante société de marketing téléphonique. Après plusieurs mois de formation, ces

manient avec passion ces produits novateurs et ces méthodologies performantes. Enfin la surprise a été totale quand on nous a appris que l'ensemble des collaborateurs de cette société jouissait d'une politique de participation aux résultats originale et motivante. Aujourd'hui nous souhaitons compléter ces équipes par de jeunes ingénieurs, futurs chefs de projets. Alors, est-ce bien raisonnable de laisser échapper la possibilité de commencer demain, une carrière pleine d'opportunités ? Vous en doutez ? Alors téléphonez au 42.89.17.06 ou adressez votre dossier de candidature sous réf. 602/M à JFD conseil, 8, rue Saint Philippe du Roule 75008 Paris.

JFD conseil
RESSOURCES HUMAINES

EST-CE BIEN
RAISONNABLE ?

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Responsable informatique

REYNOLDS : vous connaissez la grande marque française d'instruments d'écriture 300 millions de C.A. dont 30 % export, 460 personnes, une solide situation financière. Une informatique en évolution : passage de DPS 4 000 à DPS 7 000 fin 1990. 40 écrans, 12 micros.

Rapportant à la Direction Générale, siège à Valence, vous animez une équipe de 6 personnes dont 3 analystes programmeurs, contrôlez l'exploitation et gérez l'évolution et la cohérence des systèmes d'informations : commercial, production (GPAO), technique (CAO, DAO), gestion financière et comptable.

Dans la trentaine, de formation Ingénieur, MIAGE..., vous maîtrisez les aspects soft et hard, avec une expérience réussie de gestion d'équipes et de projets, de préférence en milieu industriel, une grande qualité de communication avec les utilisateurs. Alors écrivez vite sous Réf. 530.02 M aux Conseils En Recrutement Associés, 1 avenue Georges Pompidou, BP 3211, 69403 Lyon Cedex 03.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



FORMATEUR INFORMATIQUE

Nous désirons approfondir la culture technique de nos collaborateurs afin de favoriser leur autonomie et leur maîtrise de l'outil informatique personnel.

VOS RESPONSABILITES : Orienter les utilisateurs d'outils bureautiques vers les formations externes appropriées ; prolonger et adapter ces formations à leurs activités et leurs besoins.

Assister les utilisateurs dans l'analyse des tâches qu'ils entreprennent au quotidien et leur indiquer comment les outils bureautiques permettent d'y apporter des solutions efficaces.

VOTRE PROFIL : Vous êtes titulaire d'un BTS ou d'un DUT, vous possédez une première expérience de la formation en cabinet ou en entreprise. La maîtrise de l'environnement Macintosh et de ses principaux logiciels sera un atout supplémentaire.

Vous avez de solides connaissances techniques, mais êtes avant tout pédagogue et curieux. Vos capacités d'adaptation et d'analyse, ainsi que votre disponibilité seront déterminantes pour ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous n° 7125 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

SPIE BATIGNOLLES
RECRUTE

CHEF DE PROJET SYSTEME D'INFORMATION DE LA DIVISION GENIE CIVIL

Age : 28 à 40 ans environ

Formation : - Diplôme d'Ingénieur ou d'Ecole de Commerce.
- Bases en informatique.

Mission : - Organiser et mettre en place le nouveau système d'information de la Division Génie Civil.
- A la responsabilité d'une équipe d'informaticiens.

Qualités : - Capacité de comprendre le fonctionnement d'une entreprise.
- Capacité à conduire un projet.
- Possède un sens relationnel éprouvé.

Ecrire à R. VALLAT - Responsable Ressources Humaines
SPIE BATIGNOLLES - Division Génie Civil
Parc St-Christophe
95862 CERGY-PONTOISE CEDEX

AMERICAN EXPRESS FRANCE dans le cadre de sa stratégie de développement recrute

**DES INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX**

Familiarisé avec l'environnement monétique français.

Vous serez chargé de présenter et de promouvoir nos produits et services Paiement électronique auprès de notre clientèle Grands Comptes.

Vous travaillerez en liaison étroite avec les équipes du Département Monétique, les industriels et les Sociétés de service en Informatique.

Vous êtes Ingénieur Grandes Ecoles ou niveau équivalent, parfaitement bilingue anglais ; vos connaissances en informatique et monétique sont vos atouts de réussite. Vos qualités de contact, de rigueur et votre personnalité vous permettront de faire la différence et d'évoluer dans un environnement technologique avancé.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous réf. : 9037 à ANNIE COUTANCEAU, Responsable de Recrutement, AMERICAN EXPRESS CARTE FRANCE, 4 rue Louis Blériot 92500 RUEIL MALMAISON

CARTE AMERICAN EXPRESS
OUI, MERCIINGENIEURS INFORMATIENS OU GENERALISTES
UNIVERSITAIRES 3^e CYCLE SCIENTIFIQUE**EN AOUT
VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS
AVEC VOTRE AVENIR**

Partenaire privilégié des plus grandes entreprises, le Groupe UNILOG (1200 collaborateurs, 13 sociétés) apporte son expérience et son talent dans tous les domaines du Conseil, de l'ingénierie et de l'Expertise Informatique.

Grâce à la formation à l'informatique que nous vous donnons, vous évoluerez dans le monde des techniques avancées et vous partagerez nos réussites et notre développement.

A travers la diversité de nos métiers, vous trouverez l'évolution qui correspond à vos ambitions.

Vous souhaitez en savoir davantage ?
Rencontrons-nous.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence MO/08 à Michel BOUFFARD.

UNILOG - Département Recrutement - 99, Boulevard Pereire - 75017 Paris

Nous sommes l'un des leaders européens des biens d'équipement destinés au tertiaire. Notre stratégie de développement repose sur la recherche de l'excellence en matière de services et de qualité produits, mais aussi sur l'optimisation de notre gestion informatique.

**UNE DES ETAPES CLÉ DE LA MISE EN PLACE
DE NOTRE SCHEMA DIRECTEUR ... LA GPO****INGENIEUR CHEF DE PROJET, SOYEZ EN LE PRINCIPAL ACTEUR****Votre Mission :**

Sous la responsabilité du Directeur Informatique, après analyse de notre environnement, vous prenez rapidement en charge l'ensemble du projet : analyse fonctionnelle, définition et mise en place des solutions optimales.

Cette mission réussie, vous pouvez devenir Responsable d'un groupe d'applications.

Votre profil :

A 30 ans environ, de formation Ingénieur, vous avez au minimum 3 ans d'expérience informatique acquise dans un contexte GPO. La connaissance de l'AS 400 et de MERISE sont des atouts supplémentaires.

Ouverture d'esprit, sens de l'analyse et de la prospective mais aussi qualités de communication et aptitude à l'encadrement vous assurent une belle progression dans notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 184 à notre conseil :

Annick LUCCHINI - INFORAMA Carrières
50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE**INFORAMA**
carrières
la technologie par les hommes**responsable production informatique
d'un site MVS**

Filiale française d'une multi-nationale et leader européen dans notre secteur d'activité, nous restructurons notre informatique supportée par un IBM 3090/MVS-ESA pilotant un réseau de plus de 1 000 terminaux (écrans, imprimantes, micros, AS 400).

Vous reprenez en main vos équipes système et exploitation (30 p. au total), préparez notre déménagement de La Défense à la proche banlieue Ouest, terminez l'industrialisation du centre en faisant évoluer notablement votre outil de production.

INGENIEUR diplômé, vous disposez d'une solide culture technique pour être passé par le système et nous apportez votre expérience opérationnelle de l'exploitation. Une bonne réussite à ce poste vous ouvre une promotion à court/moyen terme.

Ecrivez à notre consultant,
J. THILY (réf. 5837 LM)

« Carrières de l'Informatique »

**ALEXANDRE TIC S.A.**
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES
TOULOUSE - STRASBOURG - BORDEAUX

MEMBRE DE SYNTec



- 4 500 personnes
- 15 unités de production
- CA 2 milliards de francs
- Leader européen du marché du collant
- Filiale de SARA LEE CORPORATION
- 1^{er} groupe mondial dans son secteur

Ingénieur prospective

Intégré à la Direction Etudes et Réalisations Industrielles, vous êtes le coordinateur de la prospective.

Après avoir analysé les systèmes de fabrication en termes de flux de produits et d'informations : vous modélisez, simulez et en déduisez les moyens associés à de nouveaux systèmes de production. Définir les outils de demain, mais aussi les mettre en œuvre, tel est le défi passionnant que vous avez à relever.

Cette mission d'envergure convient à un ingénieur

généraliste grande école. Vous avez une première expérience professionnelle, soit dans une société de services d'ingénierie en productique, soit dans une entreprise fortement automatisée en production.

Le poste est basé à AUTUN (71) dans une région présentant des conditions de vie agréables.

Merci d'adresser un dossier complet à notre Conseil CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon sous réf. S/MO/DI 29.

Discretion assurée. Tél. (16) 80.31.60.75.

DIJON - PARIS

CDPA

LYON - BESANCON

**Responsable
Méthodes Industrialisation
H/F**

AM, INSA, etc...

Proche Lyon

Premier en Europe dans nos spécialités, nous concevons et produisons dans nos 3 établissements (1800 personnes) situés à proximité de Lyon et de Grenoble, des biens d'équipement industriel électromécaniques grandes séries que nous commercialisons (CA 1,5 Milliard de francs) dans 80 pays (80 % à l'export). Au sein d'une unité de 400 personnes spécialisée dans l'Usinage haute précision de pièces mécaniques, cet ingénieur de haut niveau prendra la direction et animera l'équipe (10 pers.) du Service Méthodes Industrialisation. Il orientera la politique d'investissements (Budget de 15 MF), assurera l'entière responsabilité des études, de la conception des procédés de fabrication et du suivi de leur mise en production, stimulera l'évolution des moyens de production par l'amélioration permanente de l'important parc machines existant (Centres d'Usinage C.N., Robots, etc.). Ce poste s'adresse à un ingénieur âgé d'au moins 30 ans, issu d'une Grande Ecole, et bénéficiant d'une première expérience en industrialisation ou en fabrication de préférence dans le domaine de la mécanique. Le candidat retenu est assuré de trouver une équipe soudée, jeune et motivée ainsi que de réelles perspectives de carrière. Anglais souhaité.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 7745 M à : ORION - ADEPT, 31-33 rue de la Baume 75008 Paris.

ADIANI
VIRIVIN
l'homme et l'entreprise**INGENIEURS**

GRANDES ECOLES

UNIVERSITES

A la pointe des techniques d'aujourd'hui, au cœur des techniques de demain, l'ONERA (Office National d'Etudes et de Recherches Aéronautiques) appuie son développement sur un potentiel humain et technologique exceptionnel.

D'ambitieux projets nous conduisent à rechercher des INGENIEURS (Grandes Ecoles - Universités) dans les domaines suivants :

- acousticiens,
- aérodynamiciens,
- aéronauticiens,
- physiciens,
- ingénieurs chimistes,
- ingénieurs électromécaniciens,
- océrodynamiciens.

Débutant ou fort d'une première expérience, vous souhaitez investir vos compétences dans l'un des domaines de la recherche aéronautique (aérodynamique, énergétique, optique, acoustique, électronique, informatique, mécanique des structures, mécanique du vol, expérimentation ou soufflerie).

Vous bénéficiez dans vos travaux du soutien d'équipes de premier plan et d'une puissante infrastructure technique.

Bien sûr, vous partagez avec nous la passion de la recherche.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) à :
ONERA - BP 72 - 92323 CHATILLON CEDEX.**ONERA**

Des Chercheurs, l'Espace Découverte

**CHIMISTES
INGENIEURS COMMERCIAUX**

Filiale française d'un groupe américain spécialisé dans la chimie, nous renforçons notre équipe.

Nous proposons à nos clients, outre les produits, des solutions techniques et une forte assistance.

Chimiste (universitaire ou école d'ingénieur), vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience, nous vous proposons de vous investir dans une entreprise en expansion et de forte notoriété.

Les postes à pourvoir sont basés à Paris, Grenoble, Strasbourg, Lille, Bordeaux.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 55/3797 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Bani - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07**EGOR**

BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDE UNITED KINGDOM

50 من الاجل

هكذا من الاعمال



NOTRE GROUPE
(17.000 PERSONNES
23,6 MILLIARDS
DE FRANCS DE CA)
EST LE LEADER
MONDIAL DU CYCLE
DU COMBUSTIBLE
NUCLEAIRE.
POUR NOTRE SIEGE SOCIAL
DE VELIZY.
NOUS RECHERCHONS
POUR LE SERVICE

PLAN ET ETUDES ECONOMIQUES

3 JEUNES CADRES

Vous participez à l'élaboration des plans pluriannuels et des études qui y sont associées. Vous identifiez et collectez les informations auprès des différents gestionnaires, concevez les programmes informatiques nécessaires (langage APL) ; vous contrôlez la fiabilité des résultats et rédigez les conclusions de ces études.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une formation complémentaire ou une première expérience en gestion (planification, études technico-économiques, gestion industrielle ou de projet).

Vous évoluerez à moyen terme soit vers la responsabilité totale du plan d'une branche, soit vers une fonction technique ou de contrôle de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. JPCO à COGEMA DRS Gestion des Cadres - BP 4 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.

UNE CARRIERE INTERNATIONALE DANS LE RECRUTEMENT CONSULTANT JUNIOR

Dans le cadre de son développement international, notre entreprise pharmaceutique recherche un

Ce poste basé à Paris nécessite de nombreux déplacements à l'international.

Le choix judicieux de vos stages ou de votre première expérience professionnelle montre que vous êtes un passionné des relations humaines et du recrutement.

De langue maternelle anglaise, outre le français, vous parlez l'espagnol et/ou l'allemand.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre manuscrite, CV et photo sous référence 15051 à CONTESSÉ - 38, rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

cegos

Consultants Formateurs en GESTION de PERSONNEL

N° 1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS connaît une forte croissance et propose des postes de Consultants Formateurs à des spécialistes en Gestion et Administration du Personnel. Intervenant en entreprises, vous y mènerez, après les avoir conçues et négociées, des formations-actions, vous élaborerez de nouveaux produits de formation et les animerez. Ces postes conviennent à des diplômés(e) d'études supérieures, ayant une forte expérience de la gestion et de l'administration du personnel. Déjà formateurs, vous êtes motivés par une intégration dans une équipe où votre carrière sera liée à votre dynamisme et à votre créativité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 23846/M à Marie-José FOURNIAT - CEGOS Division Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

PARACELUSUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques à Paris et à Nice et faisant partie d'une chaîne de 65 cliniques, en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 7 000 lits

pour ses implantations en France

UN DIRECTEUR

35-45 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre C.V., photo et vos prétentions à l'adresse suivante : PARACELUSUS KLINIK FRANCE SARL A l'attention du D^r U. SCHLEWING, PDG 19-21, avenue du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY

Journal de l'Ouest

recherche

JOURNALISTE CONFIRMÉ

pour poste à responsabilités.
Bonne culture générale.

Ecrire avec c.v. + photo sous n° 8990 au :
MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Le Monde *des* Secteurs de Pointe

RNIS, TRAITEMENT DU SIGNAL ET D'IMAGE, AUTOMATISME...

c'est dans ces domaines qu'intervient principalement ce cabinet de Conseils en Brevets, à Paris, qui recherche de JEUNES INGENIEURS ELECTRONIQUES

ENST, CENTRALE, SUP'ELEC, ENSI...

intéressés par une responsabilité leur permettant de mettre en valeur l'ensemble de leurs connaissances d'ingénieur. Le complément de formation à la profession de conseil en propriété industrielle sera assuré par le cabinet. Le contexte international impose la pratique de la langue anglaise.

Ecrire sous Réf. 075 LM à Gallos et Associés - Conseil en Recrutement, 116, Champs Elysées, 75008 Paris.

Consultant en recrutement par voie d'annonces

Avec 3 pôles, l'approche directe (TAILLANDIER SEARCH), les métiers de la Banque (FINANSEARCH) et le recrutement par annonces, nous réalisons une croissance maîtrisée sur un marché très actif. Nous recherchons des professionnels du recrutement par annonces, avec au minimum 2 ans en cabinet, ou des professionnels de la vente de services aux entreprises avec 5 ans d'expérience. Si le respect d'une éthique, des équipes gagnantes, une rémunération "incitative", des projets de développement et de partenariat vous attirent, appelez Sylvie Goudet au 42 56 02 28, même au mois d'août, ou adressez votre candidature au 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.



COMMUNIQUER POUR RECRUTER

Voilà le message que notre Jeune Agence veut faire passer dans les entreprises, et pour cela nous recrutons un

JEUNE CHEF DE PUB HF

avec de l'AMBITIONS+

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESB ou équivalent), vous pourrez justifier d'une expérience de 2 ans minimum dans un poste similaire, si possible en agence.

Outre le suivi d'un portefeuille de clientèle, vous aurez en charge son développement. Goût du contact, du terrain et un certain charisme font de vous le candidat recherché.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

AMBITIONS +

208, route de Grenoble - 06200 NICE ou téléphonez à J.-P. BARUCH - 93.18.70.08

Discrétion assurée



13 POSTES DE RESPONSABLES disponibles entre aujourd'hui et la fin de l'année.

Secrétaire Général de la Mairie (cat. 20 à 40.000 hab.).

Direction du Cabinet du Maire

Direction du Centre Communal d'Action Sociale

Direction des Services Sportifs

Direction des Services Culturels

Instituteur (trice) maternel communal

Direction de la Société d'Economie Mixte du Prol (station de sports d'hiver)

Ingénieur Territorial (services techniques)

Direction de l'Antenne Briançonnaise de la Société d'Economie Mixte pour le Développement des Hautes Alpes

Direction de l'Association pour le Développement Economique de la Haute Durance

Direction de l'Association pour la Recherche et le Développement en Montagne

Direction de l'Office Briançonnais du Tourisme

Brigadier, chef du Service de Police municipale

CONTACT ET PROFILS DE POSTES :

SERVICE EMPLOI - LOGEMENT - VILLE DE BRIANCON
MAIRE - LES CORDELIERS 05100 BRIANCON
Tél : 92 21 18 44 Fax : 92 20 38 30

Candidates à déposer avant le 1/8/90 avec lettre d'intention manuscrite et CV complet. Décision possible pour la rentrée scolaire.

ASSEDIC DE BRETAGNE

450 personnes sur les départements 22, 39, 35, 56

Recrute son futur

DIRECTEUR

(résidence Rennes)

Diplômé grande école

C'est un manager, généraliste d'entreprise possédant qualités de gestionnaire, de meneur d'hommes, d'animateur, pourvu d'un grand esprit de dialogue.

Doit avoir exercé une fonction de direction réussie.

clôture des candidatures le 31 juillet 1990

Adressez Curriculum Vitae, photo et prétentions, sous double pli personnel et confidentiel à

Monsieur le président
ASSEDIC DE BRETAGNE
36, rue de Léon
35053 RENNES CEDEX

Une structure départementale de développement économique RECHERCHE

son DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce poste s'adresse à un candidat de niveau supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, SUP de CO...), possédant une bonne expérience de l'entreprise. La connaissance de l'anglais est nécessaire et celle de l'Allemand souhaitable.

La rémunération brute annuelle ne sera pas inférieure à 360 000 F.

Envoyer lettre et curriculum vitae manuscrites avec photo sous n° 8984 :
LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Ville banlieue sud
recherche

ATTACHÉ
chargé du secteur Économique de la Ville

RÉDACTEUR
responsable au sein du service financier
du secteur Achats Engagements

RÉDACTEUR
adjoint au responsable du C.C.A.S.

ATTACHÉ ou RÉDACTEUR
pour le service emploi, ayant connaissances du dispositif
d'insertion professionnelle des adultes et des jeunes.

PÉDIATRE
pouvant effectuer des vacations
sur trois structures de la petite enfance.

AUXILIAIRE DE PUÉRICULTRICE
pour la mini-crèche

Adresser lettre et C.V. sous N° 8994
LE MONDE PUBLICITÉ
5, RUE DE MONTESSEY 75007 Paris

LA VILLE DE CLICHY-LA-GARENNE
(HAUTS-DE-SEINE) 48 000 habitants

RECRUTE
selon conditions statutaires

- POUR LA DIRECTION DU PROTOCOLE ET DE LA VIE INTERIEURE :
- **ATTACHÉ TERRITORIAL - ADJOINT AU DIRECTEUR DE SERVICE**
Disponibilité importante nécessaire.
- POUR LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES :
- **ATTACHÉ TERRITORIAL**
Connaissance du statut apprécié. Sera chargé de la formation et du développement des relations humaines.
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**
- POUR LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN :
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**
Connaissance du droit des sols appréciée.
- POUR LE SERVICE CONTENTIEUX DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES :
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**
Connaissance du domaine nécessaire.
- POUR LE SERVICE LOGEMENT :
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :
Monsieur le Maire - Conseiller général
Hôtel de Ville - 92110 CLICHY-LA-GARENNE.

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Filiale Adrege-Immuno-Logique de l'Institut
BIEN-ÊTRE INTERNATIONAL située en Région
Parisienne.

Au sein de notre Direction Commerciale, vous serez
responsable du développement commercial du département
EXPORT. Vous serez chargé de mission de gestion, an-
ticiper et développer les réseaux de distribution (agents,
détaillants). Vous serez chargé de prospecter de nouveaux
marchés, promouvoir notre gamme de produits, intensi-
fier la notoriété et l'image de marque de la société à
l'étranger.

A environ 30 ans, vous justifiez d'une formation supé-
rieure de préférence scientifique et d'une expérience
commerciale réussie si possible dans l'industrie
Pharmaceutique. Vous parlez couramment l'anglais. A
la fois homme de terrain et de réflexion, vous êtes
également un bon gestionnaire. Expérience, pragmatisme
et grande disponibilité, sont vos meilleurs atouts
pour réussir à ce poste.

Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre dossier de can-
didature (CV, lettre manuscrite, photo)
à notre conseil ECG consultants
17 rue Galilée - 75116 Paris.

ECG
CONSULTANTS

Le Monde *de la* Fonction Commerciale

● ROTPUNKT

Eminent fabricant, parmi les leaders
dans la production des bouteilles isolantes
en Europe, recherche :

CHEF DE VENTE

Représentant uniquement la marque ROTPUNKT
et ayant une bonne orientation d'entreprise.

- Devant s'occuper des centrales d'achats de toute la France.
- Pourvu d'une bonne connaissance du marché et ayant déjà
certains contacts.
- Honoraires au-dessus de la moyenne et selon les résultats
obtenus (fixe + commission).

Partenaire : M. Gerhard Ascher chez

● ROTPUNKT
Dr. Anso Zimmermann
Industriestraße
D 6434 Niederaula
Telefax 06625/5211

Déjà ingénieur, futur financier.

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un grand groupe international, qui
fonde sa puissance sur de nombreuses activités. Accorder des crédits à des consommateurs,
tel est notre métier. Pour cela, il nous faut gérer un risque et aider parfois nos clients à gérer le
leur. Avec plus de 500 personnes, nous avons dégagé plus de 100 millions de francs nets après
impôts en 1989.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité d'un service de prospective où vous conduirez des
études qui porteront tant sur les systèmes de paiement que sur les comportements des clients
débiteurs. Bien évidemment, ces études devront aboutir à des recommandations et après
validation, à une mise en place. Certes, vous vous en doutez, nous maîtrisons les techniques
existantes, mais pour être les premiers, il faut anticiper l'évolution des technologies et des
attitudes des consommateurs. Vous disposerez des moyens informatiques qui vous aideront à
organiser les flux d'informations dont vous aurez besoin.

Ingénieur de haut niveau (X. Centrale, Mines, Pont, Ensaie), quasi-débutant ou pouvant faire
valoir une première expérience, vous ferez profit de votre aptitude mathématique et conceptuelle
et trouverez la possibilité de satisfaire votre goût du concret et votre intérêt pour la finance.
Merci d'adresser votre dossier sous la référence A 171 812 LM, à notre conseil, Philippe
Vuittey, associé du cabinet Sirca - 140, Bd Haussmann - 75008 Paris, qui l'étudiera en toute
confidentialité. Ce poste est basé dans la région lilloise.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Magnetrol, fabricant leader d'appareils de mesure électro-
mécaniques et électroniques, est à la recherche d'un (m/f)

DELEGUE COMMERCIAL
qui nous représentera en France et remplira une
fonction dirigeante dans notre siège commercial à Paris.

Profil du candidat idéal : ☐ aura bénéficié d'une formation d'ingé-
nieur technique en électronique ; ☐ fera preuve d'une expérience
dans la vente de trois à cinq ans ; ☐ pratiquera couramment l'anglais.

Si vous êtes un professionnel avec un passé de vente couronné de suc-
cès et que vous avez le vif désir de construire et de réussir, vous êtes prêt
d'écrire en toute confiance à Magnetrol International S.A.,
à l'attention de Monsieur Dennis J. Stevenson, International Director
Sales and Marketing, Helikensstraat 6, B-9140 Zele, Belgique.

Magnetrol

SECRÉTAIRES

Ville d'Issy-les-Moulineaux
47 000 habitants
RECRUTE UNE

COLLABORATRICE
pour le secrétariat particulier
du Cabinet de Monsieur le Maire

Titulaire Bac G1 ou équivalent.
Statut contractuel. Disponibilité indispensable.
Expérience souhaitée.
Usage du traitement de texte Word 5.
Poste vacant le 1^{er} septembre 1990.

Adresser la lettre de candidature manuscrite accompagnée
d'un curriculum vitae détaillé et une photo à :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ MAIRE
62, avenue du Général-Leclerc
92130 Issy-les-Moulineaux

OFFICE D'ÉDUCATION
AMBASSADE D'ESPAGNE

recrute

2 PROFESSEURS
1 INSTITUTEUR

Adresser C.V. à :
63, rue Pierre-Charron,
75008 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS

recrute

JOURNALISTE

pour informations sur les
sociétés, excellente forma-
tion économique, spécialité
en micro-économie et en
droit des affaires.

Adresser C.V. + photo s/r 8993 :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessey,
75007 PARIS.

INSTITUT SUPÉRIEUR PRIVÉ
PRÉPARANT AU BTS
recherche

PROFESSEURS
de math., angl., maths appl.
Adresser C.V. + photo s/r 8992 :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessey,
75007 PARIS.

STÉ PÉTRIÈRE
MONTE-CARLO

CHERCHE

COLLABORATEUR

Dynamique, expérimenté.
Possédant solides
connaissances techniques
produits pétroliers.
Formation commerciale
marketing.

Déclaration maximum assurée.
Ecrire sous le n° 8989
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessey, Paris-7.

VILLE D'OULLINS
(Rhône),
27 000 habitants
recrute

sous conditions statutaires
SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL

Adresser candidature
avec curriculum vitae
et photo à :
Monsieur le député et maire,
rue de l'Église,
69522 Oullins Cedex.

BERNARD BRUCHE
FRANCE

CABINET DE FORMATION

cherche

ANIMATEUR (TRICE)

30 ans maximum
pour activité Paris.
Disponibilité rapide.
Très bon contact humain.
Activité de représentation
possible auprès de clients.
Rémunération en fonction
de l'expérience.

Adresser lettre
avec présentation, date
de disponibilité, photo,
dossier de candidature.

80, rue Anatole-Brand
77300 FONTAINEBLEAU
Tél. : 04-22-10-86.

AGENCE
D'URBANISME
DE BREST

ARCHITECTE
URBANISTE
EXPÉRIMENTÉ

5 ans d'expérience
minimum.
Missions : études
préalables,
projets urbains.

Adresser C.V.
à l'Agence d'urbanisme,
16, rue Coët-Au-Gueven,
29200 Brest
avant le
15 septembre 1990.

U.F.J.T. ILE-DE-FRANCE
RECRUTE

CHARGÉ
DE MISSION
HABITAT

pour restructuration des
loyers de jeunes travailleurs
et développement de l'offre
de logements pour les jeunes
en Ile-de-France. Exp. et
connaiss. du secteur.

HABITAT
comme facteur
d'INSERTION.

Poste à pourvoir le 1^{er} sept.
1990. C.D.D 5 ans.
Adresser Dossier de candi-
dature et prétentions à
U.F.J.T. ILE-DE-FRANCE
10, rue Voltaire
75002 Paris.

LE CENTRE
DE RECHERCHE
ET D'ACTIVITÉ
CULTURELLE
VALENCE

UN RESPONSABLE
DES RELATIONS
PUBLIQUES

Poste à pourvoir
à partir
du 17 septembre 1990.

Actions liées
à la programmation
théâtre, cinéma,
arts plastiques
et coordination.

Adresser lettre manuscrite
C.V. et photo
avant le 27 août 1990 au
CRAC, 10, rue Farnier,
28000 Valence.
Tél. : 76-43-23-23.

SOCIÉTÉ RECHERCHE UN
JEUNE INGÉNIEUR

de formation mécanique ou
électromécanique, justifiant de
quelques années d'expérience
industrielle. Le poste, basé à
PARIS, nécessite une grande
disponibilité pour de fréquents
déplacements à l'étranger.

Nécessité d'une bonne
connaissance de l'anglais
et pratique courante de
la micro-informatique.

Disponible rapidement.
Adresser lettre manuscrite
+ C.V. + photo et prétentions
sous réf. 8990 à :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessey, Paris-7.

DOCUMENTALISTES

pour préparation et tenue à
jour annuaire biographique
et monographies sur le
secteur économique (Hart-
man éco. souhaitée) ou de
l'administration française.

Dactylographie indispensable.

Envoyez C.V. + photo à :
S.G.P. P.A. n° 2232,
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

Importante Société
Travail International
ROBBY C.D.G.
dans le cadre de son
expansion, recherche
pour rejoindre ses
services comptables
centralisés

(30 pers., 21 agences)
3 COMPTABLES
B.T.S.

Expérience 1 à 2 ans.
Anglais apprécié.
1 pour compte, exploitation,
1 pour compte, trésorerie,
1 pour compte, fournisseurs.
Salaires suivant expérience.

Adresser lettre manuscrite,
C.V., photo, salaire actuel
et prétentions à :
AMP - 2, rue Anatole-Brand
92532 Levallois Cedex.

DEMANDES
D'EMPLOIS

FEMME 5 ANS EXPÉRIENCE
service téléphonique
(MICRO-SERVICE - OF 66)
cherche emploi.

**CONCEPTEUR-
GESTIONNAIRE
VIDÉOTEX**

Merci de faire offre à :
MICHELE VIDAL
12200 FONTENAY-AUX-ROSES
92200 FONTENAY-AUX-ROSES

AUDIT-ÉTUDES

Mission à la carte, longue
exp. (diplôme expertise
comptable), intervention
dans la région.

Possibilités en 8 et 9 1990.
Tél. : (16) 59-03-31-84.

CADRE

ayant une grande expérience
en Asie dans l'assistance
technique et l'assurance
qualité, cherche D.G. PME
ou similaire ou missions.

Ecrire sous le n° 8991
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessey, Paris-7.

L'AGENDA

Cours

Paris, rech. prof. pour donner
cours d'anglais accéléré
pendant la journée.

Tél. : 48-22-70-29.
Demandeur Bob Stonne.

Vacances

Tourisme

Loisirs

CANNES
quartier Palm Beach, très
calme, immeuble standing,
appartement 2 p., grand
confort, climatisation, salle
de bains, cuisine, grande ter-
rasse, 2 eng., ascenseur,
proximité de tous com-
merces, mer immédiate.

Location au mois
ou à la quinzaine.
Tél. 48-27-25-85
de 9 h à 14 h
et de 20 h à 22 h

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements
ventes

12^e arrdt
PTE DORÉE, Résid. 1980.
Séj., 3 chbres, cuis., tt. et
4-ét., par., balcon.
Prix : 1 945 000 F.
Max. immobilier : 43-45-88-53.

15^e arrdt
PROPRIÉTAIRE VEND
85, rue Olivier-de-Serres
dans bel imm., rénové,
sécurisé.

BEAU 3 PIÈCES
très bel, 129 000 F.
Sur place le 24 et le 25/7
de 11 heures à 17 heures.

18^e arrdt
PARIS 18^e : dans bel immeu-
ble, 5^e étage, appartement
84 m², ascenseur, entrée,
cuisine, séjour, 2 chambres,
salle d'eau, w.c., balcon,
cave, chauffage central indi-
viduel, concierge. Prix :
2 000 000 F. Tous rns.
M^{re} GUILLAUME, notaire
59110 CHATILLON-EN-
BAZAIS. 16/88-84-18-49.

PL. DU TERTRE
LOFT 75 m², Séj., 2 chbres,
dual, total, équip. Vite jrd.
2 500 000 F. 46-34-73-13.

92
Hauts-de-Seine
NEUILLY PROS. AV. MADRID.
Séjour, 1 chbre, tt. et jrd.
1 200 000 F. 46-34-73-13.

pavillons

81 MORSANG-SUR-ORGE
pav., env. 180 m² hab., sur
400 m² terr., garage 2 voit.,
cuis., et 2 de bns cuisines,
séjour 28 m², cheminée,
S.d.h., greniers, chauff. central
mazout, régulation automa-
tique, nombreux rangements,
proche éco. et commerces.
Prix : 1 250 000 F.
Tél. 69-04-16-47 apr. 19 h.

maisons
de campagne

51. 110 km est de Paris, agent,
maison neuve, 200 m² hab.,
6 pces, 5 300 m² terrain arboré
clos, piscine, 580 000 F. J. obs.
25-61-14-61.

locations
non meublées
demandes

Paris

MASTER GROUP
Recherche agents indépendants
CADRES et DIRIGEANTS
DE SOCIÉTÉS.
47, rue Valenciennes Paris-7.
42-22-14-61/42-22-24-66

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris-8^e
recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLÉS.
HOTELS PARTIC. PARIS et
VILLAS PARIS-OUEST.
Tél. : (1) 45-62-78-93

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT. Rech. pour diri-
geants étrangers d'import-
tance groupes anglo-saxons.
LUXUEUX APPTS MEUBLÉS.
DURÉE 1 à 2 ANS.
LOYERS GARANTIS
Tél. : (1) 45-27-12-19.

bureaux

Locations

A PARTIR DE 50 F. HT. : mois
Vente ADRESSE COMMERCIALE
Paris 14^e P. 9^e 12h 15h
LOCATION DE BUREAUX
CREAM 42-67-05-99.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
À L'ÉTOILE
1^{er} CHAMPS-ÉLYSÉES
OU AVENUE VICTOR-HUGO
Bure., secrét., tél., télex, fax.
Domest. : 170 à 380 F./M.
CIDES 47-23-84-21.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique
43-55-17-50.

DOMICILIATION
BUREAUX, TÉLÉPHONE, TÉLEX
AGECO 42-94-95-28.

سكزا من الاموال

سكدا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

Baisse des résultats
et hausse de l'endettement des entreprises

Les marchés réagissent sans panique au brusque « trou d'air » de Wall Street

Bien qu'affectée par les scandales, la Bourse de Tokyo n'a pas réagi, mardi 24 juillet, au plongeon brutal et inattendu de la Bourse de New-York, lundi. Alors que Wall Street avait terminé en baisse de 1,9 %, le Kabuto Cho a perdu le 24 juillet 0,5 %. Fortement affectés en fin de séance la veille, les marchés européens ouvraient mardi sur une note indécise. Le dollar était à son plus bas niveau depuis deux ans et demi, cotant 1,62 deutschemark et 5,45 francs français.

La Bourse de New-York a enregistré lundi 23 juillet une forte secousse, faisant perdre à l'indice Dow-Jones plus de 100 points (3,6 %) en début de séance. Au fil des heures, Wall Street se ressaisissait, et le célèbre baromètre américain parvenait à réduire ses pertes. Il terminait la journée sur une baisse de 1,94 % (-56,44 points) à 2904,70 points. La plus forte baisse du 23 janvier (-2,8 %). Les effets de cette turbulence provoquée par de mauvais résultats semestriels des entreprises se sont ressentis sur l'ensemble des places internationales.

La communauté boursière américaine apprenait que l'inflation avait sensiblement repris au mois de juin dernier (+0,5 %) et que le déficit commercial avait commencé à se réaligner lentement en mai après une contraction prometteuse le mois précédent.

Tous les ingrédients étaient donc réunis pour confectionner la potion amère que les boursiers américains aiment parfois ingurgiter. Simultanément, les résultats intermédiaires des grandes entreprises américaines, dont on savait déjà qu'ils ne seraient pas fameux, commencent à tomber. De AT&T en passant par American Home, Caterpillar, Pfizer, Texas Instruments et jusqu'à McDonald, la liste n'est pas exhaustive. Seule auparavant la performance d'IBM avait contribué à la progression du Dow Jones vers les 3000 points. Autre facteur négatif : la célèbre société d'analyse financière Moody's vient de réviser la plupart des entreprises américaines sont trop endettées. Ainsi, au cours du premier semestre, elle a été amenée à revoir à la baisse la cotation de 217 firmes, en réajustant que 52. Du jamais vu jusqu'à présent (Le Monde du 24 juillet).

New-York et Francfort en tête

	Fin 1989	23 juillet	Variation en %	+ haut	+ bas
NEW-YORK (Dow Jones)	2753,20	2904,70	+ 5,5	2999,75	2543,24
TOKYO (Nikkei)	38915,87	31894,79	- 18	38712,88	28802,07
LONDRES (FT 100)	2422,7	2339,7	- 2,6	2463,7	2103,4
PARIS (CAC 40)	2981,08	1990,84	- 0,5	3129,32	1806,52
FRANCFORT (DAX)	2190,20	2376,40	+ 8,5	2414	2151,5

nales ouvertes à ce moment-là. En Europe, Paris est déprimée de 2 % et Londres de 1,6 %.

Un vrai faux krach ou un faux vrai krach ? Quelques heures après ce mini-séisme boursier, les experts se demandent toujours en conjectures sur les raisons de son déclenchement.

A entendre les commentaires qui ont suivi le trou d'air sur les marchés, il semble toutefois que l'accumulation de nouvelles, pas toutes mauvaises mais souvent contradictoires, voire décevantes, ait fini par faire craquer le marché américain, qui, depuis une huitaine de jours, tentait en vain de franchir la barre historique des 3 000 points de l'indice Dow Jones.

Première série d'informations, celles portant sur l'état de santé de l'économie américaine. L'aggravation du déficit budgétaire a relancé les craintes d'un durcissement de la politique de crédit, au moment où les statistiques tendaient à confirmer que le ralentissement de la croissance devrait au contraire amener la Réserve fédérale à se montrer plus conciliante, pour éviter un refroidissement trop brutal. Singulièrement, M. Alan Greenspan, président de la puissante banque centrale américaine, allait tour à tour souffler le chaud et le froid sur une Bourse en pleine transpiration. Il commençait d'abord par affirmer son intention de relâcher les rênes du crédit. Puis, se ravissant, il décidait quelques jours plus tard de lier à la réduction drastique du déficit budgétaire tout effort pour parvenir à une détente des taux d'intérêt. Avait-il bien mesuré l'impact de ses déclarations ? En tout cas, dans l'inter-

La Bourse new-yorkaise aurait pu se contenter de faire seulement la grimace si les taux d'intérêt, après une brève détente, ne s'étaient pas obstinés à remonter. Les program traders, ces fameux logisticiens de ventes (et d'achats) automatisés, ont enfin largement contribué à accélérer le mouvement. Tant et si bien que les autorités de la Bourse ont dû interrompre les cotations pendant un petit moment pour calmer le jeu, utilisant ainsi les coupes-circuit instaurés depuis le krach d'octobre 1987. Dans un marché très actif (209 millions de titres ont été échangés), Wall Street a vécu sa plus mauvaise journée depuis six mois.

ANDRÉ DESSOT
et DOMINIQUE GALLOIS



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

PROFICUIS

Le Crédit Agricole informe sa clientèle qu'à compter du 1^{er} août 1990 :

- la commission de souscription de la SICAV PROFICUIS sera quel que soit le montant de la transaction de :

2,5 % pour les apports en numéraire
1,5 % pour les apports en titres.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

NEW-YORK, 23 juillet

En retrait de 1,9 %

Alors que nul ne s'y attendait vraiment, Wall Street a été pris en début de séance d'une soudaine crise de faiblesse. Le marché a d'abord chuté de façon presque vertigineuse, avant de se redresser un peu. À la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles accusait encore un retard de 56,44 points à 2 904,70. Au plus bas de la journée, il était tombé à 2 833,17. Quel qu'il en soit, c'est la plus forte baisse (-1,9 %) depuis le 22 janvier dernier (-2,8 %).

Le bilan de la journée en dit long sur les dégâts causés à la cote par ce mini-séisme. Sur 2 012 valeurs traitées, 1 404 ont baissé, seulement 225 ont progressé et 383 n'ont pas varié.

De l'avis général, la Bourse new-yorkaise a cédé à la déprime. Les nouvelles économiques ne sont guère encourageantes. Les résultats intermédiaires des entreprises ne sont pas fameux, en règle générale. Sur tout, la détente tardive à se faire sentir sur le front des taux d'intérêt. Pour couronner le tout, les program traders ont accentué la réplie. La barrière mise en place depuis le grand krach d'octobre 1987, à fonctionnant et les cotations furent suspendues une demi-heure durant, permettant au marché de souffler un peu.

L'activité s'est un peu accélérée et 20 millions de titres ont été échangés contre 17,7 millions vendredi dernier.

VALEURS	Cours du 23 juillet	Cours du 24 juillet
Alex	56 1/4	56 1/4
ATT	27 5/8	27 1/4
Boeing	56 1/4	56 1/4
Coca-Cola	56 1/4	56 1/4
Du Pont de Nemours	40 3/8	39 1/4
Exxon	39 7/8	38 3/4
General Electric	43 1/8	42 3/4
IBM	117 5/8	115 1/4
Intel	56 1/4	56 1/4
Johnson & Johnson	56 1/4	56 1/4
Merck	56 1/4	56 1/4
Microsoft	56 1/4	56 1/4
Motorola	56 1/4	56 1/4
Novartis	56 1/4	56 1/4
Oracle	56 1/4	56 1/4
Rockwell	56 1/4	56 1/4
Sony	56 1/4	56 1/4
Texas Instruments	56 1/4	56 1/4
Wendover	56 1/4	56 1/4
WorldCom	56 1/4	56 1/4

LONDRES, 23 juillet

Forte chute

Affecté par la chute de Wall Street, le London Stock Exchange s'est très sensiblement alourdi lundi. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est enfoncé à la clôture en baisse de 40,4 points (1,6 %) dans un marché peu actif, où seulement 362,9 millions de titres ont été échangés.

La publication des chiffres - meilleurs que prévus - de la balance des paiements courants britannique avait permis au marché de regagner une partie des pertes enregistrées à l'ouverture. L'indice Footsie ayant cédé initialement jusqu'à 47 points. Mais l'affaiblissement rapide de Wall Street en début de séance devait brusquement peser sur le marché londonien.

D'autre part, des rumeurs selon lesquelles le conglomérat britannique Hanson serait candidat à l'achat de Power Gen, l'un des grands producteurs d'électricité d'Angleterre et du pays de Galles, que le gouvernement pourrait privatiser sans avoir recouru à une introduction en Bourse, ont fortement pesé sur le titre. Le cours de l'action EMI a été victime des rumeurs sur son rachat de la compagnie Filmstar.

FAITS ET RÉSULTATS

General Mills et Nestlé achètent RHM Breakfast Cereals. Le groupe américain et le groupe suisse ont acquis par l'intermédiaire de Cereals Partners Worldwide, joint-venture créée à la fin de 1989, la division céréales du britannique RHM. La transaction, qui prendra effet au plus tard le 17 août 1990, porte sur 93 millions de livres (9,3 milliards de francs). L'acquisition de RHM Breakfast Cereals, qui occupe la troisième place sur le marché britannique des céréales de petit déjeuner, permet à Nestlé et General Mills de pénétrer ce marché et correspond à la stratégie des deux sociétés de s'imposer dans ce secteur.

Louho vend PJH. - Le conglomérat britannique Louho vient de vendre la chaîne de distribution d'appareils de cuisine et de salles de bains PJH pour 67,5 millions de livres (675 millions de francs environ). PJH a réalisé un bénéfice net de 4,5 millions de livres pour un chiffre d'affaires de 70 millions sur l'exercice terminé en septembre 1989, mais Louho avait besoin d'argent pour payer les 10 % qu'il vient d'acquiescer dans la chaîne de distribution allemande Asko.

Ferruzzi conforte sa présence en Allemagne. - Le groupe agro-alimentaire italien a racheté à Unilever un établissement de broyage et de raffinage de grains oléagineux situé à Mannheim, a annoncé un communiqué publié lundi 23 juillet à Milan. Unilever avait fait connaître en juin dernier son intention de vendre cet établissement,

PARIS, 24 juillet

Value-hésitation

Au lendemain de la secousse de Wall Street qui a entraîné dans son sillage une chute de la Bourse de Paris (-2 %) en clôture lundi, les gestionnaires se montraient plutôt hésitants mardi sur l'attitude à adopter. Révisé de cette incertitude ambiante, l'indice CAC 40, après avoir ouvert en hausse de 0,38 %, fluctuait ensuite. Si, en fin de journée, il virait au rouge avec des pertes modestes (0,33 %), il redevenait positif en début d'après-midi. Vers 14 heures, il s'établissait à +0,31 %. La quasi-absence de réaction de la place japonaise mardi matin à ce trou d'air américain a été repue comme un signal encourageant par l'ensemble des places européennes. Toutefois, les intervenants attendaient de connaître l'évolution de la Bourse new-yorkaise pour en savoir plus sur la durée d'une telle turbulence.

La chute du dollar liée à cette secousse a provoqué un raffermissement de l'or. L'once de métal jaune s'échangeait à Londres à 368,25 dollars, progressant ainsi de près de 2 % depuis la fin de la semaine dernière. Les mines étaient donc recherchées, ce qui entraînait cet engouement observé pour celle de Salsigne. Cette valeur figurait parmi les plus fortes progressions de la séance. Parmi les autres valeurs recherchées, on notait Bell Equipment, Raffinage, La Rochette et MIM. Du côté des baisses, figurent Epiha Bertrand Fauré, CCM, Concept Sa et surtout Salomon. La firme d'Anney, confrontée à d'importantes pertes, a présenté lundi un plan de restructuration destiné à économiser 300 millions de francs. Ce projet comportant 261 suppressions d'emplois a déclenché un mouvement de grève des cadres de l'entreprise.

TOKYO, 24 juillet

Nouveau repli

Pour la cinquième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a reculé au Kabuto Cho. L'indice Nikkei s'inscrivait en clôture à 31 702,46 soit une perte de 182,33 points (-0,6 %) sur son niveau de la veille réajustant peu à la secousse de Wall Street quelques heures auparavant. L'indice limitait malgré tout les pertes qu'il avait connues en début d'après-midi (près de 400 points) sur la baisse du yen, du marché obligataire et sur des dénouements de positions longues opérés par les arbitragistes.

Le marché était peu actif. Nombre d'opérateurs craignant une éventuelle hausse des taux et soucieux de la faiblesse du yen ont préféré rester sur la touche. Le regain des tensions dans le Golfe a ajouté au pessimisme ambiant et leur a aussi donné une excuse pour se retirer du marché.

VALEURS	Cours du 23 juillet	Cours du 24 juillet
Alex	1 020	1 000
Boeing	1 020	1 000
Coca-Cola	1 020	1 000
Du Pont de Nemours	1 020	1 000
Exxon	1 020	1 000
General Electric	1 020	1 000
IBM	1 020	1 000
Intel	1 020	1 000
Johnson & Johnson	1 020	1 000
Merck	1 020	1 000
Microsoft	1 020	1 000
Motorola	1 020	1 000
Novartis	1 020	1 000
Oracle	1 020	1 000
Rockwell	1 020	1 000
Sony	1 020	1 000
Texas Instruments	1 020	1 000
Wendover	1 020	1 000
WorldCom	1 020	1 000

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amulco Asocies	428	428	BP	300	300
Amulco	105	105	BP	135	135
B.A.C.	214 50	214	Loch Invest	327	325
B. Denachy Ass.	675	675	Loch	128 10	128 80
Bep Tarnaud	175	175	Mars Court	182 50	178 20
BICM	341	341	Mars	211	208
Bouret Ly	389	383	Mars	238	238
Bouret Ly	252	252	Mars	1241	1205
Calles de Lyon	3488	3484	Mars	580	580
CAI de R. (C.C.I.)	1259	1259	Mars	608	608
Calsonic	515	513	Mars	90	92
Cordif	650	645	Mars	350	457
C.E.E.	356	355 10	Mars	688	688
C.E.E.P.	278 50	278	Mars	702	700
C.F.P.	250	250	Mars	320	320
Chemins d'Origny	747	744	Mars	235	235
C.N.I.M.	1214	1200	Mars	611	610
Codanor	280 30	280 30	Mars	327	315
Comag	353	353	Mars	103	103
Conformis	1117	1125	Mars	500	500
Covis	385	385	Mars	231 10	225
Dalac	210 50	210	Mars	197	191
Daphin	720	720	Mars	205 10	205
Desquanes et Gir	288	289	Mars	300	285 10
Dentilly	1200	1236	Mars	195	198 50
Dentilly	485	485	Mars	480	470
Dolac	175	177	Mars	180	187 50
Edisons Belford	270	270	Mars	1082	1083
Elyse Invest	15 20	15 15			
Emp. Production	408 50	408			
Emp.	198	197 50			
Emp.	888	888			
G.F. (group. J.)	480	482			
Grand Uva	461	465			
Gravograph	246	238			
Grav.	1170	1155			
I.C.C.	280	280			
IDA	358	358			
Idrona	180	180			
IMS	1300	1300			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 23 juillet 1990

Nombre de contrats : 12 394

VALEURS	PRIX exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	680	14	3,20	-	-
CGE	600	19	25	35	-
Elf-Aquitaine	720	3,50	7,70	3,60	-
Elf-Aquitaine	180	3,50	6,50	-	-
Elf-Aquitaine	680	-	10	-	-
Elf-Aquitaine	420	50	7	8,50	-
Elf-Aquitaine	100	5	7,50	-	-
Elf-Aquitaine	1 280	60	27,90	-	-
Elf-Aquitaine	640	24	-	-	-
Elf-Aquitaine	1 160	21	50	-	-
Elf-Aquitaine	720	48	16	25	-
Elf-Aquitaine	440	-	20	-	-
Elf-Aquitaine	560	23,60	-	-	-
Elf-Aquitaine	1 680	17	140	-	-
Elf-Aquitaine	560	28	25	-	-
Elf-Aquitaine	440	10,50	20	25	-
Elf-Aquitaine	110	3	8,80	8,95	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 juillet 1990

Nombre de contrats : 36 964

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	182,67	182,82	183,02
Précédent	182,84	182,88	182,90

PRIX D'EXERCICE	Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
103	6,47	1,09	0,70	-

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,4475 F ↓

La chute des cours à Wall Street a fait plonger le dollar à son plus bas cours depuis le 3 janvier 1988. La devise américaine est tombée à 5,4475 francs, tandis qu'elle se maintenait par rapport au yen, dont le cours a glissé sur les marchés européens.

FRANCFORT	23 juillet	24 juillet
Dollar (en DM)	1,035	1,038
TOKYO	23 juillet	24 juillet
Dollar (en yen)	148,58	148,80

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (24 juillet)	10 18 18 %
New-York (23 juillet)	8 17 16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

20 juillet	23 juillet	
Valeurs françaises	97	95,20
Valeurs étrangères	96,80	94,50

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC	536,95	536,22
--------------------	--------	--------

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40	2 638,60	1 990,40
---------------	----------	----------

NEW-YORK (indice Dow Jones)

20 juillet	23 juillet
Industrielles	2 961,14 2 994,70

LONDRES (indice Financial Times)

20 juillet	23 juillet
Industrielles	1 898,18 1 867,10
Mixtes d'Etat	181,90 182,60
Fonds d'Etat	14,0 14,43

TOKYO

23 juillet	24 juillet
Nikkei Dow Jones	31 894,79 31 702,46
Indice général	2 329,92 2 304,59

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN RECU	UN REC. -	UN REC. -	UN REC. -	UN REC. -
S.E.U. -	5,4520	5,4540	80	91	142
S. can.	4,7122	4,7180	194	133	513
Yen (100)	3,6664	3,6695	65	83	125
DM	3,3520	3,3547	35	56	81
Florin	2,9735	2,9763	37	51	77
FR (100)	16,2649	16,2855	4	174	95
PS	3,0336	3,0378	15	40	62
L (1 000)	4,5777	4,5832	96	24	147
F. franc	9,9308	9,9399	471	419	842

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	7 1/8	8 1/8	7 1/8	8 1/8	7 1/8	8 1/8	7 1/8	8 1/8
Yen	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
DM	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
Florin	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
S.B. (100)	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
F.S.	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
L (1000)	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
F. franc	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DU 24 JUILLET

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]

Actions

[illegible]

Marché libre de l'or

Cote des Changes						
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.
			achat	vente		
Etats-Unis (1 unit.)	5 492	5 447	5 420	5 670	Or fin (kilo en barre)	64500
Allemagne (100 dm.)	6 953	6 930	326 500	347 850	Or fin (en lingot)	64350
Belgique (100 fr.)	26 106	26 120	15 800	307 500	Napoleon (20fr.)	381
Autriche (100 sch.)	15 278	138 290	287	307 500	Place Fr. 100 fr.	377
Paye-Bas (100 fl.)	237 695	4 581	4 350	52	Place Suisse (20 fr.)	417
Grèce (1000 lire)	88 110	88 100	9 700	10 500	Place Latins (20 fr.)	376
Danemark (100 kr.)	88 110	88 100	9 700	10 500	Souverain.	478
Gula (100 roubles)	3 428		379	461	Place 20 dollars.	1282
Indes (100 roupies)	332	320	89	97	Place 10 dollars.	2415
Suisse (100 francs)	10 520		46 500	48 900	Place 50 pesos.	285
Norvège (100 kr.)	87 370		97	106	Place 100 roubles.	
Autriche (100 sch.)	47 856		3 650	4 580	Canada (1 cent.)	
Espagne (100 pes.)	5 476		3 650	4 580	Japon (100 yens)	
Portugal (100 esc.)	4 754		3 650	4 580		
Canada (1 cent.)	4 754					
Japon (100 yens)	3 686					

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frails incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frails incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frails incl.	Rachet net
A.A.A.	1158 06	1128 81	Frans-Valeurs	30 18	30 16	Placement J.C.	6056 56	6056 39
Action	242 71	226 21	Frans-Cant.	35 22	34 70	Placement Premier	5648 42	5557 15
Agropar	987 13	987 13	Frans-Cant.	11993 18	11993 18	Placement	122 51	119 23
Agropar	6823 70	6823 70	Frans-Cant.	236 44	232 95	Placement	55186 53	55186 53
Agropar	107 11	106 73	Frans-Cant.	560 45	552 21	Placement Oblig.	1000 57	1059 96
AGF Actions en CP	1194 65	1185 51	Frans-Europe	29 27	29 92	Prêt. Extern.	1181 87	107 90
AGF 5000	696 07	679 09	Frans-Europe	976	954 15	Prévisionnisme	24688 38	24688 38
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	33 90	33 07	Prévisionnisme	1057 92	1023 16
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	11314 84	11417 63	Quartz	1080 57	1029 85
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	4617 91	4606 39	Rachet	162 82	160 41
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	1210 72	1170 81	Rachet	1080 57	1029 85
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	61858 22	61858 22	Reverses Trans.	5325 41	5272 66
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	164 40	156 78	Reverses Trans.	1124 82	1108 26
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	10448 13	10386 15	St Honoré St-Alm.	957 82	952 46
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	1243 30	1207 09	St Honoré Global	280 98	257 39
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	107220 38	104937 47	St Honoré Global	242 21	231 23
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	11973 82	11513 63	St Honoré P&G	655 55	655 82
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	576 36	559 88	St Honoré P&G	594 52	538 82
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	183 81	178 46	St Honoré P&G	12682 61	12682 60
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	251 62	247 90	St Honoré Services	935 87	922 46
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	216 20	206 40	St Honoré Services	918 78	781 66
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	212 24	206 40	St Honoré Services	1488 28	1488 28
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	278 71	269 93	St Honoré Services	12828 89	12578 32
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	239 23	233 37	St Honoré Services	1182 65	1182 65
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	275 75	251 88	St Honoré Services	704 24	686 76
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	464 54	433 93	St Honoré Services	1571 94	1568 94
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	136 98	130 77	S.F.A. et as...	457 47	437 44
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	180 48	172 30	St Honoré	1564 46	1487 09
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	572 78	572 78	St Honoré	781 66	717 09
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	572 78	572 78	St Honoré	440 37	438 98
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	10696 30	10696 30	St Honoré	285 25	256 15
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	8925 24	8925 24	St Honoré	1285 12	1287 84
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	14228 55	14228 55	St Honoré	341 64	329 29
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2668 58	2668 58	St Honoré	535 81	535 81
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	22363 62	22363 62	St Honoré	1137 42	1085 84
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	568 71	525 15	St Honoré	1369 09	1369 09
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	540 11	540 11
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	2033 15	2028 08
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	1227 48	1189 89
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	1224 48	1183 57
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	1188 73	1157 27
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	535 81	535 81
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	135 39	126 58
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	105 86	105 86
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	12139 70	12139 70
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	106870 28	106870 28
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	511 82	506 95
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	456 44	478 05
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	621 05	595 67
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	679 84	698 76
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	653 02	653 02
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	195 17	151 91
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	194 12	151 91
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	116 82	112 51
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	115 82	115 82
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	1510 07	1457 07
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	626 07	626 07
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	1307 59	1281 17
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	1838 21	1759 81
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	2430 83	2350 83
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	203 03	203 03
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	1326 85	1326 85
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	576 82	576 82
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	208 08	207 44	St Honoré	1767 21	1765 21
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	2390 00	2390 00	St Honoré	45135 50	45135 50
AGF ECU	123 90	127 30	Frans-Europe	5819 35	5819 35	St Honoré	24421 86	24421 86

Publicité

Financier

Renseignements

45-55-91-82, poste 4

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82 poste 4330

43-55-51-02, pages 1-33

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

سكنا من الامم

Médiation égyptienne
dans la crise entre l'Irak et le Koweït

Le président Mubarak s'est rendu à Bagdad

Le président Hosni Mubarak, qui tente d'aplanir le différend opposant l'Irak au Koweït, s'est rendu, mardi 24 juillet, à Bagdad pour une visite surprise, au lendemain d'un sommet égypto-jordanien à Alexandrie. Le chef de l'Etat égyptien a été ensuite au Koweït avant d'aller en Arabie saoudite.

Cinq heures de discussion entre le président Mubarak et le roi Hussein, auxquels s'est joint le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, ont été consacrées lundi à ce différend pétrolier et frontalier qui menace la stabilité du Golfe. Les résultats de ces conversations n'ont pas été divulgués.

De leur côté, les médias koweïtiens ont été d'un plan de médiation égyptien prévoyant notamment une rencontre au Caire des chefs de la diplomatie d'Irak, du Koweït et des Emirats en vue d'une réconciliation, avant un sommet arabe en novembre prochain dans la capitale égyptienne.

Selon la presse koweïtienne, cette médiation a été proposée lors de la rencontre, dimanche au Caire, des ministres égyptien et irakien des affaires étrangères, MM. Ismat Abdel Meguid et Tarek Aziz (le Monde du 24 juillet). L'existence d'un tel plan n'a toutefois pas été confirmée de source officielle égyptienne.

30 000 Irakiens à la frontière

Par ailleurs, selon le Washington Post, qui cite des diplomates, l'Irak a massé 30 000 hommes de troupe près de sa frontière avec le Koweït et la flotte américaine dans le Golfe a été placée en état d'alerte. Deux divisions blindées irakiennes, appuyées par des chars et des batteries anti-aériennes, auraient pris position près de la frontière koweïtienne, mais si elles sont opérationnelles elles ne sont pas en état d'alerte maximale, ont précisé les diplomates. Pour sa part, le Koweït avait, lui, placé ses troupes en état d'alerte il y a quelques jours avant d'annuler le dispositif, apparemment pour signifier à l'Irak qu'il ne souhaitait pas la guerre. Cette tension a eu un effet de soutien sur le marché pétrolier. Le cours du brut, brut de référence de la mer du Nord, approchait les 20 dollars le baril ce matin à Londres. (AFP, Reuters.)

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Le sommet du Maghreb

Une union douanière est prévue pour 1995. 3

Roumanie

Le pouvoir cherche à améliorer son image. 4

Remaniement à Londres

Le gouvernement sera légèrement plus pro-européen. 4

SOCIÉTÉ

Grâce présidentielle

M. François Mitterrand a, à l'occasion du 14 juillet, signé une série de grâces en faveur de condamnés pour des délits mineurs. 6

Le projet de « grand stade »

M. Jean Glavany a présenté les neuf sites de la région parisienne susceptibles d'accueillir le projet de « grand stade ». 8

SCIENCES • MÉDECINE

• Drôles de jeux • Transplantations d'organes et pratique privée • Acariens et collemboles • Faire la pluie et le beau temps pages 9 et 10

CULTURE

Paroles d'Avignon

Un colloque sur le théâtre en Europe, des pièces militantes 11

Jazz à Andernos

Les retrouvailles de Stan Getz et Astrud Gilberto 12

ÉCONOMIE

L'union monétaire

Les Douze à la recherche d'un consensus 15

Trou d'air à Wall Street

De mauvaises nouvelles ont provoqué la brusque dégrise de la Bourse de New-York 22

COMMUNICATION

Bilan de l'audiovisuel public

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel juge Radio-France, RFI et RFO. 17

Services

Abonnements 9
Annonces classées 18 à 21
Carnet 12
Marchés financiers 22-23
Météorologie 8
Mots croisés 14
Radio-Télévision 14
Spectacles 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 juillet 1990 a été tiré à 502 446 exemplaires.

Pour des dépenses totales de 9 milliards

Thomson va recevoir des aides de 3 milliards de francs pour la recherche sur la TVHD

Le dossier de la télévision haute définition (TVHD), qui semblait embourbé en Europe dans des querelles ministérielles, avance depuis quelques semaines. Il s'agit de remplacer les téléviseurs actuels vers 1995 par d'autres, offrant une image très améliorée, d'une qualité « proche du cinéma ». Une bataille s'est engagée à ce sujet entre les industriels européens et japonais.

M. Rocard a annoncé, lundi 23 juillet, qu'il avait décidé d'accorder une aide de 3 milliards de francs à Thomson sur les 9 milliards qu'il doit dépenser d'ici à 1995. En échange, le groupe nationalisé a pris des engagements précis sur son programme de recherches et sur des délais de sortie des matériels. En mai dernier, le groupe français Thomson avait signé avec son homologue néerlandais Philips une alliance sur la recherche portant sur une enveloppe de 20 milliards de francs sur cinq ans (11 milliards pour Philips et 9 milliards pour Thomson). La répartition précise des tâches reste encore à faire.

Par ailleurs, le 1^{er} juin, les pays participant aux programmes Eureka décidaient de lancer une deuxième phase

de recherche sur la TVHD, avec un financement de 3 milliards de francs (dont un milliard versé par la France) pour les années 1990 à 1992, après la première phase de 1986 à 1990 et 2,6 milliards de francs dépensés. Début juillet était lancé le groupement européen d'intérêt économique (GEIE), intitulé Vision 1250, destiné à promouvoir la nouvelle norme européenne D2 Mac.

Enfin, le satellite TDF1, le frère jumelle de TDF2, qui doit diffuser des images de télévision selon cette norme, devait être lancé à Kourou ce mardi 24 juillet.

Le groupe Thomson devrait, d'autre part, bénéficier de dotations en capital régulières de la part de son actionnaire, l'Etat. Une partie de cet argent devrait servir à recapitaliser TCE, la filiale du groupe dans l'électronique grand public. Les sommes ne sont pas encore fixées, mais le gouvernement envisage l'hypothèse (liée au bon déroulement du programme TVHD) d'un versement de 2 milliards de francs par an pendant trois ans, qui s'ajouteraient aux 2 milliards déjà versés au début 1990. M. Rocard veut ainsi montrer qu'il considère la TVHD « comme un enjeu prioritaire des Européens face aux Japonais », indique-t-on au ministère de l'Industrie, à cause de son impact sur l'audiovisuel et sur l'industrie des composants électroniques.

Les difficultés du marché du ski et du golf

Salomon annonce deux cent soixante et une suppressions d'emplois

CHAMBERY

de notre correspondant

Confrontée au tassement de ses activités sports d'hiver et golf, à l'origine d'une perte de 91 millions de francs pour le dernier exercice, la direction de la société Salomon, à Annecy (Haute-Savoie), un des leaders mondiaux de sa spécialité, a annoncé, lors d'une réunion du comité d'entreprise, le lundi 23 juillet, un plan de restructuration destiné à réaliser 300 millions de francs d'économies, soit 10 % de son chiffre d'affaires actuel.

Elle envisage notamment la suppression de deux cent soixante et une emplois (dont deux cent quarante licenciements), uniquement parmi les ingénieurs, les cadres et les agents de maîtrise, soit le quart de l'effectif actuel de ces catégories. En revanche, le personnel ouvrier de production, environ cinq cents salariés, serait renforcé, afin de faire face au lancement, l'hiver prochain, d'un nouveau ski destiné à compléter la gamme.

Les salariés concernés et leurs responsables syndicaux de la CFDT et de la CGC avaient présenté un ensemble de contre-propositions afin de « limiter la casse de l'entreprise ». Peu d'entre elles ont été retenues par la direction. Après avoir empêché le départ de livraison, le personnel concerné s'est mis en grève, lundi 23 juillet, occupant une partie des locaux. Il devait se prononcer dans la journée de mardi sur la poursuite du mouvement et sur les mesures d'accompagnement aux départs volontaires et aux licenciements qui leur ont été présentés. Au-delà

de l'aspect purement financier de ces incitations, les salariés n'hésitent pas à manifester leur « colère » et leur « amertume » à l'encontre du PDG fondateur. Depuis le début de la crise, M. Georges Salomon ne s'est pas manifesté, laissant à son nouveau directeur général, M. Jean-François Gautier, le soin de préparer et gérer la restructuration. Ce silence et cette absence paraissent durement ressentis parmi le personnel d'encadrement de cette société, qui avait fait des relations humaines « conviviales » une des règles d'or de sa gestion sociale.

MICHEL DELBERGHE

Le centre d'essais de Peugeot-Belchamps détruit par un incendie

Un incendie a entièrement détruit mardi 24 juillet au matin le centre d'essais de Peugeot-Belchamps (Doubs), antichambre de choc où sont testés les prototypes.

Aucune hypothèse ne peut être formulée actuellement sur l'origine de l'incendie qui, vu l'heure, n'a fait aucun dégât corporel, mais des « dégâts matériels considérables, pour le moment inévaluables », selon Peugeot.

Ce centre d'essais, installé à 7 kilomètres de Montbéliard, est placé sur un site confidentiel, gardé nuit et jour par un service d'incendie. Il est constitué d'un gigantesque hangar équipé de caméras qui, pendant les essais de choc, prennent des milliers d'images à la seconde.

CARTES POSTALES

Le saumon mythique de M^{me} Berneau

Ce jour-là, les mots manquaient à M^{me} Berneau. Fourchette suspendue, elle cherchait l'inspiration sans trop d'illusions. Mais les adjectifs se dérobèrent. C'est que l'exercice imposé par le visiteur était délicat, pour ne pas dire incongru : décrire avec des mots le goût du saumon de Loire, de l'authentique saumon de Loire, opposé au saumon d'élevage.

« Le saumon de Loire, vous n'en avez jamais goûté ? C'est beaucoup plus... enfin, je veux dire beaucoup moins... »

Dire le goût du saumon de Loire ? Autant raconter le parfum du soir sur les lèvres, le bruissement après des rauches sous les bottes du pêcheur, le balancement perfide de la toue quand on va, avant l'aube, poser les filets, l'attente silencieuse des crues et l'apprivoisement chaque matin recommencé de ce « monstre envoltant, ce dinosaure hypocrite : le dernier grand fleuve sauvage de France ».

Autant, donc, raconter la Loire, et, pour raconter la Loire, M^{me} Berneau le savait bien, il aurait fallu être Maurice Genevoix, ou rien. N'étant pas Maurice Genevoix, M^{me} Berneau comprit que le saumon est un animal rusé, aussi habile à déjouer les filets que le vocabulaire. Sagement, elle préféra donc en rester aux points de suspension et, vaincue sans honte, terminer de faire un sort à son anguille grillée.

Car du saumon de Loire, du vrai, de l'authentique saumon de Loire, on n'en déguste pas tous les jours, même dans ce temple du poisson de Loire qu'est le restaurant à l'enseigne du Lion d'Or, à Sandillon (Loiret), tenu d'une poêle de fer par

M^{me} Berneau. Les temps ont bien changé depuis le début du siècle, quand les garçons de ferme prenaient soin de spécifier dans leur contrat qu'il n'était pas question de leur en servir plus de deux fois par semaine.

Aujourd'hui, des restaurateurs abusifs n'hésitent pas à baptiser « saumon de Loire » du vague saumon d'élevage cosmopolite, de provenance indéterminée. Cette mauvaise blague-là, il ne faut pas la faire à M^{me} Berneau. Héréditaire de plusieurs générations de pêcheurs sur la Loire, elle se glorifie de n'avoir pas hérité, après des enquêtes quasi policières - « J'ai fait mes recherches jusqu'à Rungis, monsieur, où personne ne se souvient avoir vendu du saumon de Loire à cet établissement », - à force de collègues moins scrupuleux à rectifier l'intitulé de leur carte.

Est-ce l'évolution des temps ? La multiplication, tout au long du cours du fleuve, de barrages et de retenues, qui sont autant d'obstacles à la remontée des saumons ? La poignée de pêcheurs professionnels qui, sur les deux tiers de la largeur de la Loire, s'obstinent à tendre leur filet-barrage ne prennent parfois pas plus d'une quinzaine de pièces en toute une saison.

Bref, le saumon est aujourd'hui au fleuve ce que Germigny-des-Près, Saint-Benoît ou Sully sont aux rives : une somptueuse relique, un emblème prestigieux, un vestige. Mais, surtout, ne le dites pas à M^{me} Berneau.

De Sandillon (Loiret).
DANIEL SCHNEIDERMAN

Une élection municipale partielle

Bernadette chez les Ovanchois VESOUL

de notre correspondant

A côté de la mairie d'Ovanches, en face de l'église, se trouve la seule cabine téléphonique publique du village. La plus proche voisine, M^{me} Bernadette Fourrier, laisse en permanence la porte ouverte à l'aide d'une pierre. « Pensez, il faut que j'attende le sonnerie du téléphone si mort avec ce France-Dimanche m'apportant... »

Au carrefour central de cette localité de cent quatorze habitants, elle tient le haut du pavé, Bernadette. Depuis qu'elle est passée à « Ciel mon mardi », elle se prend pour une vedette : « La cassette de l'émission se vend à des milliers d'exemplaires ». Alors, elle ne doute pas du futur succès du livre sur sa vie qu'elle dit avoir commandé à un « nègre » et que « les auditeurs s'arrachent déjà ».

Elle a du pouvoir, Bernadette. La preuve : le conseil municipal tout entier a démissionné à cause d'elle. Dimanche 22 juillet, il n'y avait aucun candidat pour se présenter devant les électeurs. Sur cent inscrits, soixante-cinq sont allés aux urnes, trente (et non huit comme le Monde du 24 juillet l'indiquait) ont exprimé un vote. Les onze sièges du conseil restent donc à pourvoir au second tour.

Le maire démissionnaire, M. Jean-Claude Boudier, est arrivé en tête du scrutin de ballottage avec six voix ; même si elle n'a eu qu'une voix, M^{me} Fourrier aura pesé sur ces élections. « C'est un vote anti-Fourrier », commente-t-elle.

Dans ce village agricole situé à deux kilomètres de Trèves, qui fut le refuge du SS Joachim Peiper, disparu en 1976, la grande majorité attend le départ de la matrone des « Diables » d'Ovanches, depuis que le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale est venu arrêter son mari Charles et son fils Yvanick pour faire exécuter des condamnations judiciaires (le Monde du 24 mars).

M^{me} Bernadette ne veut pas quitter Ovanches : elle vient d'acheter une maison à Mailleuron-Saint-Pancras, à l'autre bout de la Haute-Saône. C'est pour son fils, quand il sortira de prison. Elle, elle reste.

ANDRÉ MOISSÉ

COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION)

LA CHASSE AUX TRÉSORS
EST OUVERTE !

Un énorme safari de la Mode et de la Décoration en plein Paris... La Grande Découverte de milliers de coupons merveilleux du Monde entier : France, Chine, Inde, Italie, Japon, Corée, Islande, U.S.A., etc.

Vous serez abasourdi par les prix : des maîtres originaux, inimitables ailleurs (soies, lins, polyester, kimonos, etc.), depuis 20F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Ouvert en août)

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 390 F

PANTALONS 780 F VESTONS 1 570 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-41.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

PRIX RÉDUITS
sur les derniers modèles 90
en livraison immédiate

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21